



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13914 - 6 F

DIMANCHE 22-LUNDI 23 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Le Commonwealth et l'apartheid

LES pays du Commonwealth réunis en Malaisie devraient adopter d'ici au lundi 23 octobre une attitude claire dans une affaire qui les avait déjà divisés lors de leur précédent sommet, il y a deux ans, à Vancouver : la conduite à tenir à l'égard d'un ancien membre du club, l'Afrique du Sud, dont la politique d'apartheid a longtemps résisté à toutes les admonestations.

Plus que jamais, M. Thatcher est opposé aux sanctions décidées par une large majorité. Les évolutions en cours à Pretoria lui servent d'arguments contre des pays comme le Nigeria et la Zambie, qui ont opté pour des positions maximales. Sur ses instructions, la délégation britannique s'est retirée vendredi du Comité des ministres des affaires étrangères sur l'Afrique australe, chargé de préparer une résolution finale sur la question.

Mme Thatcher n'a pas mâché ses mots : pourquoi « s'émuer à détruire l'économie sud-africaine » par des mesures financières et commerciales alors que « nous passons notre temps à sauver de la pauvreté le reste du continent » ? Elle pense que l'Afrique du Sud offre déjà à sa population noire un niveau de vie supérieur à celui des autres pays et qu'elle pourrait constituer un pôle de développement dont seraient les premiers à bénéficier les Etats de la « ligne de front » qui dénoncent actuellement leur puissant voisin.

De façon moins abrupte, certains libéraux sud-africains disent des choses assez semblables. Un des chefs du Parti démocrate, M. Wynand Malen, qui a eu ces derniers jours de nombreux contacts en France, juge les sanctions « contre-productives », et le déclare sans ambages. Ces libéraux inclinent à accorder le bénéfice du doute au président De Klerk et à le juger sur pièces.

Une partie du Congrès américain, selon les déclarations récentes de M. Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique, serait d'accord avec l'administration du président Bush pour reporter à l'été prochain le débat sur les sanctions. Sans renforcer celle-ci, l'équipe du successeur de M. Reagan reconnaît qu'elle n'a pu inciter la communauté blanche à réfléchir.

ALORS que le Commonwealth, pour sa part, retient le principe des sanctions mais discute de l'opportunité de les modifier en fonction du crédit variable que les uns et les autres accordent à M. De Klerk, des sons un peu discordants arrivent du côté des nationalistes noirs en ce qui concerne la lutte armée. Son abandon est hors de question, dit un des chefs du Congrès national africain (ANC) récemment libéré, M. Walter Sisulu. Mais selon un autre responsable sorti de prison, M. Oscar Mphahlele, le chef du mouvement, M. Nelson Mandela, est maintenant opposé à la violence et déconseille même les jets de pierres contre les automobilistes blancs.

En même temps, en Zambie, le « comité exécutif national » de l'ANC appelle à une « campagne de défi par la masse » et à une augmentation du potentiel « offensif politico-militaire ». On peut déjà se demander si la branche de l'ANC installée à l'étranger ne craint pas une légalisation d'une branche interne conduite par certains dirigeants libérés. M. Walter Sisulu a beau dire que les nationalistes forment une « seule organisation », le problème de l'« interlocuteur valable » se posera peut-être un jour.

M 0146 - 10230 - 6,00 F



## Absence de majorité à l'Assemblée

### Budget : M. Rocard engage la responsabilité du gouvernement

M. Rocard a été contraint d'engager la responsabilité de son gouvernement, conformément à l'article 49-3 de la Constitution, samedi matin 21 octobre à l'Assemblée nationale, sur la première partie (recettes) du projet de loi de finances pour 1990. Les communistes ayant décidé de voter contre, le gouvernement ne disposait pas d'une majorité. M. Rocard n'a pu s'assurer la neutralité de certains centristes en raison de la pression exercée par M. Méhaignerie sur ses amis. L'opposition a déposé une motion de censure qui sera discutée lundi à l'Assemblée nationale.

## Querelles au centre et à gauche

Le projet de budget 1990 est le troisième depuis le début de la Ve République à avoir besoin d'un sérieux coup de pouce constitutionnel pour passer outre l'hostilité d'une majorité de députés (les précédents remontent à 1959 et 1979).

L'année dernière le gouvernement était parvenu grâce à un savant jeu de bascule, à obtenir simultanément l'abstention du groupe communiste et des centristes de l'UDC. En un an, le contexte politique s'est singulièrement modifié.

Du côté des communistes, il est clair que la tentation est grande de chercher à « surfer » sur la vague du mécontentement social en prenant le SMIC à 6 500 francs comme point d'appui. La référence « aux luttes sociales » a jalonné la discussion budgétaire comme

autant de tracts. Le PCF peut donc se targuer auprès des militants - à Bercy ou chez Peugeot - d'avoir poussé le gouvernement dans ses retranchements constitutionnels. Pour autant, les voix de M. André Lajoinie et de ses amis ne devraient pas se mêler à celle de la droite lors du vote de censure de lundi.

Contrairement à M. Lajoinie, M. Pierre Méhaignerie a eu quelques difficultés à mobiliser tout son monde. Une partie de ses troupes - petite mais suffisante pour assurer une majorité au gouvernement - risquait de faire bande à part en s'abstenant.

PIERRE SERVANT  
Lire la suite page 6

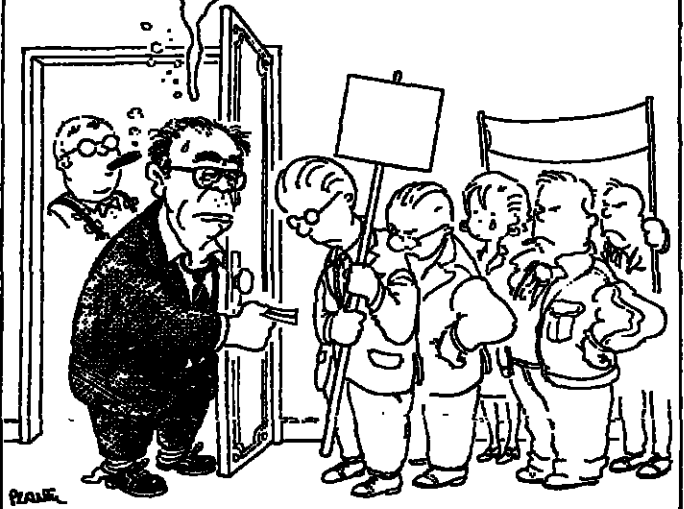
## Le conflit des finances s'aggrave

### Les syndicats refusent les propositions de M. Bérégovoy

Le conflit des finances est toujours dans l'impasse, après l'échec des négociations, dans la soirée du 20 octobre, entre M. Pierre Bérégovoy et les syndicats. Le ministre a souligné qu'il était allé « au-delà du possible » en proposant une prime spécifique mensuelle de 315 F.

Les syndicats ont jugé ces mesures insuffisantes, même si FO reconnaissait certaines avancées. La grève devrait donc se poursuivre lundi 23 octobre, avec des conséquences de plus en plus sensibles pour l'Etat, les entreprises et les particuliers.

SI VOUS VOULEZ, VOILÀ ENCORE UN TICKET DE MÉTRO POUR REMETTRE CHEZ VOUS ! JE PEUX DIFFICILEMENT FAIRE PLUS !



Lire page 13 l'article de Jean-Michel Normand

## Liban

### Vers un dénouement à la réunion de Taëf

Week-end sans doute décisif à Taëf, en Arabie saoudite. Après trois semaines de négociations, les soixante-deux députés s'apprêtent, samedi 21 octobre, à donner leur réponse aux ultimes propositions de réforme faites par le comité tripartite arabe. Le chef de la diplomatie saoudienne, le prince Fayçal, était rentré vendredi de Damas, où il avait eu de très longues discussions avec les dirigeants syriens.

Lire page 4 l'article de notre envoyée spéciale Françoise Chépeaux

## Démocratisation en Hongrie

Le Parlement a adopté une loi qui ouvre la voie à des élections libres au premier semestre de 1990 page 3

## San Francisco :

bilan en baisse  
Les premières évaluations du nombre des victimes du séisme semblent avoir été excessives. On parle désormais de cinquante quatre morts et d'une centaine de disparus page 8

## Grand Jury

RTL - « le Monde »  
M. Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes, invité dimanche à partir de 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 16

## Naplouse, cité rebelle

Inquiétante « dérive » de l'intifada dans la première ville de Cisjordanie

NAPLOUSE (Cisjordanie)

de notre envoyé spécial

« Abou Ammar, donne-nous des armes ! » Un court instant, une matinée d'octobre, les rues de la vieille ville ont résonné de ce slogan rageur. Sous les vénérables voûtes de la casbah, des jeunes Palestiniens, masqués, en appelaient au chef de l'OLP : ils exhortaient Yasser Arafat à passer du soulèvement civil à la « lutte armée ». Manifestation brève et reflet d'un double sentiment chez nombre de militants nationalistes : l'exaspération devant l'absence de perspective politique et la volonté de répondre coup pour coup à l'armée israélienne.

Mais le lien était tout aussi symbolique. Au cœur de la ville, cernée d'austères collines, enclavée au creux d'un défilé, la casbah est le théâtre de certains des affrontements les plus durs. Les batailles qui s'y livrent préfigurent souvent ce que pourrait devenir l'intifada dans le reste des territoires occupés.

Naplouse - l'antique Sichem - donne le ton, fidèle à sa réputation de cité rebelle à toute tutelle extérieure, conservatrice et militante, puritaine et nationaliste, sévère et ombrageuse.

Les Palestiniens appellent la montagne du Feu - Jebel al Nar - parce qu'en 1799, dit-on, certaines des troupes de Bonaparte, de retour d'Egypte et voulant prendre Saint-Jean-d'Acre à revers, y furent cernées et piégées dans un bois auquel les Nabulais - les habitants de Naplouse - avaient mis le feu... « L'histoire des temps modernes », écrivait au début du siècle un voyageur français, nous montre Naplouse en rébellion constante contre les pachas de Damas, ou ceux d'Acre, chargés de l'administrer (1).

ALAIN FRACHON  
Lire la suite page 4

(1) Guide de terre sainte, par le Père Barnabé Meistermann, réédité en 1935 aux Editions franciscaines.

## Le réveil social en RFA

Le puissant syndicat des « métallos » relance le débat sur la semaine de trente-cinq heures

FRANCFORT

correspondance

Comme toujours, l'impulsion devrait venir du puissant syndicat des « métallos », l'IG Metall (2,7 millions d'adhérents), dont le congrès s'ouvre dimanche 22 octobre à Berlin-Ouest. La grande vague de grèves de l'été 1984, qui avait paralysé l'industrie automobile allemande pendant sept semaines, représentait la première brèche. Elle avait permis d'aboutir à une réduction du temps de travail dans la métallurgie (4 millions de salariés environ) de 40 à 38,5 heures. Au terme d'une brève passe d'armes, l'IG Metall avait ensuite obtenu en avril 1987 la réduction en deux phases à 37 heures de la durée hebdomadaire ouvrée, qui est entrée en vigueur en avril dernier.

Depuis cet accord historique, qui a fait tache d'huile dans de nombreux autres secteurs, l'économie ouest-allemande ne s'est jamais aussi bien portée grâce, notamment, à une trêve sociale rendue

possible par le fameux « Friedenspflicht » - le devoir de paix sociale - interdisant aux syndicats de mener des grèves sauvages tant que les conventions collectives sont en vigueur. Pourtant, les tensions n'ont cessé de s'accroître, particulièrement au vu des « super-profits » réalisés par les firmes allemandes durant les trois années de l'actuelle convention dans la plupart des secteurs-clés comme, par exemple, l'automobile. Les syndicats - IG Metall en tête - n'ont pas caché qu'ils voulaient leur part de ce pactole et pousseraient à de substantielles augmentations de salaires lors des prochaines négociations afin de compenser le retard accumulé depuis 1987 (10 % d'augmentation en moyenne sur trois ans).

La fédération patronale de la métallurgie allemande, Gesamtmetall, a compris le message.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Lire la suite page 13



## JEAN BOTHOREL

### Bernard Grasset

Vie et passions d'un éditeur

La biographie d'un possédé de littérature. Un indispensable voyage au cœur des lettres françaises.



GRASSET

## DATES

Il y a soixante ans le krach de Wall Street page 2

## RÉGIONS

Sur le site d'une ancienne centrale de l'EDF une friche modèle dans les Landes page 12

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 7,85 \$ ; Arabie Saoudite/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 180 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 2.000 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.





L'évolution de la situation dans les pays socialistes

RDA : M. Krenz cherche à gagner la confiance de la population

BERLIN

de notre envoyé spécial

M. Egon Krenz ne saurait, à en croire ses détracteurs, qu'un « Erich Honecker avec vingt-cinq ans de moins ». Piqué au vif par les commentaires occidentaux le qualifiant de « dur parmi les durs d'un communisme à la prussienne », il a pourtant multiplié, pendant ses premières quarante-huit heures d'exercice du pouvoir, les petits gestes qui, au regard de la longue stagnation du pays, prennent l'allure de grande révolution.

Ainsi, on apprendait vendredi 20 octobre que le mensuel soviétique *Glasnost*, interdit en novembre 1988, allait à nouveau être autorisé à la vente en RDA. Cette affaire, largement commentée en son temps à l'Ouest, avait confirmé ce que les dirigeants est-allemands n'avaient ferocement ni les profondes divergences entre M. Gorbatchev et M. Honecker.

Le vocabulaire soviétique *glasnost* a maintenant trouvé son équivalent allemand, qui revient comme un leitmotiv dans les journaux et les discours officiels : *Offenheit*, l'esprit d'ouverture. Que cet *Offenheit* s'accompagne du souci de la préservation des acquis du « socialisme sur le sol

allemand » est naturellement souligné par tous les commentateurs. Mais le concept de préservation est cependant défini comme faisant partie de l'héritage de Martin Luther, qui voulait, lui, réformer la religion afin de lui conserver sa pureté. On ne peut qu'être frappé, dans ces jours de bouleversement de l'Allemagne de l'Est, par le retour en force de l'esprit protestant, dans la forme et le langage de la contestation, mais aussi dans la nouvelle rhétorique du pouvoir. « Sous la langue de bois, le prétexte », pourrait-on dire de cette révolution austère et tranquille qui alterne les manifestations collectives où l'on vient, le plupart du temps en silence, montrer son appartenance à une communauté de pensée, et le retour en soi-même, au dialogue avec sa conscience ou avec Dieu, selon que l'on est croyant ou pas.

Manifestation à Dresde

Cet esprit protestant explique en partie l'absence d'émotion d'un personnage charismatique à la Lech Wałęsa, et l'impossibilité pour les chefs de l'Eglise évangélique de RDA de se poser en interlocuteurs uniques du pouvoir capables d'accompagner à la base un compromis qui aurait été conclu au sommet.

Cela explique également le fait prépondérant pris dans la contestation par la Saxa, terre où est né le protestantisme populaire, à la différence du nord du pays qui est jusqu'à présent plus calme. En Brandebourg et en Mecklembourg, terres agricoles et féodales, l'Eglise est traditionnellement plus liée au pouvoir, bien entendu hier, communiste aujourd'hui. Ainsi, cinquante mille personnes ont encore défilé silencieusement vendredi soir à Dresde, et des dizaines de milliers d'autres ont assisté à des réunions d'information du groupe d'opposition Nouveau Forum, dans la région de Zittau près de la frontière tchécoslovaque.

Les premiers contacts jugés fructueux de part et d'autre entre M. Egon Krenz et le président de la conférence épiscopale est-allemande, M. Werner Leich, suffiront-ils à donner un peu d'air à la direction est-allemande ? Celle-ci est actuellement engagée dans une course avec le temps. Il suffit de donner suffisamment de gages à une population qui a fait de saint Thomas sa seule vraie idole : elle ne croit que ce qu'elle voit, principalement sur les chaînes de télévision de RFA. C'est donc un acquis pour le nouveau pouvoir qu'un changement de ton commence à apparaître dans le langage des politiciens et médias

ouest-allemands sur M. Egon Krenz et son *Offenheit*. On ne néglige pas pour autant des mesures que tout gouvernement, communiste ou pas, s'empresse de prendre lorsqu'il veut rallier les masses populaires : les retraites viennent d'être augmentées de manière substantielle, un geste qui n'est pas sans importance dans un pays qui compte une forte population de personnes âgées.

L'esprit de Luther

Quant au plus célèbre des retraités de la RDA, M. Erich Honecker, il a fait une dernière et minuscule apparition dans les colonnes du quotidien du parti : en tant que président du Conseil d'Etat de la RDA, un poste qu'il occupe toujours jusqu'à la réunion lundi prochain de la Chambre du peuple qui avouera son remplacement par Egon Krenz, il a adressé un télégramme de félicitations à Jean-Paul II à l'occasion de l'anniversaire de son accession à la papauté. Il n'a pas pu s'empêcher de faire ainsi un pied de nez à un peuple retrouvant aujourd'hui l'esprit d'un Luther qui n'a jamais été un fervent admirateur du Saint-Père.

LUC ROSENZWEIG

HONGRIE : le Parlement ouvre la voie aux élections libres

Le Parlement hongrois a clos une semaine de débats intenses en adoptant, vendredi 20 octobre, une nouvelle loi électorale qui ouvre la voie aux premières élections législatives libres et multipartites depuis 1947. Le scrutin est prévu dans le courant du premier semestre 1990.

Les députés, dont plus des trois quarts sont des élus de l'ancien parti unique, le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH), ont voté, le 7 octobre, en faveur d'une loi électorale qui réorganise la milice ouvrière, brise le parti qui regroupait 60 000 hommes. Le démantèlement de cette milice, créée en 1956, était l'une des revendications les plus fortes de l'opposition et de l'aile la plus réformatrice du PSOH, en décidant de retirer les cellules du parti des lieux de travail.

Toutes ces mesures, ainsi que l'adoption, jeudi, d'une loi légalisant les partis d'opposition, ont été votées à une très forte majorité. Parmi les autres décisions prises par le Parlement et qui rappellent la Hongrie des démocraties occidentales, une nouvelle constitutionnelle, qui aura son siège à Esztergom, dans le nord-ouest du pays, entrera en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Réhabilitations

Le président du Parlement, M. Matyas Szűrös, a été nommé président de la République par intérim, en attendant l'élection au suffrage universel du nouveau chef de l'Etat. La date de cette élection, initialement prévue le 26 novembre, fera l'objet d'une décision ultérieure, lors de la prochaine session parlementaire, convoquée le 30 octobre, en raison de la polémique soulevée par les deux mouvements d'opposition qui ont réuni deux cent mille signatures pour demander un référendum sur la date de l'élection.

M. Szűrös doit proclamer lundi 23 octobre, jour anniversaire du début de l'insurrection populaire de 1956, la République hongroise.

qui succède à la République populaire socialiste de Hongrie, en vertu de la loi fondamentale adoptée cette semaine, modifiant la Constitution de 1949.

Le Parlement a décidé de réhabiliter tous les Hongrois condamnés pour des crimes politiques ou décrets illégaux entre 1945 et 1963. Les législateurs ont demandé au gouvernement d'étudier une forme de dédommagement possible pour ces victimes, dont le nombre est estimé à plus d'un million.

Autre innovation : les députés ont été informés des avoirs financiers et immobiliers du Parti communiste, autre question brûlante soulevée par l'opposition. Le PSOH et les organisations qui en dépendent ont reçu du gouvernement 56 milliards de forints (5,6 milliards de francs) depuis 1968, a révélé le ministre des finances, M. Laszlo Bekesi. Le PSOH a, en outre, hérité de 2884 bâtiments du PSOH. Lors de son congrès fondateur, le PSOH s'est engagé à rendre à la nation les biens « qui ne sont pas indispensables à son fonctionnement ». Pour sa part, le premier ministre, M. Miklós Nemeth, a condamné les « crimes antireligieux commis par les dirigeants dans les années 50 » et demandé l'adoption de lois protégeant les libertés religieuses, à l'occasion de la création du Conseil national religieux, organe consultatif qui réunit les représentants du gouvernement et des Eglises.

La nouvelle loi électorale a été adoptée au terme de débats houleux sur la forme du compromis signé en septembre à la table ronde pouvoir-opposition. Il a finalement été décidé que le futur Parlement aurait 386 députés : 176 élus directement par circonscription, 152 au scrutin de la représentation proportionnelle par districts et 58 sur une liste nationale. — (AFP, Reuter, UPI.)

□ Le chancelier Kohl en Hongrie. — Le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, qui se rend en novembre en Pologne, fera une visite officielle en Hongrie du 16 au 19 décembre, son annonce officielle à Bonn.

URSS : le taux de croissance de l'économie a chuté de moitié en un an

Les grèves, les conflits ethniques, la dégradation de la discipline du travail ont contribué à l'abaissement de près de moitié du taux de croissance de l'économie soviétique, tandis que la pénurie s'aggrave dans le secteur des biens de consommation. Rendant compte d'une réunion présidée par le premier ministre, M. Rykov, et organisée pour faire le point de la situation économique, le vice-président du comité d'Etat des statistiques, M. Nikolai Belov, a indiqué vendredi 20 octobre que le taux de croissance enregistré au cours des neuf premiers mois de l'année n'avait été que de 2,4 %, contre 4,7 % pour la même période en 1988.

Les ministres réunis autour de M. Rykov ont constaté que les revenus nominaux avaient progressé de 12,2 % en un an alors que la production industrielle ne s'est accrue que de 2,2 %. En réponse à des questions des journalistes, M. Belov a déclaré que le taux d'inflation était de 2,6 %, chiffre sensiblement inférieur aux estimations d'économistes indépendants, lesquelles varient de 8 à 12 %. Il a également prédit que la dette extérieure de l'URSS, qui s'élevait actuellement à 34 milliards de roubles (54,5 milliards de dollars au taux officiel) passerait à 40 milliards de roubles d'ici la fin de l'année.

Pénurie

Le seul chiffre relativement encourageant cité par M. Belov est celui de la récolte de céréales, qui, a-t-il dit, devrait se situer entre 208 et 209 millions de tonnes, contre 195 millions de tonnes en 1988. Ce chiffre reste cependant inférieur aux 211 millions de tonnes obtenus en 1987. Le département américain de l'Agriculture a d'ailleurs annoncé vendredi que l'URSS poursuivait d'importants achats de céréales à l'étranger. Pour l'exercice 1988-1989, a-t-il indiqué, les ventes ont dépassé 21,7 millions de tonnes, dont plus de 16,3 millions de tonnes de maïs et 5,4 millions de tonnes de blé. La pénurie est aggravée par la désorganisation actuelle des trans-

ports, en particulier des chemins de fer, et se fait sentir aussi bien à Moscou que dans les villes de province. Non seulement les produits alimentaires font largement défaut, mais les chaussures d'hiver, les couvertures manquent également, et de longues files d'attente se forment dans les rares magasins où un arriéré est signalé. Les menaces de pénurie de carburants font craindre à chacun un hiver particulièrement rude.

Les ressentiments de la population sont d'autant plus vifs que la nomenclature continue à bénéficier de privilèges exorbitants. Le sociologue Evgueni Starikov a ainsi révélé à Radio-Moscou que les principaux responsables de la région de Riazan avaient reçu, au cours du premier semestre, 394 kg de caviar, 6 000 boîtes de crabes, 565 kg d'esturgeon, etc.

Du fait encore de la pénurie, des obstacles sont mis à la circulation des marchandises. A Kichinev, la capitale de Moldavie, des jeunes se sont opposés au départ d'un convoi de camions transportant des choux et qu'ils refusaient de voir quitter leur République.

La Lituanie vient pour sa part de prendre des mesures radicales. Le conseil des ministres de la République a en effet décidé vendredi de limiter sévèrement l'entrée des touristes venant des pays socialistes dont l'afflux, explique-t-il, « a des conséquences négatives sur l'approvisionnement de la population en biens de consommation ainsi que sur la situation économique et politique déjà complexe ». De plus, l'expédition des colis vers la Pologne voisine est « provisoirement suspendue ». — (Reuter, AFP, AP.)

□ Dix-sept morts dans un accident d'avion en Arménie. — Un avion de transport militaire soviétique de type Ilouchine-76 a heurté une montagne, jeudi 19 octobre, près de Léninsk, et s'est écrasé, faisant dix-sept morts, a rapporté vendredi le quotidien du gouvernement *Izvestia*. Mercredi, l'accident d'un autre Ilouchine-76 en Afghanistan avait fait cinquante-sept morts. — (Reuter.)

BIBLIOGRAPHIE

« La Troïka », de Marcus Wolf

Quand un maître-espion est-allemand s'essaie à la glasnost

Passée inaperçue en France, la parution simultanée en RDA et en RFA de *La Troïka*, de Marcus Wolf, l'ancien chef des services secrets est-allemands, fut, au printemps, une surprise bien préparée. Certains furent déçus, puisque ce livre ne révélait rien, absolument rien, des souvenirs professionnels de ce maître-espion, aujourd'hui « en congé », jadis responsable indirect de la chute de Willy Brandt, et qu'on dit aujourd'hui en réserve de la perestroïka : il s'agissait en fait de tout autre chose...

Markus Wolf, plus connu sous le pseudonyme de « Mischa », avait un frère cadet, Konrad, mort en 1982, cinéaste de talent et président de l'Académie des arts. Leur père n'était autre que l'écritain communiste Friedrich Wolf, émigrant de la première heure, combattant antifasciste qui installa femme et enfants à Moscou dès 1933, tandis qu'il court l'Europe et le monde.

*La Troïka*, c'est à l'origine le titre du film autobiographique que Konrad Wolf avait en projet : trois garçons, Lothar, George et Konrad, partageant à Moscou les aventures de l'exil, mais sont séparés par le pacte germano-soviétique. Le jeune Lothar Wloch, qui vient d'apprendre la mort de son père, militant communiste berlinois victime des purges staliniennes, rejoint l'Allemagne nazie, tandis que George, fils du journaliste progressiste américain Louis Fisher, part

pour les Etats-Unis. Seul Konrad Wolf restera à Moscou — il fera la guerre dans les rangs de l'armée soviétique.

*La Troïka* commence par l'enfance à Moscou, dans le milieu des émigrés allemands : le quartier de l'Arbat, l'école Karl-Liebknecht et, surtout, les grandes vacances dans la datcha familiale de Peredilino, où se retrouvent les enfants de ces célébrités « progressistes » en exil ou en « voyage » — un monde merveilleux où l'absence des pères est compensée par le courage et l'énergie des femmes : cigarette au bec, elles élèvent tant bien que mal tous ces révolutionnaires en herbe.

Passe la guerre. Nos héros se retrouvent à Berlin en 1945. C'est le moment de la photographie de la « troïka » : encadré par George et Konrad, ses deux amis en uniforme, l'un américain et l'autre russe, Lothar, le civil allemand, regarde droit dans l'objectif. Trente ans plus tard, nouvelle et dernière reconstitution de la « troïka », à New-York. Une violente dispute éclate. Lothar, devenu un riche entrepreneur de Berlin-Ouest, est un adversaire véhément du socialisme, au point de souhaiter l'utilisation de la bombe atomique au Vietnam. Il mourra quelques mois plus tard : maladie ou suicide...

C'est autour du « mystère » de ce personnage central que Konrad

Wolf voulait construire son film : Lothar Wloch, fils désemparé d'un communiste assassiné par Staline, était la clé de cette histoire, l'incarnation d'un idéal anéanti par la guerre, le stalinisme, l'histoire... L'émigré idéologique, il était aussi resté l'ami principal. Mais Konrad disparaît à son tour, terrassé par la maladie. Il laisse à son frère un épais porte-documents noir plein de notes, de photographies, avec une esquisse de scénario.

« Savoir atteindre les gens »

Mischa Wolf transforme ce projet artistique en acte politique. Lorsqu'il évoque les circonstances qui ont retardé la réalisation du film, il introduit les éléments d'un débat sur les « questions difficiles » : la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la charte 1977, la Pologne, l'affaire Biermann, l'Afghanistan... On apprend au passage qu'il aurait écrit, du côté des autorités de la RDA, des « réactions plus patientes, plus murées ». Si certaines explications paraissent laborieuses, à certains sujets sont simplement effleurés, le vocabulaire de la glasnost est bien là, discrètement adapté au contexte est-allemand : droit à la vérité et à sa « publication », besoin de plus de courage et plus de franchise, nécessité de ne plus laisser aux adversaires du socialisme le monopole de

la critique — « Nos manquements, nos erreurs, nos fautes ne sont pas le simple fruit de leur imagination ».

La dernière partie du livre, *Documents pour la Troïka*, est peut-être la plus révélatrice. Constituée de lettres et de télex, gages habilement sélectionnés, c'est une assez belle polyphonie, qui illustre la thèse principale, à savoir que l'opinion d'autrui est respectable. Parents, amis, écrivains, artistes, et même Eleanor Roosevelt... jettent autant d'éclairages subjectifs sur les grandes questions publiques. Mischa Wolf se met en scène lui-même en publiant la lettre qu'il adressait à ses parents, de Berlin, le 4 juin 1945 : les ruines n'ont pas anéanti les « sentiments de solidarité » des Allemands, et il faut agir, retrouver l'unité perdue de la classe ouvrière... Plus loin, en écho, et presque comme un démenti, une interview de George Fisher, en 1984, deux ans après la mort de son ami Konrad : « (...) Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de tout renverser, de tout recommencer de zéro, non, ce qu'il faut, c'est savoir atteindre les gens... ».

Voilà sans doute ce que recherchait Mischa Wolf avec la publication en mars dernier de ce livre prémoniteur et très attendu en RDA. La condamnation du stalinisme reste timide, presque codée, et la sincérité partielle, on y trouve, sinon une justification, du moins quelques explications, et, venant d'un dignitaire du régime, un ton nouveau, émuant même par endroits. Mais on sent surtout les calculs de l'homme politique soucieux de l'avenir. Est-ce à dire que le changement en RDA, comme naguère en URSS, viendra de l'appareil de la sécurité d'Etat, le seul organisme qui dispose d'informations objectives et globales sur l'état réel de la société ?

Plus de six mois se sont écoulés depuis la parution de *La Troïka*. A en juger par les événements actuels et l'atmosphère dans le pays, le message, sans doute insuffisant, ne semble guère avoir été reçu. Mais Mischa Wolf en a vu d'autres et semble tenir fermement le cap de sa campagne : quelques jours avant le quarantième anniversaire de la RDA, il donne encore une lecture publique de son livre à Berlin-Est. Et Mischa Wolf n'a que soixante-six ans...

BERNARD GENTON

► *La Troïka. Histoire d'un film qui n'a pas été tourné* de Marcus Wolf. Aufbau Verlag, Berlin-Est, et Classen Verlag, RFA, 1989.

BULGARIE : plusieurs mouvements indépendants ont tenu des réunions publiques à Sofia

Cinq cents personnes se sont réunies, vendredi 20 octobre, dans un cinéma de Sofia à l'appel du mouvement écologique Ecoglasnost, récemment créé. C'est la première fois qu'un local est ainsi mis à la disposition d'un mouvement indépendant par les autorités. Les dirigeants d'Ecoglasnost attribuent cette bienveillance à la présence à Sofia des délégués des trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui participent à une réunion de suivi sur les questions d'environnement.

D'autres mouvements indépendants ont profité de cette tolérance : des groupes de discussion se sont formés, vendredi, dans la rue, devant le même cinéma, entre des passants et des représentants de diverses organisations comme la Société pour la défense des droits de l'homme, le Club pour le soutien de la perestroïka, le syndicat

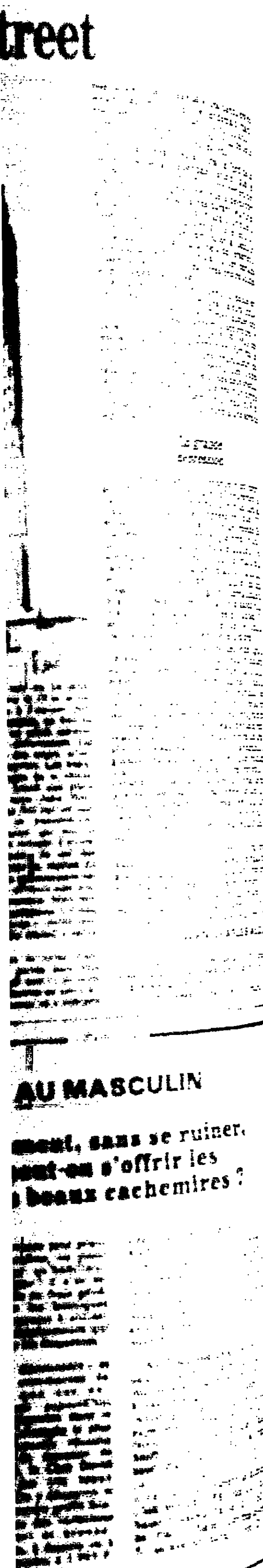
d'intellectuel Podkrepa et le Comité 273. L'organisation Ecoglasnost, qui tiendra une seconde réunion les 27 et 31 octobre, avant la fin de la conférence de la CSCE, a déclaré avoir recueilli 4 000 signatures en moins d'une semaine contre divers projets du gouvernement qu'elle juge nuisibles pour l'environnement.

Mercredi déjà, 150 personnes environ s'étaient réunies, sans que la police intervienne, dans un jardin public, à l'appel de l'Association pour les droits de l'homme. Ils avaient signé une pétition demandant la libération d'un ouvrier, Kosti Ivanov, condamné à deux ans de prison pour avoir affiché des tracts anticomunistes sur son lieu de travail.

Un membre de cette association, Amnon Zaprianov, avait été invité par la délégation britannique de la conférence CSCE et a pu rencon-

trer d'autres délégués et des journalistes. Anton Zaprianov, qui avait déjà été emprisonné il y a quelques années pour défection et fuite à l'étranger après avoir été remis par la Grèce aux autorités bulgares, vient de nouveau d'être détenu pendant trois mois pour avoir soutenu les membres de la minorité turque de Bulgarie.

Cette question a donné lieu en début de semaine à une violente intervention du délégué turc, M. Alev Kiliç, qui avait regretté le choix de Sofia comme lieu de cette réunion, estimant que cela « resterait une pierre noire dans l'histoire de la CSCE ». Il a reproché à la Bulgarie de refuser le dialogue à propos de l'émigration des derniers mois de 300 000 Bulgares d'origine turque et déclaré avoir accepté l'invitation de l'émir du Koweït pour une rencontre entre ministres des affaires étrangères des deux pays le 30 octobre. — (AFP, Reuter.)



**AU MASCULIN**  
ment, sans se ruiner.  
ment-on s'offrir les  
bons cachemires ?

## PROCHE-ORIENT

## Naplouse, cité rebelle

Suite de la première page

En 1966, les troupes jordaniennes connurent de sérieux déboires à Naplouse. L'histoire se répète. Depuis le début de l'intifada, la plus grande ville de Cisjordanie (environ 130 000 habitants) a été placée vingt-quatre fois sous couvre-feu, pour des périodes allant de un à onze jours. Selon une estimation donnée en août dernier par le Centre israélien sur les droits de l'homme dans les territoires, plus de quatre-vingt-dix Palestiniens ont été tués en vingt-deux mois d'affrontements avec l'armée à Naplouse et dans les camps alentour. « La pression psychologique et économique exercée sur la ville est énorme, mais la population ne cédera pas ; il n'y aura pas de retour en arrière, et le désir de vengeance s'accroît avec le nombre de tués », assure un journaliste palestinien. Ce que confirme un dernier bilan : au début septembre au 6 octobre, quinze jeunes lanceurs de pierres ont été tués par l'armée à Naplouse — plus que partout ailleurs en Cisjordanie.

## « Comités de choc » contre « golanis »

Longtemps, la casbah a fait figure de bastion impénétrable. C'est un sombre labyrinthe de ruelles, au détour desquelles on peut buter sur une mosquée construite sur les restes d'une église de croisés, elle-même édifiée sur des vestiges de colonnes gréco-romaines. Du haut des toits, en passant par un réseau de tunnels souterrains, les « comités de choc » de l'intifada ont longtemps fait la loi, prenant les patrouilles en embuscade avant de disparaître dans un des boyaux du souk. Une guérilla savamment organisée en terrain idéal, et tout particulièrement redoutée des soldats ; l'un d'eux a été tué par un bloc de ciment lancé d'une terrasse.

La bataille de la casbah n'est pas terminée, mais l'armée s'est organisée. Sa présence a été institutionnalisée : camps permanents, postes de vigiles sur les toits. « Il n'y a plus guère d'endroits où les soldats ne pénètrent pas ; ils ont appris à connaître les moindres recoins de la vieille ville, aussi bien que les Palestiniens », dit un résident étranger. Les Nabulsi ont payé. Il y a eu les longues périodes de couvre-feu, les rues fermées et

les maisons détruites dans la vieille ville.

Il y a les tracasseries administratives permanentes : les files d'attente quotidiennes pour obtenir le moindre permis de l'administration territoriale et, faute de résultat, l'obligation et l'humiliation de devoir s'adresser à un « intermédiaire » palestinien, un « collaborateur », qui lui, souvent contre argent comptant, obtiendra l'autorisation ou le service sollicité — c'est, dans certains domaines, un système quasi institutionnalisé. Il y a la pression sur les familles des activistes recherchés par l'armée : fouilles et menaces régulières au domicile de l'intéressé.

Le contrôle de la casbah a été confié à une des unités de choc de l'armée israélienne, les « golanis ». Ils restent longtemps sur place, relevés tous les quatre mois, alors qu'au début de l'intifada les rotations étaient beaucoup plus rapides. « Les « golanis » ont un problème de discipline », disent aussi bien des journalistes israéliens que des observateurs locaux. Ce n'est pas uniquement ces récits de passages à tabac, qui reviennent à intervalle régulier. Comme les autres soldats déployés dans les territoires, les « golanis » n'ouvrent plus seulement le feu lorsqu'ils sont en situation de légitime défense ; ils ont maintenant le droit de tirer sur tout homme masqué — et notamment sur les jeunes gens qui promettent la fuite après une attaque à coups de pierres.

Ces dernières semaines, plusieurs cas ont été à contester. Le 9 octobre, un étudiant, Nidal al-Habash (vingt et un ans), a été tué par une patrouille, apparemment parce qu'il participait à un défilé avec d'autres jeunes gens masqués et brandissant un drapeau palestinien. L'armée assure s'être ouverte le feu qu'après les sommations d'usage ; quatre Palestiniens, ayant tous accepté de témoigner publiquement, affirment que les soldats ont continué à tirer après qu'al-Habash eut fait signe qu'il se rendait.

Le 12 octobre, Yassin Masri est touché d'une balle au côté lors d'un incident aux abords de la vieille ville. Conformément à l'ordre qu'ils ont d'emmener les blessés, les soldats empêchent une ambulance palestinienne de prendre Masri en charge, et le conduisent au quartier général

de l'armée, à l'entrée sud de Naplouse. Il est mort peu après. « Je ne doute pas que Masri ait été examiné par des médecins au quartier général, rapporte une source indépendante, mais rien n'empêcherait les Palestiniens de penser, à tort ou à raison, qu'il aurait pu être saisi si l'ambulance l'avait emmené. »

C'est une atmosphère de « sale guerre qui s'installe à Naplouse », dit un résident. Il évoque ces consignes de tir laxistes, une augmentation du nombre de morts et de blessés graves, et, côté palestinien, des évolutions qui n'inquiètent pas seulement les modérés. Depuis le début de l'été, des groupes de jeunes activistes font régner l'ordre à leur façon dans la vieille ville : attaques répétées contre des « collaborateurs » — ou prétendus tels, — dont beaucoup ont été tués à coups de fusil. Au moins deux femmes accusées de prostitution ont été assassinées par certains de ces « comités », qui entendent imposer leur loi — et leur « morale ». Le 7 juin dernier, un collaborateur, Abou El Ras, attaché à un pylône électrique, a agonisé durant deux heures après avoir été frappé, sans que personne n'ose appeler un médecin. Par crainte de représailles de ces « comités ».

## Autonomes et Panthères noires

Le corps d'un Palestinien de vingt-six ans, soupçonné de collaboration et poignardé à mort, a été exhibé, vendredi 20 octobre, par plusieurs hommes masqués sur le marché de Naplouse.

Ces dernières semaines, une petite bande, les Panthères noires, des jeunes gens de la vieille ville, « appartenant au lumpen-prolétariat », selon un journaliste palestinien, ont multiplié les agressions — collectant des fonds dans la population, attaquant toute personne soupçonnée de collaboration, lançant des mots d'ordre contraires à ceux de la direction unifiée (UOLP).

L'apparition de ces éléments incontrôlés, les « autonomes de l'intifada », est une dérive inquiétante. Le phénomène est sans doute encore marginal, mais certains nationalistes redoutent que l'encadrement militant initial, affaibli par des milliers d'arrestations et des dizaines de bannissements, ne soit remplacé par une génération plus « sauvage », moins « politique ». L'affrontement entre Israéliens et Palestiniens n'en serait que plus sanglant.

ALAIN FRACHON

Après trois semaines de discussions

## Les députés libanais préparent leur réponse aux dernières propositions arabes

Les soixante-deux Libanais réunis à Taïf devaient donner, samedi 21 octobre, leur réponse définitive aux dernières propositions du comité tripartite arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc) que leur a faites, vendredi soir, le prince Saoud Al Fayçal, à l'issue de sa visite à Damas.

TAÏF (Arabie saoudite)  
de notre envoyé spécial

Après vingt heures d'âpres négociations dans la capitale syrienne, le chef de la diplomatie syrienne est resté à Taïf après s'être entretenu, à Djeddah, avec le roi Fahd, auquel il a remis un message du président Hafez el-Assad. Il a ensuite indiqué aux députés, qu'il a reçus par groupe parlementaire, qu'il n'y avait, pour le comité tripartite, « plus rien à négocier » et que ces propositions étaient à prendre en l'état ou à rejeter.

Sur les six points du mémorandum que lui avaient remis, avant son départ, les durs du camp chrétien, le premier apporte des réponses mitigées et d'inégale importance. Les députés demandaient, d'une part, des modifications dans le texte arabe concernant la restauration de la souveraineté libanaise, — c'est-à-dire l'avenir de la présence syrienne et sur les relations libano-syriennes, — d'autre part, des garanties du comité arabe sur la continuité de son action. Si la Syrie a consenti à quelques modifications dans le document lui-même, il semble bien qu'elle n'ait pas cédé sur l'essentiel.

Premièrement, la Syrie obtient de nouveau que la Chambre soit élargie à cent vingt-huit députés au lieu de cent huit. Ce dernier chiffre, accepté par la majorité des parlementaires, était contesté par les deux élus représentant les milices pro-syriennes, qui espèrent faire ainsi entrer les leurs à la Chambre en plus grand nombre. En effet, cinquante-cinq nouveaux membres devront être désignés dans l'attente de nouvelles élections.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'abolition du confessionnalisme, revendiquée elle aussi par les chefs des milices pro-syriennes, on s'en tiendra au texte du document arabe qui prévoit que celle-ci

se fera par étapes et sous l'impulsion de la Chambre des députés. Les parlementaires se sont entendus pour qu'une commission, formée des trois présidents — de la République, du cabinet et de la Chambre, — se saisisse du problème et étudie les moyens de le résoudre.

Sur le chapitre des relations libano-syriennes, les chrétiens ont obtenu ce qu'ils voulaient, c'est-à-dire certaines précisions, mais qui relèvent plus de la jésuitique que d'un réel gain politique, tant les éclaircissements souhaités étaient surtout des précautions de droit. Le gain principal qu'ils obtiennent est que le « regroupement » des troupes syriennes, prévu dans le document dans un délai maximal de deux ans après l'approbation constitutionnelle des réformes, commencera désormais après le vote des réformes politiques essentielles et non plus de toutes les réformes. Ils souhaitent, sur ce point, qu'un geste soit fait dès l'élection du président de la République. On a, ici, semble-t-il, coupé la poire en deux.

## A prendre ou à laisser

La Syrie, toutefois, s'est opposée à l'autre grande revendication des chrétiens, le regroupement de ses troupes dans la Bekaa uniquement. Le texte prévoit, lui, un regroupement syrien « à l'entrée de la Bekaa-ouest, à Dahr-el-Baidar jusqu'à la ligne Hamman-Madinet-Ad-Dura, ainsi que dans d'autres points ». Sa présence à l'entrée de la Bekaa-ouest est jugée fondamentale par la Syrie, car cette position commande la route Beyrouth-Damas et permet à l'armée syrienne de garder un pied au Mont-Liban et d'y contrôler, en quelque sorte, les relations druzo-chrétiennes et druzo-chiites. Les « autres points » seraient déterminés après deux ans par un comité militaire mixte libano-syrien.

Le principe d'un texte de garanties du comité tripartite sur le retrait de l'armée syrienne du Liban, réclamé par les durs du camp chrétien, a été accepté. Mais on ne ignore la forme et le contenu, qui ont pu être discutés à Damas.

Enfin, les chrétiens ont aussi obtenu des assurances verbales que le Parlement sera considéré comme

une zone neutre lors de l'élection présidentielle. La sécurité de cette zone relèvera de l'autorité du délégué du comité tripartite, M. Lakhdar Ibrahim, qui est aussi le chef du comité de sécurité mis en place après le cessez-le-feu et constitué des représentants de l'armée libanaise dépendant du général Aoun, du gouvernement à majorité musulmane de M. Selim Hoss et des trois milices — chiite, chrétienne et druze — ainsi que de deux officiers algériens.

La mise en application de l'accord de Taïf, si celui-ci se fait, a constitué un point important des négociations de Damas. On indique, à ce sujet, de très bonne source, que la Syrie a montré sa volonté de coopérer pleinement sur ce point. Reste toutefois à connaître, outre la position des députés chrétiens, celle du général Aoun, qui garde sur le terrain une force importante.

Tard dans la nuit, d'intenses tractations se poursuivaient chez les députés du camp chrétien en liaison avec Beyrouth, et aucun d'entre eux ne voulait encore se prononcer. « Nous n'avons encore rien décidé. Ce que rapporte le prince n'est ni négatif ni positif, affirmait ainsi l'un d'eux. Nous réfléchissons. »

Après vingt et un jours, toutefois, les députés du camp chrétien n'ont plus d'autre alternative que d'accepter ces propositions ou de faire échouer tout le processus engagé par le comité tripartite, avec le soutien de la communauté internationale, pour tenter de remettre le Liban sur pied. C'est une lourde responsabilité.

FRANÇOISE CHIPAUX

La Ligue arabe souhaite l'organisation d'une conférence euro-arabe. Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadi Klibi, a évoqué vendredi 20 octobre à Paris, avec le président François Mitterrand, la possibilité de réunir une conférence euro-arabe au niveau ministériel. « Jusqu'à maintenant le dialogue euro-arabe n'a connu que des rencontres au niveau technique ou au niveau des diplomates. Il est temps que nous élevions le niveau et que les ministres des affaires étrangères se rencontrent sur les grandes questions qui intéressent les deux communautés », a indiqué M. Klibi à l'issue de la rencontre. — (AFP.)

## AMÉRIQUES

ARGENTINE : soupçonné dans l'enlèvement de deux religieuses françaises en 1977

## Le capitaine Alfredo Astiz sera jugé par contumace à Paris

Le capitaine argentin Alfredo Astiz, trente-neuf ans, fait l'objet depuis le vendredi 20 octobre, d'une ordonnance « de prise de corps » par laquelle la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris ordonne à tout agent de la force publique de se saisir de l'officier afin qu'il comparaisse devant la cour d'assises de Paris pour répondre des crimes de « complicité d'arrestations illégales et de séquestration de personnes avec tortures corporelles ».

Soupçonné d'avoir enlevé et torturé deux religieuses françaises à Buenos Aires en 1977, le capitaine Astiz vit actuellement en Argentine sans être inquiété. Mais la décision de la cour d'appel de Paris n'a pas seulement un caractère symbolique, car l'ancien tortionnaire sera jugé selon la procédure de contumace, ce qui entraîne automatiquement le prononcé de la peine maximum encourue, en l'occurrence la réclusion criminelle à perpétuité. Dès lors, le capitaine Astiz risque d'être arrêté au passage d'une frontière et se trouve à la merci d'une nouvelle appréciation juridique des faits par les autorités judiciaires argentines, même si cette dernière éventualité reste peu probable.

Dans un communiqué commun, la Fédération internationale des droits de l'homme, l'Association française des juristes démocrates, le Mouvement international des juristes catholiques et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la tor-

ture se félicitent de la décision de la cour d'appel de Paris en observant notamment qu'« elle vient renforcer les efforts actuellement déployés par la législation internationale pour assurer la punition des tortionnaires ». Les 8 et 10 décembre 1977, deux religieuses, Alice Domon, quarante-trois ans, et Léonie Duquet, soixante-deux ans, avaient été arrêtées et conduites à l'école de mécanique de la marine dans la banlieue de Buenos Aires. Plusieurs personnes les ont vues à cette occasion, mais depuis elles figurent au nombre des « disparus », victimes de la junte militaire argentine.

Le 14 mai 1982, le parquet de Paris ouvrait une information judiciaire contre X pour « arrestations illégales et séquestration de personnes » en fondant sur les dispositions de l'article 689-1 du code de procédure pénale qui permet de poursuivre un étranger qui « s'est rendu coupable d'un crime (...) hors du territoire de la République (...) lorsque la victime est de nationalité française ». A cette époque, l'officier argentin avait été fait prisonnier par les Britanniques lors de la guerre des Malouines. Mais les autorités judiciaires anglaises n'avaient trouvé aucune base juridique permettant soit de le juger, soit de l'extrader vers la Suède qui l'accuse également d'avoir fait disparaître une de ses ressortissantes, Dagmar Hagelin, âgée de seize ans, soit de l'extrader vers la France. Libéré le 12 juin 1982, l'officier a fait l'objet, le 25 mars 1983, d'un mandat d'arrêt international délivré par le juge d'instruction parisien qui est resté sans effet auprès des autorités argentines malgré la restauration

de la démocratie intervenue à la fin de l'année 1983.

Il fut cependant jugé en Argentine pour « privation de liberté illégitime, coups et blessures » envers la jeune Suédoise, mais par deux fois, les juridictions militaires l'ont acquitté pour « manque de preuves ». Et une juridiction civile, le tribunal fédéral d'appel de Buenos Aires, a estimé que les faits étaient prescrits le 7 décembre 1986. Enfin, une loi d'amnistie partielle l'a placé à l'abri de toute condamnation et le 21 décembre 1987, le président Alfonsín se voyait contraint d'accorder une promotion au capitaine Astiz tout en recommandant sa mise à la retraite.

MAURICE PERROT

[Les milieux politiques et militaires argentins se sont déclarés « surpris », vendredi, par l'annonce de ce procès par contumace. Cette nouvelle est d'autant plus « gênante », estiment des commentateurs, que le nouveau gouvernement péroniste tente de réformer le douze-marsisme des violations des droits de l'homme sous la dictature : 277 personnes, dont 213 militantes, poursuivies pour leur implication dans des massacres et surtout dans les viols de la dictature ont été amnistiées par le président Carlos Menem le 7 octobre. Le nom du lieutenant de frigate Astiz avait disparu des médias argentins depuis décembre 1987, date à laquelle, sous la pression des militaires, le président Alfonsín avait promu capitaine de corvette. Figure de la répression pendant les années noires de la dictature, où il avait infiltré les organisations de défense des droits de l'homme, « le lieutenant au visage d'ange » avait été l'objet d'une épreuve de force entre le pouvoir et l'armée en 1987, bien qu'il se soit rendu sans combattre aux forces britanniques durant la guerre des Malouines.]

**Le Monde**  
**microfilms et index**

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.

**pp** research publications  
P.O. Box 45, Reading RG1 5HF, Grande-Bretagne  
Tel: +44-742-759477 Telex: 830336 Fax: +44-742-759325

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Les SICAV Actions des Banques Populaires**

**SITUATION AU 29 SEPTEMBRE 1989**

	Valeur liquidative de l'action en F	Dernier dividende versé en F	Actif net en MF	Performance (mois 12 fin 1988) (comparatif retour)
FRUITFRANCE	977,86	21,54 (12/88)	4 088,88	+ 23,82%
FRUITWEST	1 125,32	28,32 (06/88)	477,55	+ 23,19%
VALOREM	800,15	15,09 (01/88)	490,82	+ 18,73%
FRUITVALOR	587,29	15,74 (01/88)	684,17	+ 21,22%
A.A.A.	1 124,24	22,79 (01/88)	814,99	+ 26,32%
FRUITMONT	32,25	0,86 (01/88)	188,03	+ 20,66%

\*Sicav ayant opté pour la capitalisation sous réserve de l'approbation des AGE.

**BANQUE POPULAIRE**

**UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE**

Votre objectif : dynamiser vos placements en accordant à tous les marchés

1855 agences pour vous conseiller

هنا من الحلو



## ASIE

### JAPON

Un « cachet » de 2 millions de dollars

#### « Les Reagan arrivent... »

TOKYO

de notre correspondant

On peut se demander pourquoi le réactif de la Columbia par Sony a suscité aux États-Unis un si grand émoi. Dans le genre superproduction à l'américaine, les Japonais semblent avoir parfaitement assimilé les leçons venues de l'autre côté du Pacifique. En matière d'extravagance du moins. « Les Reagan arrivent, nous apportant le sourire de l'Amérique ». Dans les médias, des affiches annonçaient depuis le début du mois ce grand événement médiatique. En terme de coût, sûrement : quelques 7 millions de dollars avec à la clé un « cachet » de 2 millions pour une prestation, somme toute légère, de M. Reagan (il donnera une interview et fera un discours de vingt minutes) auquel pourraient s'ajouter 2 autres millions offerts par le gouvernement japonais sous forme de donation pour la bibliothèque fondée par l'ex-président.

#### Vision du monde

Car le grand show qui a commencé, vendredi 20 octobre, avec l'arrivée du couple à Tokyo à bord d'un avion de la TWA, spécialement affrété et réaménagé pour l'occasion, a un caractère mi-officiel, mi-privé. L'ancien président rencontrera le premier ministre Kaifu ainsi que ses « amis » Nakasone et Takeshita, et le couple sera reçu à déjeuner par l'empereur. Le projet Reagan est surtout une énorme opération de relations publiques du groupe de presse Fujisankai et de son fondateur, le controversé brasseur d'affaires Nobutaka Shikani. Agé aujourd'hui de soixante-deux ans, c'est un peu son dernier tour de piste. Il a en effet passé les rênes d'un empire, dont le chiffre d'affaires annuel s'élève à quelques 5 milliards de dollars, à son gendre. Il y a un mois, Fujisankai a acquis 25 % du capital de la maison de production anglaise de musique, Virgin Music Group. De l'aéroport, les Reagan et leur suite (vingt personnes) se sont rendus en hélicoptère à la résidence des hôtes de marque du musée en plein air que possède le Fujisankai à Hakone, au pied du mont Fuji. Rési-

dence réaménagée pour les deux nuits que vont y passer le couple : installation d'un ascenseur et d'une baignoire grand format (140 000 dollars).

Pour le groupe Fujisankai, dont les médias, à commencer par le quotidien populaire Sankei (deux millions d'exemplaires), véhiculent une idéologie conservatrice et petite-bourgeoise, Reagan est le symbole d'une Amérique d'autrefois, forte. Et le groupe entend utiliser cette image pour promouvoir une chaîne de télévision qui est déjà l'une des plus florissantes en termes de revenus, spécialisée dans les variétés, les jeux et le sport. Ronald Reagan et le patriarche de Fujisankai partagent la même vision du monde, disent les organisateurs de l'opération, et la popularité de l'ancien président au Japon devrait contribuer à alléger l'atmosphère, envenimée pour l'instant, des relations nippo-américaines. « Le Grand Communicateur vient au Japon pour parler directement aux Japonais ». Tel serait le sens « profond » de sa visite.

Le couple assistera à un match de base-ball dont l'ex-président donnera le coup d'envoi, à un gigantesque concert à Yokohama avec Perry Como et à la remise du premier « Praemium Imperiale », un prix (100 000 dollars) offert à des artistes étrangers d'une vie par l'association japonaise des beaux-arts, une organisation de Fujisankai, qui a l'ambition d'en faire une sorte de Nobel nippon.

Le show Reagan se devait d'avoir une dimension « générale » : deux cents parents de soldats américains stationnés au Japon ont donc été invités à participer au voyage à bord du Jumbo jet affrété pour l'occasion. Cependant, comme aucun accord n'est intervenu avec le ministère des transports pour le trajet Tokyo-Osaka, les emprunteurs de l'avion au retour, avant de traverser le Pacifique, et que TWA n'a pas le droit de transporter des passagers sur des vols intérieurs au Japon, les deux cents invités ne pourront donc pas descendre à cette escale. Ils devront attendre cinq heures dans l'appareil pendant que les Reagan déjeunent à Osaka.

PHILIPPE PONS

#### Le scandale du pachinko s'étend

TOKYO

de notre correspondant

Le scandale du pachinko - version nipponne du flipper - ébranle M. Morioka, secrétaire général du cabinet et porte-parole du gouvernement, a annoncé, vendredi 20 octobre, que le premier ministre, M. Kaifu, ainsi que sept autres membres du gouvernement (dont elle-même) avaient reçu des dons des opérateurs de salles de pachinko.

Les sommes en jeu sont faibles (au total 4,9 millions de yens). Elles ont été versées sous forme d'achat de tickets de participation à des soirées organisées par les politiciens concernés ou de donations et ne contenaient pas la loi sur les fonds politiques, a précisé M. Morioka.

Le scandale du pachinko dans lequel sont impliqués tous les partis (à l'exception des communistes) a placé les socialistes dans une situation délicate à un moment où ils essaient de formuler une plateforme politique plus réaliste.

Dans un effort pour se rapprocher des partis centristes, le PS a annoncé, vendredi, que, sur les plans politique et économique, le Japon, gouverné par une coalition de centre-gauche, « continuerait à faire partie du camp occidental ». Le PS précise cependant que cet engagement ne s'applique pas au domaine militaire : « Dans ce cas, le PS serait conduit à accepter ce que la Constitution interdit : la possibilité pour le Japon de participer à un système de sécurité collective ». Une réserve qui suscite des critiques du Kometo (parti bouddhiste) et des sociaux-démocrates et vide en grande partie de son contenu l'initiative du PS.

## A TRAVERS LE MONDE

### IRLANDE DU NORD Un policier tué dans un attentat

Un policier britannique a été tué et son collègue grièvement blessé par balles vendredi soir 20 octobre, alors qu'ils patrouillaient en voiture dans le comté de South Armagh, en Ulster, à 5 kilomètres environ de la frontière avec la République d'Irlande. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais la police soupçonne l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

Par ailleurs, le tribunal de Belfast a ordonné, vendredi, la libération sous caution de M. Paul Hill, le dernier des « quatre de Guildford » encore emprisonnés, après qu'une cour d'appel ait annulé jeudi les condamnations à la prison à vie prononcées en 1975 contre trois Nord-Irlandais et une Anglaise, accusés d'avoir commis plusieurs attentats meurtriers (le Monde du 21 octobre). Ses trois compagnons avaient été libérés jeudi, mais M. Hill était également accusé du meurtre d'un soldat britannique en 1974. La justice l'a libéré contre une caution de 4 100 livres (environ 41 000 F). — (AFP, AP.)

■ AUTRICHE : Le chancelier Vranitzky reste à la tête du Parti socialiste. — Le chancelier Franz Vranitzky a été réélu, vendredi 20 octobre, avec 99,42 % des voix, président du Parti socialiste autrichien (SPO), lors du congrès du Parti à Graz. M. Vranitzky, cinquante-deux ans, dirige depuis mai 1988 un gouvernement de coalition avec le Parti conservateur. — (AFP.)

### Un cours de son premier voyage à l'étranger

#### Le premier ministre polonais a été reçu par le pape Jean-Paul II

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a remercié chaleureusement Jean-Paul II, vendredi 20 octobre, du soutien qu'il a donné « au cours de ces années difficiles » au processus qui a conduit la Pologne au gouvernement actuel. « Il faut espérer qu'on ne revienne pas en arrière », lui a répondu le pape, qui le recevait au Vatican en audience privée.

Le pape a qualifié d'« historique » son entretien avec M. Mazowiecki, arrivé mercredi soir à Rome pour une visite de trois jours en Italie. Quant au soutien du pape à la Pologne, Jean-Paul II a tenu à préciser qu'il avait « fait quelque chose de ce qu'il a fait dans le cadre de sa mission universelle : il faut donc l'interpréter dans ce sens ».

Le premier ministre polonais, qui est un ami personnel de Jean-Paul II depuis de longues années, a été invité après l'audience à un déjeuner en tête-à-tête avec le pape dans son appartement privé, où il a d'ailleurs déjà été invité au moins une vingtaine de fois dans le passé.

Au cours d'une conférence de presse, M. Mazowiecki, dont c'était la première visite à l'étranger comme premier ministre, a demandé aux pays occidentaux une aide alimentaire pour l'hiver. « La Pologne a besoin de toute urgence, d'ici à la mi-novembre, de vivres et de prêts, que nous rembourserons et qui nous permettront de survivre au cours des deux prochains mois », a-t-il déclaré. Un sondage publié récemment à Varsovie, réalisé pour le compte du gouvernement, crédite les nouveaux dirigeants du soutien de 89 % des Polonais, mais l'équipe de M. Mazowiecki craint que ce soutien ne soit sérieusement érodé par les rigueurs de l'hiver.

Par ailleurs, M. Mikhail Gorbachev s'est déclaré « prêt à discuter des grandes questions concrètes », ainsi que « de la paix et de la maison commune ». Lors de sa rencontre avec le pape Jean-Paul II, en recevant, vendredi 20 octobre, au Kremlin l'envoyé du Vatican, l'archevêque Angelo Sodano, a rapporté l'agence polonaise. Une de ces conditions « concrètes » est celle de la reconnaissance par les autorités

soviétiques de l'Eglise catholique d'Ukraine, interdite depuis 1946, que le pape a ouvertement demandée à quelques semaines de sa rencontre avec M. Gorbachev, prévue fin novembre.

L'archevêque Sodano, ministre des affaires étrangères du Vatican, a présenté, vendredi, devant le numéro un soviétique, « des formes concrètes possibles pour l'intensification des contacts » entre le Vatican et le gouvernement soviétique, en évoquant « les problèmes liés à la satisfaction des besoins religieux des Soviétiques catholiques » selon l'agence Tass. — (AFP, Reuters, AP.)

### M. Mitterrand à Dublin

#### La construction européenne se poursuit « à bonne allure »

Dublin. — M. François Mitterrand, qui a été reçu, vendredi 20 octobre à Dublin, par le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, a estimé qu'il n'y avait « pas lieu d'être pessimiste » à propos de la construction européenne. Le chef de l'Etat qui, en tant que président du conseil des ministres de la Communauté, poursuit sa tournée dans tous les pays membres, considère que « l'allure a été bonne » pour faire avancer les dossiers du grand marché.

Il a reconnu toutefois que le dossier de la fiscalité de l'épargne « marche au ralenti ». A propos des projets d'union monétaire européenne et de charte sociale, le président français a déclaré que M. Thatcher « risquait d'être isolée » si sa position était « un refus absolu ».

M. Mitterrand semble cependant ne pas désespérer de convaincre M. Thatcher, qui « dans la pratique se montre plus positive » et avec laquelle il a décidé de faire examiner certains points par des collaborateurs les questions qui se posent. — (AP.)

### Deux réunions spéciales auront lieu en 1990

#### Compromis laborieux sur l'Antarctique

La quinzième réunion ordinaire des parties consultatives du traité sur l'Antarctique, qui, était ouverte à Paris le 9 octobre, s'est achevée dans la nuit du 20 au 21 octobre par un compromis très laborieusement obtenu ; la réunion devait se terminer le 19 octobre ; elle a dû

être prolongée d'un peu plus d'une journée.

La France et l'Australie avaient proposé, pour 1990, une réunion spéciale consacrée à la protection globale de l'environnement. Aucune des vingt-cinq parties consultatives (les membres à part entière) et aucun des quatorze Etats simples adhérents ne nie la nécessité absolue de protéger l'environnement du sixième continent encore très peu touché par les activités humaines. De même, tout le monde est convaincu que la recherche scientifique de ce continent présente un intérêt vital, notamment pour la meilleure compréhension des climats passés et futurs. Mais encore fallait-il se mettre d'accord sur le contenu de la réunion spéciale de 1990.

En ouvrant la conférence de Paris, le premier ministre, M. Michel Rocard, avait suggéré de faire de l'Antarctique une « réserve naturelle » (même si cette notion n'existe pas en droit international). Et de la plus part des parties consultatives menées avec vigueur par le Chili, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ne veulent entendre parler. En revanche, ces pays sont très attachés à la convention de Wellington, approuvée par consensus le 2 juin 1988, concernant les ressources minérales et, en fait, soumettant la recherche et l'exploitation de celles-ci à totalement inenvisageables, même dans un avenir lointain - à des précautions draconiques.

La France et l'Australie, elles, ne veulent plus entendre parler de la convention de Wellington et veulent faire interdire à jamais l'exploitation et l'exploitation de ces ressources minérales - fort hypothétiques, rappellent-elles.

Le compromis, obtenu par consensus (puisque le consensus est la règle de fonctionnement du traité de l'Antarctique), prévoit pour 1990 la convocation de deux réunions spéciales : l'une pour la protection de l'environnement, l'autre pour discuter de la convention de Wellington. Le Chili a proposé d'accueillir ces deux réunions. Quant à la seizième réunion ordinaire du traité, elle aura lieu, comme prévu, en 1991. L'Allemagne fédérale l'accueillera.

Y. R.

## DIPLOMATIE

### Inculpé de falsification de documents administratifs

#### L'ancien vice-consul de France à Conakry a été écroué

Eugène-Pierre Leber, ex-vice-consul de France à Conakry (Guinée), interpellé le 19 octobre par la DST (le Monde du 21 octobre) dans la région toulousaine, a été transféré à Paris vendredi 20 octobre et inculpé de « falsification de documents administratifs par fonctionnaire public » par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction au tribunal de Paris.

L'ex-vice-consul, qui a été placé sous mandat de dépôt, est soupçonné d'avoir fourni, à un réseau chitiste installé en Afrique, des passeports français de complaisance. L'un de ceux-ci avait été récupéré par la police britannique qui enquêtait sur la mort, à Londres, le 3 août 1989, d'un terroriste à l'identité et à la nationalité indéterminées, victime de l'explosion prématurée d'une bombe dans sa chambre d'hôtel. Prévenue par Scotland Yard, la DST avait placé M. Leber sous surveillance depuis plusieurs semaines.

Ce dernier n'a finalement été inculpé que de falsification de documents administratifs, alors que l'information ouverte par le parquet, quelques jours auparavant, parlait aussi d'« association de malfaiteurs en liaison avec une activité terroriste ». Incrimination bien plus grave dont les éléments constitutifs ne semblent pas avoir été réunis par les enquêteurs.

Agé de cinquante-six ans, marié et père de trois enfants, M. Eugène-Pierre Leber était rentré en France depuis février 1989, instituteur de formation, il a enseigné au Maroc, puis dans la région de Toulouse, avant de rejoindre le ministère de la coopération qui l'a envoyé tour à tour en Jordanie, à Beyrouth, puis à Conakry où il occupait, en tant qu'agent contractuel du Quai d'Orsay, les fonctions de vice-consul. A ce titre, il avait la responsabilité de la délivrance des passeports français aux citoyens français de la région.

Selon les milieux de l'enquête, M. Leber aurait agi par vanité, explication fermement démentie par son fils, M. Joël Leber, qui a déclaré que son père ne menait pas « une vie fastueuse ». « Mon père, a encore précisé M. Leber, vivait

de sa retraite d'instituteur au dernier échelon (...). Quand on me parle de grand train de vie, ça me fait rire. » M. Joël Leber a également nié toute implication de son père avec les réseaux chitistes libanais.

#### Enquêtes disciplinaires

Dans le sillage de l'affaire Leber, le Quai d'Orsay a été amené à confirmer les informations données par l'Express selon lesquelles deux autres personnes en poste en Afrique font également l'objet d'une enquête disciplinaire. L'un, huissier de l'ambassade de France à Tunis, aurait vendu des tampons et des visas à des citoyens tunisiens désireux de se rendre en France ; l'autre, ancien chef de l'ambassade de France à Dakar, aurait communiqué à un dignitaire chitiste du Sénégal un message diplomatique transmis au Quai d'Orsay, au moment des discussions menées sous le gouvernement de M. Chirac pour la libération des otages.

L'affaire de Tunis, indique-t-on au ministère des affaires étrangères, est purement de droit commun. Quant à celle de Dakar, certains milieux policiers estiment que le chiffeur incriminé a agi par imprudence.

G. M.

■ PRÉCISION. — Dans nos éditions du 21 octobre, un passage de l'article sur l'interpellation d'un employé contractuel du Quai d'Orsay ayant vendu des passeports français au sein de la communauté libanaise chitiste en Guinée affirmait que la DST avait « laissé filer » cette information dans la presse et « notamment dans l'Express ». Cette phrase était évidemment maladroite et injuste. Nos confrères de l'Express ont les premiers, publié, le 22 septembre, une enquête fort bien informée sur la reconstitution d'un réseau terroriste lié au Hezbollah libanais sur le continent africain, enquête sans aucun lien avec celle menée par la DST.

### Les communautés chitistes d'Afrique de l'Ouest

#### Des Libanais pas toujours tranquilles

ABIDJAN

correspondance

La plupart des ressortissants libanais installés en Afrique ont choisi l'Ouest du continent. Cette immigration s'est produite en deux temps : l'installation des chrétiens maronites depuis plusieurs générations et l'arrivée, depuis 1975, des réfugiés de la guerre du Liban, chitistes pour la plupart.

En 1880, le port de Marseille était le lieu où transitaient des Libanais commerçants attirés par le continent américain, le Brésil en particulier. Beaucoup de familles, à l'époque, ont même été grégées et ont débarqué au Sénégal, pensant être arrivés dans le Nouveau Monde.

La plupart du temps, ces familles libanaises, parfaitement intégrées dans le milieu africain, ont ouvert de florissantes commerces en brousse comme en ville. Au Sénégal, la communauté libanaise est estimée à vingt-six mille ressortissants. Installés depuis plusieurs générations, les Libanais vivent paisiblement, font « partie du paysage » et parlent couramment les langues vernaculaires. Très solidaires entre elles, les jeunes générations de Libanais ont abandonné le commerce pour des professions libérales (médecin, avocat, pharmacien, dentiste). Les intéressés ont en général la nationalité du pays d'accueil et, bien souvent, un passeport français ou libanais.

« Nous n'avons plus grand-chose de commun avec notre pays d'origine », explique ce commerçant d'articles ménagers installé à Adjamé, un quartier animé d'Abidjan. « Avec cette affaire du DC-10 d'UTA, nous sommes victimes du discrédit qui pèse mainte-

nant sur nous. » Ils sont environ sept mille Libanais en Guinée, quinze mille au Libéria et treize mille en Sierra-Leone. C'est d'ailleurs dans ce pays qu'est né le chef des milices Amal, Nabih Berri.

La communauté libanaise de Côte-d'Ivoire est plus spécifique que partout ailleurs dans la région. Estimée officiellement à soixante mille, les Libanais y sont en vérité autour de cent vingt mille. Ces ressortissants, chitistes pour la plupart, ont fui les horreurs de la guerre et l'enfer de Beyrouth. En quinze ans, leur nombre a été multiplié par dix.

A Dakar, la communauté chitiste a son porte-parole : le cheikh Abdoul Monen Zein, un homme respecté et écouté. M. Zein avait joué un rôle prépondérant dans la libération des otages français du Liban. Interrogé le 27 septembre dernier, Abdoul Monen Zein affirmait qu'il n'y a pas de filière terroriste chitiste libanaise en Afrique. La représentation officielle en Afrique de l'Ouest du Conseil supérieur islamique chitiste soulignait le souci de ses compatriotes de vivre en paix sur cette terre d'accueil qu'est l'Afrique. « Personne ne détruit sa maison à moins d'être fou », ajoutait-il.

Cependant, c'est bien dans la maison de Mohamed Abdel Taki que l'on a retrouvé, à Marcoray (un quartier d'Abidjan), en août 1988, une cache d'armes : soixante-trois kilos d'explosif, un lance-roquettes, deux cents détonateurs et trente grenades faisaient dessein dans un conteneur enterré enterré dans le jardin. Après son arrestation, Mohamed Abdel Taki avait reconnu que ce matériel était destiné à servir dans des actions terroristes en Europe.

ROBERT MINANGOY

## POLITIQUE

La première partie du budget à l'Assemblée nationale

## M. Rocard engage la responsabilité du gouvernement et l'opposition dépose une motion de censure

Le premier ministre M. Michel Rocard, a engagé samedi 21 octobre, la responsabilité du gouvernement, conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, sur la première partie (recettes) de son projet de loi de finances pour 1990. L'opposition devait y répondre par le dépôt d'une motion de censure qui sera discutée lundi 23 octobre. Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, souhaite que les trois groupes de l'opposition n'aient qu'un seul orateur sur ce débat de censure. Le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, actuellement président de l'intergroupe UDF-UDC-RPR,

devant être le premier signataire de la censure, l'orateur unique de l'opposition pourrait être M. Edmond Alphandéry (centriste).

Pendant une bonne partie de la nuit, on a pu croire que le gouvernement parviendrait à faire passer son projet sans recours au 49-3 en détachant cinq à six voix dans l'opposition de droite et du centre. Finalement, M. Méhaignerie a obtenu gain de cause en convainquant certains de ses amis récalcitrants de voter contre le budget.

Compte tenu d'impératifs de procédure parlementaire, le gouvernement a fait procéder

à un vote, après première délibération, de façon à faire rejeter volontairement l'article d'équilibre du budget qui se trouvait « pollué » par certains amendements adoptés grâce à une conjonction des oppositions. Une fois ce rejet obtenu, M. Michel Charasse, ministre du budget, a demandé une deuxième délibération avec engagement de 49-3 par M. Rocard. Le premier vote (purement technique) révèle toutefois trois abstentions significatives : celles de MM. Raymond Barre et Jean-Marie Daillet pour l'UDC et celle de M. Jean Charbonnel pour le RPR. Il exprime un rapport de forces de 282

pour le gouvernement et de 286 pour les oppositions (UDF-UDC-RPR-PCF). Lundi, les communistes ne devraient pas joindre leurs voix à celles de la droite lors du vote de censure, et quelques centristes devraient faire défaut à l'opposition.

L'article d'équilibre, tel qu'il devrait être adopté lundi après le rejet de la censure, modifie très légèrement le déficit budgétaire initial : 90 105 millions de francs (au lieu de 90 227 millions de francs à l'origine).

## Un « joli coup » manqué

Lui, au moins, était en pleine forme, détendu, reposé. A 6 h 45, samedi 21 octobre, M. Michel Rocard est venu annoncer dans l'hémicycle, face à une poignée de députés épuisés par une très longue nuit de débats, qu'il engageait la responsabilité de son gouvernement sur la première partie de la loi de finances pour 1990. En quelques phrases, dénoçant, le premier ministre venait de mettre un terme à quatre jours et quatre nuits de suppositions, de tergiversations et de négociations.

Dès le vendredi après-midi, les députés communistes avaient levé le voile sur leurs intentions. M. André Lajoinie annonçait, à 15 heures, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que son groupe se prononcerait contre la première partie du projet de budget, afin d'affirmer « par ce vote son exigence d'autres choix budgétaires contribuant à faire reculer les inégalités sociales qui s'aggravent, et son soutien résolu aux travailleurs en lutte contre la politique d'austérité, pour l'augmentation des salaires, pour l'emploi stable et qualifié, et en définitive pour vivre mieux ».

Cette décision, justifiée selon M. Lajoinie, par la non-prise en compte « d'une manière substantielle » des amendements communistes, clarifiait momentanément la situation et changeait profondément le ton des débats dans l'hémicycle. Jugant désormais inutile de poursuivre ses efforts d'écoute et de courtoisie à l'égard des députés communistes, la majorité socialiste s'est faite soudain moins patiente. Ainsi, lorsque pour la première fois de la journée M. Fabien Thieffry (PC, Nord) demanda une suspension de séance afin de recevoir une délégation de la coordination et des syndicats d'infirmières — après avoir accueilli les représentants des fonctionnaires des impôts en grève, — M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur général du budget, n'y tenant plus, lui répondit vertement : « Voici plusieurs semaines que nous sommes sans nouvelles du conflit des gardiens de phare ».

Puisque le groupe communiste fait une véritable carte du Tendre des conflits sociaux. Qu'il s'arrange pour recevoir les gardiens de phare en même temps que les infirmières. Cela rendra service à tout le monde ! »

Faute donc d'avoir obtenu l'abstention conciliante des communistes, et face à l'hostilité conjointe des trois groupes de l'opposition, le gouvernement n'avait donc pas d'autre solution que le recours à l'engagement de responsabilité pour faire adopter son projet. Sauf, sauf si... les quelques voix discordantes qui s'élevaient dans l'hémicycle, notamment dans les rangs centristes, pour accorder une mention « passable » à ce budget, avaient la bonne idée de se faire entendre un peu plus fort, un peu plus nombreuses et de se traduire par une abstention sur le vote final.

A Matignon et au Palais-Bourbon, on se prit soudainement d'une passion pour les additions et les soustractions, les conseillers du premier ministre n'ayant plus, comme Dom Juan, qu'une seule conviction : « Deux et deux sont

quatre » et « six abstentions font voter un budget ».

On traqua donc l'abstentionnisme potentiel par téléphone ou dans les couloirs. Certains étaient acquis : MM. Jean-Marie Daillet (UDC, Manche), Jean Charbonnel (RPR, Corrèze), et surtout Raymond Barre (app. UDC). Le député du Rhône devait du même coup, espérer-on, convaincre ses proches d'adopter la même attitude que lui : dès l'ouverture de la discussion générale et à plusieurs reprises pendant ces quatre jours de débat, M. Bruno Durieux (UDC, Nord) notamment, avait déclaré qu'il « n'excluait pas de s'abstenir ». Vendredi après-midi, il précisa encore qu'il s'abstenait sur son « indiscipline » face aux conseils de vote données par l'intergroupe de l'opposition, que « l'intergroupe [ne devait] pas être une machine à donner des instructions, mais un lieu de discussion ». Il entraînait dans son sillage M. Christine Boutin (app. UDC, Yvelines) et M. Gérard Vignoble (app. UDC, Nord).

La partie semblait bien engagée et la discussion budgétaire commençait son bonhomme de chemin. Mais la nuit était encore longue.

## La pression de M. Méhaignerie

Il est 23 heures 45 : M. Pierre Méhaignerie entre dans l'hémicycle et rejoint les « rebelles ». Gestes à l'appui, le visage sévère, il tente de les convaincre. Mais le ton des débats et le regard oblique des autres députés l'incitent à demander à ses troupes récalcitrantes de le suivre pour discuter plus calmement et plus discrètement au-dehors. Pendant plus de deux heures, le président du groupe centriste sort le grand jeu. Panoplie d'arguments, pressions morales : « Si vous vous absteniez, vous dispensez le gouvernement du 49-3. Dans le contexte actuel, c'est une erreur politique. On risque l'éclatement de l'intergroupe ».

Les centristes vont se trouver une fois de plus dans le collimateur. « Un peu plus tard, M. Pierre Méhaignerie confiera dans les couloirs : « Le budget c'est le vote le plus politique de l'année. Je ne vois aucun courage dans ce budget. Nous devons voter contre ».

Devant cette pression, les conseillers de Matignon et certains députés socialistes multiplient les allées et venues entre les couloirs et l'hémicycle. M. Jean-Paul Huchon, directeur du cabinet de Michel Rocard fait son apparition, ainsi que M. Louis Mermaz. M. Charles Millon, président du groupe UDF, vient lui aussi s'asseoir parmi les députés de son groupe. M. Edmond Alphandéry, principal orateur centriste sur le budget, et en désaccord avec M. Bruno Durieux, sort quelques instants vers 2 h 50 se dégoûter les jambes dans les couloirs. « Il ne se passera rien ».

Il n'y aura que des déflections marginales sans signification, affirme-t-il. Un conseiller de Matignon confirme, quelques minutes plus tard : « Boutin et Vignoble ne marchent plus ». Le 49-3 est de retour. Louis Mermaz s'en félicite : « Ce qui est important, c'est que le gouvernement fasse en sorte que le vote ait lieu dans la clarté. A partir du moment où le PC vote contre, il ne faut pas que l'on

puisse dire qu'il y a un mini-retournement d'alliance. Si on passe grâce à quelques centristes, cela trouble notre image. Notre électeur englobe celui du PC. Il faut tenir son terrain ».

Comme deux enfants bien sagement, M. Christine Boutin et M. Gérard Vignoble reprennent place côte à côte vers 4 heures du matin dans l'hémicycle. Bruno Durieux laisse encore et penche plutôt pour l'abstention. Le jeu en vaut-il la chandelle alors que le 49-3 est devenu une certitude ? Du côté du gouvernement, on se réveille sans tristesse excessive, mais avec un brin de déception, à l'heure de ce qui, décidément, aurait pu être un « joli coup ». M. Michel Charasse prend connaissance, à son banc, du texte que prononcera dans quelques instants M. Michel Rocard. Décision vient en effet d'être prise de réveiller le premier ministre au petit matin.

PASCALE ROBERT-DIARD et PIERRE SERVANT

## Querelles au centre et à gauche

Suite de la première page

M. Méhaignerie a mis tout son poids dans la balance — il était encore là au petit matin — pour qu'une poignée de députés emmenés par des barrières ne se distinguent pas de l'UDC et du fragile intergroupe UDF-UDC-RPR.

Il en allait de la crédibilité du président du CDS, à quelques heures de la réunion du conseil politique de cette formation, et du gage d'ancrage dans l'opposition que l'UDC entendait donner à ses alliés. Il n'est pas sûr que M. Méhaignerie parvienne au même résultat lors du vote de censure : les déflections seront sans doute plus nombreuses.

Le groupe socialiste ne sort pas non plus tout à fait indemne de l'aventure.

Une ligne de cravage est apparue entre ceux qui auraient vu d'un bon œil quelques voix du centre, encouragées par quelques concessions, se joindre aux leurs, et ceux, conduits par le président de groupe M. Louis Mermaz, qui y auraient décelé un inacceptable « mini-retournement d'alliance ».

Il y a ceux qui sont prêts à jouer encore, si nécessaire, la carte de l'ouverture et ceux qui ne supportent l'abstention centriste que si elle est compensée par l'abstention des alliés « naturels » communistes. Ces derniers souhaitent que le gouvernement engage sa responsabilité.

Ce budget laisse des séquelles au centre comme à gauche. Au centre, dont tous les députés ne sont pas disposés à payer au prix fort l'appartenance à l'intergroupe de l'opposition ; les barrières y voient notamment un nouvel instrument de la domination de M. Giscard d'Estaing sur la droite et, à terme, le foyer de positions maximalistes.

A gauche, parce que les querelles de ces dernières semaines entre le gouvernement et une partie du groupe présidé par M. Mermaz ont atteint un degré élevé sur l'échelle des conflits.

P. S.

## Les principales dispositions adoptées

Voici les principales modifications apportées au projet de gouvernement dans la nuit de vendredi à samedi.

● Plus-values des entreprises.

Le prélevement fiscal sur les plus-values réalisées par les entreprises a été relevé de 15 % à 19 %, à l'exclusion de celles réalisées dans le cadre de vente de brevets ou de licences. Cette mesure, proposée par le groupe socialiste pour compenser la baisse de l'impôt sur les sociétés (de 39 % à 37 %), a été dénoncée par l'opposition. M. Gilbert Gantier (UDF, Paris) a qualifié cet amendement de « scélérat ». Son coût supplémentaire pour les entreprises a été fixé à 1,4 milliard de francs.

● Taxe professionnelle.

Le plafond de la taxe professionnelle a été abaissé de 4,5 % à 4 % pour les impositions établies au cours de l'année 1990 et des années suivantes. Le gouvernement a, en outre, accepté le principe de la proposition socialiste d'asseoir le calcul de la part départementale de la taxe d'habitation sur la valeur ajoutée.

● Dotation globale de fonctionnement.

Le gouvernement a présenté, conformément à l'accord passé avec le groupe socialiste, un amendement modifiant le calcul de la DGF. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, la DGF évoluera en fonction d'un indice associant le taux d'évolution de la moyenne annuelle du prix de la consommation des ménages et le taux d'évolution du produit intérieur brut. Pour 1991, la DGF sera calculée en fonction de l'indice des prix et de la moitié du taux d'évolution du PIB en volume : pour 1992 et les années ultérieures, la fraction du PIB prise en compte sera de 66 %. Pour 1990, la DGF évoluera en fonction de l'indice des prix, plus une régularisation de quatre points. Le groupe socialiste souhaitait aller plus loin en intégrant progressivement le plus grand nombre d'entreprises dans le calcul de la valeur ajoutée. Le gouvernement a accepté de réaliser une simulation sur une cotisation de péréquation nationale, dont les résultats seront présentés au Parlement au plus tard le 31 mars 1990.

● Taxe d'habitation.

La taxe d'habitation est soumise à un plafonnement à 4 % du revenu pour les ménages dont la cotisation litte de l'impôt sur le revenu n'excède pas 15 000 francs. Pour les ménages non imposables, le maximum de la taxe d'habitation ne peut être supérieur à 1 370 francs. Les députés ont, en outre, adopté, à l'initiative du groupe socialiste, un amendement plafonnant à 456 francs (soit un tiers de 1 370 francs), le montant maximal de la taxe d'habitation acquittable par les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI). Le gouvernement s'est également engagé à réaliser une simulation sur l'introduction du revenu dans le calcul de la part départementale de la taxe d'habitation à partir de 1991.

● Crédit impôt-recherche pour les dépenses de mise en conformité aux normes.

Les dépenses réalisées par les entreprises au titre de la mise en conformité des produits aux normes pourront être imputées à hauteur de 50 % de leur montant dans les dépenses éligibles au crédit d'impôt-recherche. Ce nouveau dispositif s'applique y compris aux entreprises qui n'ont pas fait usage du crédit d'impôt-recherche dans les années précédentes.

● Aide à la lutte contre la pollution.

Le taux d'amortissement exceptionnel des stations d'épuration annexées à une installation industrielle préexistante est porté de 66 % à 75 %.

● Crédits d'impôts pour les étudiants.

Adoptée lors de la loi de finances pour 1989, cette disposition ouvrait un crédit d'impôt de 3 500 francs pour les enfants suivant des études supérieures. Ce crédit d'impôt a été porté pour 1990 à 4 000 francs.

● Aide aux sinistrés de la Gascogne.

Cette mesure, identique à celle qui avait été adoptée dans la loi de finances pour 1989 après les inondations de Nîmes, vise à exonérer les personnes domiciliées dans les zones sinistrées par le cyclone de la Guadeloupe des droits et taxes dus à l'occasion du remplacement des documents perdus ou détruits (passport, cartes nationales d'identité, cartes professionnelles, permis de conduire, certificats d'immatriculation en cours de validité).

● Caisse des dépôts et consignations.

Sur l'initiative du gouvernement, les députés ont adopté un amendement disposant que la Caisse des dépôts et consignations devra désormais verser annuellement à l'Etat une fraction du résultat net de son activité bancaire.

## Au conseil politique du CDS

## Le débat continue sur l'autonomie du centre

Le CDS, que préside M. Pierre Méhaignerie, a réuni samedi 21 octobre son conseil politique. Les travaux de cette instance devaient être consacrés pour l'essentiel à une réflexion sur la stratégie d'autonomie du centre, qui doit naviguer au plus près entre ses velléités d'indépendance et son appartenance aux nouvelles structures unitaires de l'opposition.

An-to-no-mie, tel est le mot qui devait être abondamment commenté par le conseil politique du CDS convoqué, pour la première fois depuis la rentrée, samedi 21 octobre. Ce débat promettrait d'être singulièrement complexe : il est patent, depuis un certain temps déjà, que ce mot, ce concept politique d'autonomie suscite plusieurs interprétations.

On distingue très nettement deux lignes. Tirant les leçons de leurs propres expériences du printemps dernier et de la déconvenue de la liste Veil aux élections européennes du 18 juin, mais rassurés dans le même temps par l'élection d'un des leurs, M. Charles Millon, à la présidence du groupe UDF, MM. Bernard Bosson, Dominique Baudis et François Bayrou, le trio rénovateur, ont plutôt une conception restrictive de l'autonomie. L'autonomie, à les en croire, n'est plus que question de sensibilité. Dans une des dernières parutions de *Démocratie moderne*, le journal militant du CDS, M. Bayrou expliquait que, pour la bonne marche de l'opposition, il fallait « qu'il devienne clair que deux grandes sensibilités — l'une plus autoritaire et conservatrice, l'autre plus démocratique et sensible aux évolutions — forment les deux piliers de l'opposition et que ces deux sensibilités traversent toutes les formations ». Selon cette conception, le centre aura vocation à n'être plus qu'un des courants parmi d'autres de l'opposition unie.

L'autre ligne consiste à défendre, toujours selon le vieux bariste, l'idée de l'émergence à moyen terme d'un grand parti du centre, deuxième pôle actif de l'opposition, libre et indépendant, une fois démontré dans les faits que la fusion de l'opposition avec le

Cette disposition se justifie, selon M. Michel Charasse, par la croissance des activités bancaires de la Caisse des dépôts, qui a dégagé 4 milliards de résultats nets en 1988. Elle permettra d'assurer « une juste concurrence » avec les autres intermédiaires financiers. La fraction versée à l'Etat sera déterminée par le ministre de l'économie et des finances, après avis de la commission de surveillance de l'établissement, saisie par son directeur général.

Jeudi, l'Assemblée nationale avait également adopté les mesures suivantes (le Monde du 21 octobre) :

● Impôt de solidarité sur la fortune.

Les seuils de l'impôt de solidarité sur la fortune ont été relevés. Le taux d'imposition des patrimoines compris entre 20 millions de francs et 40 millions de francs a été fixé à 1,2 % et celui des patrimoines supérieurs à 40 millions de francs à 1,5 %.

● Taux majoré de TVA.

Dans la perspective de l'harmonisation européenne, le taux majoré de TVA a été ramené de 28 % à 25 %.

RPR est une utopie. Un vœu auquel sont fortement sensibles les militants du parti et que continuent de caresser MM. Jacques Barrot, Bernard Stasi, Edmond Alphandéry, Bruno Durieux ou encore François Frémont-Meurice, entre autres.

Il ne croient pas au parti de l'union tel que le propose M. Giscard d'Estaing et continuent de s'interroger sur l'utilité de l'intergroupe parlementaire. Leur inquiétude est d'autant plus forte que le président du CDS a depuis longtemps semblé naviguer à l'aventure entre ces deux lignes. Son rapprochement, à la fin de l'été, avec M. François Léotard, sa bonne entente affichée avec M. Charles Millon, son accord de principe pour s'élancer à nouveau, aux côtés de M. Giscard d'Estaing au bureau de l'UDF, son empressement à faire fonctionner l'intergroupe malgré la première entorse au pacte de confiance de M. Bernard Pons, tout ce zèle a paru à certains centristes bafouer la politique d'autonomie établie en juin 1988 avec la création du groupe UDF-UDC-RPR.

M. Méhaignerie se défend aujourd'hui de tous ces reproches. Il explique que l'intergroupe est une ardente obligation pour favoriser la décentration des idées à droite, qu'il convient d'« aller jusqu'au bout de ce test » et qu'à ce jour le CDS n'a que pour ambition prioritaire d'accélérer la recomposition de l'opposition sans renoncer jamais à l'émergence dans le paysage politique d'une grande force centriste.

Après avoir donné le sentiment de se rapprocher des rénovateurs, M. Méhaignerie semble décidé à rassurer son aile gauche. La direction du CDS devait se rallier à un texte produit par MM. Stasi, Alphandéry et Frémont-Meurice qui réaffirme la nécessité d'« un centre fort et autonome dans la fidélité de ses alliances » et précise que « le CDS n'entend nullement renoncer à la liberté qu'il a conduite en 1988 à créer le groupe UDF ». M. Méhaignerie devait annoncer la publication d'une note de synthèse philosophique assortie d'un questionnaire détaillé, expédié à tous les responsables centristes de province en vue de la préparation d'un « congrès d'idées » en septembre 1990.

DANIEL CARTON

هذا هو الحال

JACQUES DELO





## SOCIÉTÉ

## Le tremblement de terre de San-Francisco aurait fait moins de victimes qu'annoncé

Pendant quarante-cinq minutes, le travail des sauveteurs s'est arrêté, vendredi 20 octobre, sur le Cypress Bridge d'Oakland, cercueil de béton et d'acier de dizaines d'automobilistes californiens pris au piège du séisme : le président George Bush venait constater sur place l'étendue des dégâts et faire part de son émotion et de ses encouragements. Bulldozers et grues s'étaient arrêtés et un silence impressionnant régnait autour du pont autoroutier, grand serpent désarticulé dont les voies supérieures et inférieures ne font plus qu'une sur plusieurs centaines de mètres, et qui ne semble tenir en certains endroits que par miracle. En blouson bleu, casque de chantier à la main, M. Bush a marché en contrebas des décombres d'où les sauveteurs tentaient encore, vendredi, d'extraire de nouveaux

cadavres, se faisant expliquer qu'il restait encore une cinquantaine de voitures emprisonnées, réduites à quelques centimètres d'épaisseur de ferraille, mais que la plupart de leurs occupants avaient pu s'échapper à temps.

Les autorités californiennes avaient estimé à environ deux cent soixante-treize le nombre des morts, dont deux cent cinquante-trois tués par l'effondrement sur 1,6 kilomètre de l'autoroute 880. Elles seraient fondées sur le trafic normal à 17 h 04. Mais le match de base-ball avait incité beaucoup de banlieusards à rentrer plus tôt pour le voir à la télévision. Il semble donc que l'autoroute a été moins meurtrière qu'on le pensait : pour le moment, en tout cas, on a retrouvé cinquante-quatre corps, dont trente-trois pour la seule auto-

route. A cela, s'ajoute une centaine de disparitions signalées à la police.

Washington a débloqué 273 millions de dollars d'aide d'urgence, mais les dégâts considérables enregistrés à Oakland, San-Francisco et Santa-Cruz, demandent beaucoup plus. Le gouverneur de Californie, M. George Deukmejian, a estimé la facture totale à quelque 3 milliards de dollars, alors que certains autres élus locaux parlaient de 8 à 10 milliards. M. Bush s'est déclaré prêt à discuter du montant de l'assistance fédérale avec le Congrès où les démocrates ont proposé 2,5 milliards de dollars.

Les dégâts, en effet, semblent être plus importants qu'on le pensait tout d'abord. En outre, les répliques les plus fortes font s'écrouler des maisons ébranlées par le choc principal. Ainsi à

Santa-Cruz, proche de l'épicentre, une réplique a-t-elle provoqué l'effondrement de plusieurs bâtiments dans la soirée du 19 octobre. Dans toute la Californie du Nord, les experts continuent à examiner les immeubles. Ils se sont aperçus que le nombre des bâtiments qui ont subi des dommages cachés était plus grand que prévu. Cette découverte a provoqué une révision à la hausse de l'estimation du coût des dégâts. Frank McCormick, principal économiste de la Bank America Corp. a évalué les dommages à environ 10 milliards de dollars. Mais le directeur de la compagnie d'assurances Lloyd's est plus prudent. Pour lui il est trop tôt pour chiffrer les conséquences financières de la catastrophe. — (AFP, Reuters.)

## La « cousine pauvre » a mieux tenu le choc

## SAN FRANCISCO

## de notre envoyé spécial

La quartier est minuscule, comme une bonne partie de la ville d'Oakland, une ville noire à 85 %, cousine pauvre et méprisée de l'opulente San-Francisco. Seule, une grande bâtisse rouge a été partiellement démolie, déversant des milliers de briques sur des voitures réduites en bouillie. Le quartier est minuscule, mais les villas maisonnettes de bois ont bien résisté.

En face, San-Francisco semble presque un autre monde, que le séisme a traité différemment. Le quartier de la Marina, celui qui a le plus souffert, est fait, lui aussi, de maisons en bois, pas tellement différentes de celles d'Oakland, mais parées de tous leurs ornements « victoriens » ou « art déco », soignées, entretenues. Ce n'est pas le nec plus ultra de San-

Francisco : on y trouve encore beaucoup de personnes âgées modestes qui avaient acheté leurs maisons avant que les prix ne s'envolent, mais aussi de plus en plus de « yuppies », bien engagés sur le chemin de la réussite.

Par miracle, parce que la plupart des gens n'étaient pas encore rentrés chez eux, parce que presque tous les autres ont eu le temps de sortir et parce que les constructions en bois s'affaissaient doucement, se déformant, mais hésitant à s'écrouler, il n'y a eu que très peu de victimes : cinq, pense-t-on, alors que des dizaines de bâtiments ont été pratiquement détruits.

Le tremblement de terre s'est d'ailleurs très étrangement sélectif : de part et d'autre de la rue, deux immeubles identiques. L'un n'a gardé qu'un semblant d'étage supérieur, descendu au rez-de-chaussée sur les débris des deux étages inférieurs complètement écroulés. L'autre n'a pas bougé.

Ici, près d'un trottoir boursoufflé, une maison intacte, et là, sur un trottoir bien lisse, un homme qui dépose à la hâte des chemises, un ours en peluche, des albums de photos. Sa maison, complètement de guingois, a été classée « à démolir », et il n'est autorisé à y entrer à ses risques et périls que pour quinze minutes, le temps de prendre ce qu'il juge être l'essentiel. La scène se répète un peu partout. Certains récupèrent des skis, d'autres des tableaux, des vases, ou même un kayak... D'autres enfin ne peuvent rien récupérer du tout : leur immeuble est totalement interdit d'accès, tandis qu'au contraire leurs voisins peuvent toujours habiter chez eux s'ils y tiennent, mais bien sûr sans eau, ni électricité, ni gaz. Il y a là des drames, grands et petits, mais aussi un regret de nature plutôt esthétique : quel dommage que le séisme ait abîmé un si joli quartier.

Les volontaires s'affaientent tous sens, toujours plus nombreux, toujours mieux organisés. Et même la « soupe populaire » offerte à Chestnut Street semble habitée par l'esprit des lieux : il y a bien une soupe, mais aussi des crêpes, du crabe et des champignons farcis, offerts par des restaurateurs contraints à rester fermés...

Un peu plus loin, comme dans la majeure partie de la ville, le courant a été rétabli. Les gens peuvent, depuis jeudi 19 octobre, allumer la télévision. Ils ont ainsi pu voir pour la première fois des images de « leur » tremblement de terre, et puis aussi, l'espace d'un instant, avoir un aperçu de cet autre séisme qui vient de secouer une région reculée de la Chine. Des mesures de briques ou de pisé, des paysans misérables, des sauveteurs armés de pioles pour dégrader les ruines... un autre monde.

JAN KRAUZE

## SPORTS

## GYMNASTIQUE : championnats du monde

## Daniela à côté de la poutre

Le concours individuel féminin des vingt-cinquièmes championnats du monde de gymnastique, qui ont lieu jusqu'au dimanche 22 octobre à Stuttgart (RFA), a été remporté, vendredi 20 octobre, par la Soviétique Svetlana Boginskaja, qui a devancé ses deux coéquipières.

## STUTTGART

## de notre envoyé spécial

La Roumaine Daniela Silivas est déjà une ancienne dans cet univers de la gymnastique féminine. A dix-neuf ans, elle a conquis des couronnes en Europe et même à Séoul lors des derniers Jeux olympiques. Lancée à la poursuite des Soviétiques lors du concours individuel des championnats du monde, vendredi 20 octobre, à Stuttgart, elle a essayé de retrouver les mouvements qui lui avaient valu l'or à Séoul.

Mais, sur cette poutre dont elle était la reine, elle a connu la défaite. Le drame s'est produit lors des derniers exercices. Daniela Silivas totalise alors 29,862 points. La Soviétique Svetlana Boginskaja la précède avec 29,875 points. Une paille dans un concours de cette importance. La gracieuse Svetlana exécuta à ce moment un saut que les juges gratifient d'un 10, la note maximale.

C'est sans doute là que tout a basculé dans la tête de la petite Roumaine. Lorsqu'elle a vu le chiffre magique s'inscrire sur l'écran, elle a pensé que la partie était perdue. Bonne élève, elle est quand même montée sur cette longue barre où, pendant des années, elle a su montrer la plus agile. Hélas ! la concentration avait fait place chez elle à la fatigue. Dès les premiers mouvements, elle perd l'équilibre et tombe au sol. Le titre est joué. Avec volonté, elle remonte

sur son engin comme on lui a appris à le faire tout au long de ses années de compétition. Quelques figures d'où la beauté a disparu et une pirouette dont elle assure mal la réception scellent le destin d'une championne. Daniela obtient une note digne des deuxièmes séries qui l'entraîne à la douzième place du concours.

Les larmes coulent comme pour signifier son adieu à la compétition. Daniela doit laisser la place aux plus jeunes. Elle quitte les tapis de mousse, poussée vers la sortie par des enfants aux petites queues de cheval. Daniela s'en va ; place à Svetlana. C'est la jeune fille de Minsk que le public applaudit. Ce sont ses deux notes 10 (au sol et au saut) que les spectateurs admirent.

Plus grande de taille que les autres gymnastes, Svetlana a parfois un peu de mal dans les exercices qui requièrent de l'équilibre. Mais son 1,64 mètre lui donne une présence plus forte dans les mouvements au sol. Elle apporte de la grâce à des exercices que de minuscules Chinoises de quinze ans exécutent trop mécaniquement. Svetlana sait jouer avec son corps lorsqu'il retrouve le tapis. Quelques gestes des bras, des mouvements de jambes, transforment un concours de pirouettes en une sorte de danse où la sensibilité est toujours présente.

« J'étais encore au jardin d'enfants quand une jeune femme est venue nous voir pour nous inviter à faire de la gymnastique »,

reconte la nouvelle championne du monde. Depuis ce moment la jeune fille travaille pour acquérir agilité et légèreté. Une enfance faite d'entraînements et de compétitions qui lui permet — à dix-sept ans — de posséder une technique presque parfaite. Déjà championne d'Europe au printemps, elle semble vouloir emprunter la voie qui a conduit son aînée Elena Chonchoukova au titre olympique.

Avec une petite inquiétude toutefois. « J'ai pris 4 centimètres depuis Séoul », confesse Svetlana, un brin inquiète. Dans un sport où les poitines saillies sont légion, la jeune fille souhaite que sa croissance ne se prolonge pas.

SERGE BOLLOCH

## TENNIS : création d'une coupe du Grand Chelem

## La Fédération internationale contre l'ATP

La Fédération internationale de tennis (FIT) a annoncé, le 20 octobre, qu'elle organisera du 10 au 16 décembre 1990 une coupe du Grand Chelem à laquelle seront invités huit joueurs s'étant mis en évidence lors des quatre tournois majeurs (Internationaux d'Australie, de France, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis) et de la coupe Davis.

Cette nouvelle épreuve sera dotée de 6 millions de dollars de (prix environ 40 millions de francs), le vainqueur recevant 2 millions de dollars (environ 14 millions de francs). Excepté certains championnats du monde de boxe (140 millions de francs pour le combat Tyson-Spinks en juin 1989), aucune autre compétition sportive n'offre des bourses aussi élevées (le vainqueur de la coupe gagnera six fois plus que le champion de Wimbledon 1989).

La nouvelle coupe, qui sera disputée en Allemagne fédérale dans une ville qui n'a pas encore été désignée, aura un format comparable au tournoi des maîtres dont la dernière édition aura lieu du 27 novembre au 4 décembre, au Madison Square Garden de New-York : les huit joueurs seront répartis en deux poules de quatre, puis les deux meilleurs de chaque groupe disputeront les demi-finales. Les matches de classement auront lieu au meilleur de trois sets et la finale au meilleur des cinq manches.

Officiellement, cette compétition a pour objet de trouver des fonds pour aider au développement du tennis dans les pays les moins favorisés. Bien que le porte-parole de la FIT, l'ancien journaliste anglais Ian Barnet, ait assuré le contraire, il est évident que cette

coupe va faire de l'ombre au tournoi des maîtres que doit organiser l'Association des joueurs professionnels (ATP) à Francfort. (Le Monde du 9 septembre) à partir de 1990. Présent en août dernier, celui-ci devait être, avec une dotation de 2 millions de dollars l'épreuve tennis qui la plus riche du monde.

Il est manifeste qu'en lançant la Coupe du Grand Chelem, les traditionalistes du tennis (la FIT) ont trouvé un moyen pour contrer les modernistes (l'ATP) dans cette guerre d'usure pour le contrôle du jeu. Mais, à la guerre comme à la guerre, la solution choisie — une super-édition plaquée dollars — est exactement la méthode contre laquelle ils se sont battus alors qu'ils étaient aux commandes du circuit professionnels.

ALAIN GIRAUDO

## JUSTICE

## Au congrès de l'Union syndicale des magistrats

## La politique de M. Arpaillange sévèrement mise en cause

Réunie en congrès à Paris jusqu'au 22 octobre, l'Union syndicale des magistrats (USM), organisation majoritaire dans la profession, a reçu vendredi 20 octobre la visite de M. Pierre Arpaillange. Cette venue du garde des sceaux a été, pour l'USM, l'occasion de critiquer vivement la politique conduite place Vendôme.

Il serait faible de dire que les membres de l'Union syndicale des magistrats (USM) ont pris leurs distances avec M. Pierre Arpaillange. Si l'année dernière, au cours de leur précédent congrès à Lille, ces magistrats modérés, peu romantiques par tradition, lui avaient réservé un accueil relativement aimable, les voici carrément passés de l'observation polie à la franche hostilité.

M. Michel Joubrel, président de ce syndicat majoritaire (52 % du corps), l'a dit sans ménagement. Les magistrats aujourd'hui sont, selon lui, « moroses », « désenchantés » et bien peu enthousiasmés par le bilan de leur ministre. Le budget de la justice « reste désespérément indigent », dévoré par le plan de construction de 13 000 nouvelles places de prison, incapable de combler les 700 suppressions d'emploi effectuées depuis trois ans, chiche avec les magistrats, dont les indemnités — ceux du chef de la hiérarchie du syndicat — sont moitié moindres que ce que M. Albin Chalandon avait promis d'accorder en trois ans.

« Vous ne pourrez plus continuer indéfiniment à demander [aux magistrats] des efforts dans tous les domaines s'il n'y a pas un minimum de reconnaissance ou d'incitation au bout du chemin : à trop vouloir tirer sur la corde, celle-ci va casser et le point de rupture n'est pas très éloigné », a affirmé M. Joubrel, laissant entendre que, alliés aux hauts fonctionnaires de justice, fort en colère eux aussi, des magistrats envisageant même de recourir à la grève. Le niveau du recrutement baisse, la magistrature devient peu à peu, comme l'avait écrit M. Daniel Soulez-Larivière, « un petit métier pour de petites gens ».

Les réformes multiples sont « lancées sans moyens », a poursuivi le président de l'USM, « fait naitre de faux espoirs » chez les justiciables, qui perdent de plus en plus confiance en la justice. Quant au projet de réforme du statut des magistrats (Le Monde des 15 et 16 septembre) à l'étude aujourd'hui à la chancellerie, il est d'avance rejeté par l'USM, qui y voit une « mini-réforme », incapable

de « couper les liens entre l'exécutif et la carrière des magistrats ». Le plan de modernisation de la justice ne convainc pas plus l'USM, car, estime M. Joubrel, « on ne modernise pas un mort-bond ».

## « Classes et factions »

Visiblement gêné par cette charge attendue — le discours de M. Joubrel lui avait été communiqué par avance — M. Pierre Arpaillange a marqué un léger agacement en estimant que ces critiques étaient empreintes « d'un trop grand scepticisme, voire d'un pessimisme quelque peu forcé ». Remerciant pourtant l'ensemble des magistrats pour « l'effort accompli », le ministre de la justice a tenté de les convaincre de ne céder « ni à la morosité ni au découragement », en les exhortant au calme et en justifiant sa politique pénitentiaire comme judiciaire, avant de conclure en les implorant : « Cessons chaque matin de nous plaindre et de mêler nos voix à celles de nos censeurs. C'est pour moi une question d'honneur et de dignité ».

Applaudi du bout des doigts, alors que les couloirs bruissaient de sarcasmes, le garde des sceaux partit sans qu'aucun dialogue ait été engagé. M. Jean-Luc Sauron, secrétaire général de l'USM et juge d'instruction à Fontaine, a poursuivi la mise en pièces de la politique de M. Arpaillange. Il est une nouvelle fois revenu sur les nominations, qu'il juge partiales, tant sous M. Chalandon que sous M. Arpaillange. « Pourquoi entrer dans la fonction publique si on ne possède pas la couleur politique du gouvernement en place ? » s'est-il interrogé. « Allons-nous contempler sans réagir la succession des clans et des factions se disputant les faveurs du prince du moment ? et alors que la justice devient synonyme « d'impuissance et de clientélisme » ? Vivement applaudi lorsqu'il a assuré que l'USM se battrait pour « sortir des mains de l'exécutif le processus de nomination des magistrats », M. Sauron a exhorté ses collègues à « retrouver leurs manchettes », à « constater le monopole idéologique » exercé tant par l'Association professionnelle des magistrats (APM) à droite que par le Syndicat de la magistrature (SM) à gauche. Rarement bavards, les syndiqués de l'USM ont ensuite passionnément exprimé leur rancœur et formulé sans ambiguïté des jugements peu amènes sur le ministre de la justice, qui était pourtant, disaient-ils, « autrefois des nôtres ».

AGATHE LOGEART

## Maire d'une commune de l'Isère et promoteur immobilier

## Le trésorier de la chambre de commerce de Grenoble est éconué

## GRENOBLE

## de notre correspondant

Un promoteur grenoblois, responsable de la société Cosmos, spécialisée dans la construction de parcs d'entreprises et de maisons individuelles, M. Vincent Rivier, cinquante-quatre ans, également maire (divers droite) de la commune de Noysey (Isère), a été inculpé vendredi 20 octobre de présentation de faux bilans, d'abus de biens sociaux, d'escroquerie et de faux en écriture privée. Il a été écroué à la prison de Valence.

Personnalité influente au sein des milieux économiques de l'agglomération grenobloise, M. Vincent Rivier exerçait, jusqu'à ces derniers jours, les fonctions de trésorier de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble ; il était également membre du bureau de l'Union patronale de l'Isère, formation locale du CNPF. Il fut écroué, il y a deux semaines, du syndicat patronal, lorsque commença à s'ébruiter dans la cité dauphinoise les premières conclusions de l'enquête menée par la brigade financière de la police judiciaire, faisant état d'un « trou » de plusieurs dizaines de millions de francs dans la comptabilité des sociétés qu'il dirigeait.

L'une des entreprises du groupe SDE (Société de développement économique) contrôlée depuis le mois de mai 1988 par le groupe Dumet, la société Patrimoine, est, au côté de la Caisse des dépôts et consignations et de la SORMAE, le principal opérateur intervenant

dans la construction, au centre de Grenoble, du quartier d'affaires, Europe. M. Rivier, qui fut, dès l'origine du projet en 1985, le principal conseiller du maire RPR de Grenoble, M. Alain Carignon, prenait, depuis deux ans, une part très active dans sa réalisation à travers Patrimoine, qui détient, à égalité avec la Caisse des dépôts et la SORMAE, 8 % du capital de la société d'économie mixte (SEM) Grenoble 2 000, les autres partenaires étant la ville de Grenoble et la chambre de commerce.

CLAUDE FRANCHILLON

**L'HOMME ET LA TERRE EN PÉRIL**

par MARIE FARGUES écologiste en 1971 à découvrir en 1989

278 pages - 81 FF

BRAUCHESSNE 72, rue des Salins-Pâtes, 75007 PARIS

هذا من الامور



# CULTURE

## MODE

Les collections du prêt-à-porter de l'été 1990

## Exercices de style

Deux cents miroirs, 2 600 mètres carrés de tissu, 25 000 projecteurs, 15 kilomètres de câble... A la Cour du Louvre, créateurs et couturiers présentent leur prêt-à-porter de l'été 1990. Deux mille journalistes (10 % de plus que l'année dernière) couvrent l'événement, qui en attendant d'être vu, est déjà vu. Du Cirque d'Hiver au gymnase Japy en passant par la piscine d'Avant-Saint-Thomas, vingt-quatre lieux ont été loués par ceux qui n'ont pas les moyens de défilé, comme beaucoup d'adhérents à la chambre syndicale des couturiers et créateurs, dans la chambre de commerce, Dorothée bis, par exemple, pour quarante mannequins, la location de la salle, les habilleuses, maquilleuses, coiffeuses, etc., dépense 500 000 francs. Sans compter, naturellement, le coût de la collection proprement dite.

L'isolement des jeunes créateurs est devenu une bonne affaire pour les organisateurs de Salons, qui se partagent trois copieuses listes cette saison. « Première classe » pour les accessoiristes à la porte d'Autueil,

« Paris sur mode » au quai Branly, le plus cosmopolite, puisque 80 marques représentent dix pays, dont le Danemark, l'Autriche, le Canada, la Tchecoslovaquie. Cette abondance confirme la bonne image de Paris, capitale des signatures internationales.

Sur les traces de Romeo Gigli, qui a abandonné Milan pour Paris, Katharine Mamet renonce à Londres. C'est aussi vers Paris que la route sur le luxe draine des bouleversements. Dans un décor d'émission de variété, la maison Lanvin a présenté son nouveau styliste hôte couture, Claude Montana (*Le Monde* du 19 octobre). « La création en prêt-à-porter souffre de la lourdeur de l'industrie, s'il est décalé, le prêt-à-porter est de son côté très brisé. Ce qui m'intéresse, c'est la création pure. Elle me donne une énergie folle. » Premier rendez-vous au janvier prochain.

LAURENCE BENAIM

### Karl Lagerfeld

#### Marque de fabrique

« La jambe gaine, l'ampleur entraîne, tout est lisse, tout est glisse. » Le Karl Lagerfeld de l'été est d'abord celui des gardes-pardies, des nappes qui s'envolent avec une moisson de robes en crêpe drapées telles des mini-togas, jaquettes au col immense des épaulettes. Toujours plus fin, il a beau faire claquer les rouges, les oranges, les jaunes, comme les grandes bourgeoisies quand elles se mettent à jurer dans les dîners mondains, rien ne choque, même pas les chaînes ou les épingles à sourcil argentées qui ponctuent les robes de jersey marine et blanc.

### Helmut Lang

#### Coup de torchon

An palais de Chaillot, elles arrivent, pieds nus dans leurs tongues en reptile. Helmut Lang, le plus japonais des Viennois, n'a jamais aimé les talons, les fards, les effets. Il habille les femmes avec des petits costumes d'homme qu'il égale de motifs, de bijoux, de ceintures inspirés du folklore autrichien. Cette fois, il les imagine à la maison, sur les toits des terrasses en été, accrochant le linge comme Sophie Loren dans *Une journée particulière*, juste vêtue d'une combinaison. Les robes parodient les « fonds de robe », les tissus transparents comme les bas « chamois » ou « palme » semblent trouvés dans une mercerie de village ou, quand ils sont fleuris, au marché. Mais la vie n'est pas toujours rose, alors on taille des vestes dans des doublures, et les boléros à paillettes un peu rugueux imitent l'aspect des matériaux de couverture. Les barrettes épinglées dans le chignon qui s'effondrent, Madame se lève et met sa robe de dimanche : de loin, les imprimés ressemblent à des tatouages.

L. B.

### Jean-Paul Gaultier

#### Liturgie sacrée

Chants de messe, nonnes murmurant l'encensoir, c'est dans la Halle de la Villette, l'autel où officie dans l'été par un Jean-Paul Gaultier, qu'a eu lieu la plus belle cérémonie de la saison. Les thèmes reprennent en chœur le culte des chapelles de mode : photo évangélique-kitsch de Pierre et Gilles, l'album *Like a Prayer* de Madonna, les badges « Jésus t'aime », les tee-shirts imprimés de bonheurs. Les mannequins ne marchent pas, elles s'agenouillent et disparaissent telles des vierges en extase, debout sur des mini-poutres circulaires décapées dans ce ring.

Par de chapeaux, peu de bijoux, mais le bréviaire de Gaultier, c'est un classique qu'il détourne encore : vestes souples comme des gilets, pulls de marin aux petites taches pailletées, coupe-vent en taftes aux couleurs précieuses du chocolat en bien orné. Le corps est de plus en plus libre, dépollu, tonique, même quand les carminettes entrent dans le siècle et jouent de la hanche en combinaisons collantes de jersey, robes transparentes, shorts de boxer, bottines haut lacées.

Par-delà les images, Jean-Paul Gaultier ne préche que pour le mouvement. Il est le seul à pouvoir marier si bien aujourd'hui les contrastes : le confort (toujours associé au large, à l'aise), le sexy (qu'on limite trop souvent au style mouillé percé). Il sait rendre érotique un maillot de cycliste à la Laurent Fignon ou un batté-dress.

Les bas de jogging sont en mousseline, les palettes se croisent, se fondent, dans des chromes cuivrés, des demi-teintes et pastels fluo, et les vêtements fluides se

superposent sans alourdir la silhouette.

Puisque l'habit ne fait plus le moine, Gaultier se réveille que de l'été : pour ces Cicciolas, des vestes-cages, des cardigans couleur chair dont on n'aperçoit que la structure, et même des combinaisons déshabillées à imprimé radiographique. Les paillettes semblent coller sur la peau, tiennent accrochées à des robes en résille ultra-fine. Combles de l'épave, les jeux de scène avec les mannequins en bois et en chair, les uns nus et pointus, les autres vêtus. Mais rien de minimal ni de triste dans cette ascèse finale. Une nouvelle naissance.

L. B.

### Yohji Yamamoto

#### Signes noirs



D'abord arrive le mystère du noir Yohji Yamamoto, profond comme le fond de la terre, qui n'appartient qu'à lui et que l'on attend et qui peu à peu s'éclaircit, comme une remontée en ce monde, sur les longues filles qui glissent. Elles sont libres et nuchalantes dans les tunique fluides où le blanc met en valeur le noir, et qui effleurent à peine le corps.

Et il y a les tunique, obliques comme des châles de grosses dentelles posés sur les robes larges, et — surprise — des façades de crinolines partant des hanches et — merveille ! — ces tabliers de voile couvrant le devant des robes blanches de signes étranges comme gravés dans la pierre depuis des millénaires, et relevés sur la matière la plus éphémère qui soit. Un chef-d'œuvre !

C. G.

### Jean-Charles de Castelbajac

#### La vie sauvage

Imperturbable, Jean-Charles de Castelbajac poursuit son style avec toujours les yeux écarquillés sur la vie, l'homme, la nature. L'écologie, il y pense depuis vingt ans au moins. Il y a eu les robes-potames, les doubles ponchos, les blousons noueurs. Chez lui, chaque vêtement est un collage d'émotions natives, écrit au peauf à la main, inséparable de couleurs primaires de laine écarlate, de tulle de bébé, dans un esprit qui combine la construction criciforme et la fantaisie futuriste des cartoons.

Pour l'été 1990, Olive et Popoye, le dernier marin végétarien, rigolent sur de grands pulls multicolores. La nouveauté relève d'abord de l'expérimentation. Gilets en tissu imitation kraft, boutons en résille appuyée, gilet, chapeaux-vestes, parkas en lin dont le tissu moulé dans du latex dessine une poitrine imaginaire à la manière d'un relief de la peinture réaliste en talon avec tétons dessinés et mamelons siliconés. La nature est aussi en jeu.

L. B.

### Comme des garçons

#### Farce et attrapes

On savait Rei Kawakubo inspirée par le cirque depuis trois saisons : après chapeaux pointus et pastilles géométriques, voici une collection d'été dédiée à l'enfance, avec ses grosses bottes, ses jupes de bois, ses petites filles toutes folles de Bozo le clown : jupes-lampions portées avec babines et socquettes blanches, vestes au dos froncé comme un rideau qu'on décroche, manches façon bloomers qu'on enfille par la tête, smocks piqués telle la fourchette dans la purée. Les mannequins ont des perruques aux cheveux plus secs que le foin, raidis par le coup de ciseaux « amateur ». La fusée spontanée triomphe. Avec le même acharnement que Renais dans *I want to go home*, Rei Kawakubo envoie promener messages, systèmes à complications et s'éblouit de sa dernière trouvaille, le style « premier degré », d'une « banalité ». « La vie, finalement, c'est vraiment sympa. »

Les épaules se dressent comme des bords d'oiseau en papier, les carreaux de mica encastrés évoquent les matelottes-jupes, petits poissons (*J'ai dit que l'habit ne fait plus le moine*). Fini le temps des questions qui déchirent l'existence et tracent la soie, l'important, c'est d'être « fun » : caleçons flus, tubes de maille terminés derrière par un gros nœud « casaque », superpositions de débardeurs citron, vert Javel, imitant les plus des tee-shirts de Bob Derek quand elle sort de l'eau.

On multiplie les ruses pour que tout bonhomme, tire-bouchon ou remonte (à cause d'un cerceau hula hoop cousu dans l'ourlet d'une jupe collante). Les robes-housses coupées dans des vrais faux métrages fin de série (écossais, grosses roses) gonflent à la manière du linge qui pend dans une réclame de lessive. C'est souvent gratuit, ce sentiment chez Rei Kawakubo s'ennuie, yoplakombé !

L. B.

## MUSIQUES

## Les projets de Gérard Mortier pour Salzbourg

Faire triompher « l'art sur l'argent ». Retour des excommuniés. Pierre Boulez, compositeur-résident en 1992

Gérard Mortier quittera à la fin de l'année 1991 la direction de l'Opéra de la Monnaie à Bruxelles, qu'il occupe depuis 1982 (son successeur n'a pas été désigné). Il se consacrerait entièrement à la direction artistique du Festival de Salzbourg, qui lui a été confiée à la mort de Karajan (*Le Monde* du 19 septembre). Que la ville de Mozart, devenu haut lieu de la consommation musicale pour un public jet set, allemand à 50 %, soit allée dénicher en Belgique ce directeur de théâtre aventureux prouve sa détermination à changer de cap.

Déjà, du vivant de Karajan (qui avait fait de Salzbourg son fief, avec, notamment, le Festival de Pâques, monopolisé par la Philharmonie de Berlin), des volontés de changements s'étaient exprimées par la bouche de l'administrateur, Hans Landesmann. Même si Karajan d'origine hongroise, organisateur de grandes sessions de musique contemporaine au Barbican de Londres (un festival Kurtag cette année), ce dernier se retrouve au Directoire salzbourgeois aux côtés de Gérard Mortier (qui prendra ses fonctions début 1992) et en compagnie du président Heinrich Wiesmüller, homme de culture et banquier salzbourgeois.

Le Festival de Salzbourg, tel qu'en hérite Gérard Mortier, est une véritable industrie à spectacle : de 135 à 140 manifestations, musicales et théâtrales, chaque été, soit autant en cinq semaines qu'à l'Opéra de la Monnaie en une année : 75 personnes salariées toute l'année (3 000 pendant l'été) ; un budget annuel équivalent à 150 millions de francs français ; celui d'un grand établissement lyrique européen, à ceci près qu'il ne s'appuie que sur 5 millions de subvention contre 100 millions de recettes propres. Un opéra monté au Grosses Festspielhaus, la plus grande des nombreuses salles investies par le Festival, rapporte 2 millions de francs français de recette par soirée (150 000 F à la Monnaie).

Le prix des places monte, en effet, jusqu'à 1 500 F, plus encore pour le Festival de Pâques, où a été instauré un système hyper-fistif d'abonnement (1 000 F le ticket annuel, 600 F la place). Salzbourg ancienne manière n'était pas, d'ailleurs, le fief du seul Karajan, mais également celui de la marque de disques Deutsche Grammophon, dont les artistes étaient massivement et régulièrement programmés. Temple de la conservation en matière de mise en scène, Salzbourg, enfin, proposait de moins en moins de nouveautés : une seule nouvelle production lyrique était prévue pour la prochaine édition, *Idoménée*, dans une mise en scène de Pier Luigi Pizzi, projet

que Gérard Mortier s'est déjà employé à faire annuler.

« Cessons de jouer à Salzbourg la 5<sup>e</sup> symphonie de Tchaïkovski », nous a déclaré le jeune dynamiteur de la Monnaie (plus de 10 000 abonnés gagnés en sept ans et un rayonnement international bien supérieur à celui du palais Garnier). L'identité du Festival sera toujours liée à Mozart, mais on y verra « l'œuvre de Mozart dans sa globalité, pas seulement les sept grands opéras, mais Lucio Silla, par exemple, qui n'a jamais été donné là-bas. Les grandes œuvres religieuses, toute la musique de chambre ».

### Rapprochements thématiques

L'idée serait également de mettre ces œuvres en perspective. Par parentés culturelles (jouer simultanément *Don Giovanni* et *Faust*, de Goethe). Mais aussi par rapprochements thématiques (la *Fuite en Égypte* et le *Mahabharata*, les *Trois Rois*, de Berlioz, et les *Trois Rois* de Stravinsky, et la *Double Inconstance*...). « J'ai demandé un contrat de six ans. Le thème qui s'impose à moi est celui de notre fin de siècle. Confrontation, donc, en 1992, entre Debussy, Messiaen et Boulez. Ce dernier sera le compositeur-résident cet été-là et dirigera la création autrichienne de *Répons*. Il n'était pas venu à Salzbourg depuis trente ans ».

Ouverture également aux têtes pensantes de la musique baroque, Christophe, Brüggen et Harnoncourt. « Le grand excommunié ». « Il serait bon que le public cesse de se déplacer pour entendre Pavarotti, dirigé par Muti, dans une œuvre quelconque. Qu'il aille découvrir la-bas des œuvres qu'on ne peut voir nulle part ailleurs, la *Genève*, de Schumann, Alfonso et Estrella, de Schubert, Berio, Nono, Janáček, ou la *Lulu*, de Berg, en trois actes, que Salzbourg ignore encore ».

Gérard Mortier se donne 60 % de chances de réussite et six ans pour convaincre un public en partie renouvelé. « Nous avons besoin d'une clientèle riche des grands industriels, mais il faut que les artistes, cinéastes, hommes de théâtre, phi-

losophes, reprennent le chemin de l'Autriche. Bayreuth et Salzbourg furent conçus par Wagner et Richard Strauss comme des lieux suffisamment retirés du monde pour permettre une réflexion sur le sens des choses et la marche du monde. Salzbourg, après la seconde guerre mondiale, se voulait un refuge contre l'horreur, un triomphe du spirituel sur le matériel. Sans aller bien sûr jusqu'à chasser les touristes, nous voulons réfléchir, la ville de Salzbourg et moi-même, sur les moyens de restaurer ce climat de sérénité, de recherche de la vérité par la beauté. S'ouvrir aux pays de l'Est et à l'Italie, comme j'avais fait Mozart, mais aussi aux jeunes nations européennes, la Grèce, l'Espagne. Accueillir la jeune danse, le théâtre expérimental, déjà présent off festival. En terminant avec une mafia qui a longtemps exploité Salzbourg pour son bénéfice propre et pensé à faire des spectacles pour la pro-grammation. Que l'art triomphe sur l'argent : la lutte, je le sais, sera rude, surtout pour le Festival de Pâques, auquel voudrait participer désormais la Philharmonie de Vienne (1). Mais il est indispensable que Salzbourg produise à nouveau des spectacles mémorables, comparables au *Don Giovanni* légendaire de Furtwängler, à l'*Elektra* de Mitropoulos, à la *Fuite en Égypte* dans les décors de Kokoschka ».

D'emblée, Gérard Mortier a l'intention de programmer le *Saint François d'Assise*, de Messiaen, dans une mise en scène digne de « ce monument du vingtième siècle », en coproduction avec Los Angeles.

ANNE REY

(1) NDLR : Claudio Abbado, choisi par la Philharmonie de Berlin comme successeur de Karajan, déclarait ne pas quitter pour autant l'Opéra de Vienne. Les négociations concernant son contrat berlinois se compliquent encore du fait de ses engagements financiers trop élevés et de la durée trop courte qu'il entend passer chaque année à Berlin : le modèle Karajan fait déjà des semaines (le chef autrichien s'était partagé entre Berlin et Vienne entre 1957 et 1965).

## La réouverture du Théâtre d'Anvers

L'Opéra flamand débute avec « Simon Boccanegra »

Gérard Mortier avait parié, l'hiver dernier, de remettre l'Opéra flamand sur les rails et de composer une saison lyrique pour le Théâtre d'Anvers renouvelé (*Le Monde* du 2 mars). C'est fait. Les travaux ont miraculeusement été bouclés en temps et en heure. Le réaménagement du cadre du théâtre, installation d'ascenseurs pour l'arrivée des décors, éclairages entièrement modernisés. Place au spectacle désormais.

L'orchestre a été très largement renforcé par des recrutements effectués prestissimo : quelques grands chanteurs, habitués de la Monnaie, n'ont pas refusé leur contribution. La chance s'en est mêlée puisque Peter Burian, chef de chœur à l'Opéra de Vienne à compter de 1991, s'est retrouvé en disponibilité : Mortier lui a proposé un intérim d'un an, à partir de septembre. Et l'on a assisté, mardi 17 octobre, à une « première » de *Simon Boccanegra* inspirée de la fresque surréaliste en ces lieux jusqu'alors quelque peu abandonnée des dieux. José Van Dam bouleversant de noblesse et d'humanité dans le rôle titre ; sous les traits sévères de Fiesco, un Malcolm King au sommet dans le prologue, remarquable ensuite ; la voix un peu lourde, l'intonation parfois incertaine de Barbara Madra en Maria — mais Mirilla Freni elle-même était sur ces gardes voici quelques années à Paris dans ce Verdi quasi wagnérien, longtemps ignoré des grandes scènes.

Le chœur ? Vedette de la soirée, souple, sévère, vivant, homogène pourtant. Le ténor ? Beaucoup moins célèbre que Cappuccini, dans un rôle réputé inaccessible aux

jeunes chanteurs. Bernardo Lombardo : un Français, comme son nom ne l'indique pas (mais est-ce son vrai nom ?). Émission un peu coincée dans le rôle mais legato, phrasé, nuances, puissances. Ce qu'on appelle d'habitude une révélation.

Époustouflante tournée où les jeunes — dans la fosse comme sur scène — font tout pour mettre au niveau des vétérans, ou les vétérans donnent le meilleur d'eux-mêmes pour un public sans traditions et sans prétentions : pour le plaisir d'être grand. Sylvain Carré, breffé sur le podium, a fait semblant d'oublier que les musiciens n'étaient pas ceux de la Philharmonie de Vienne — ni même ceux de la Monnaie — et, le menton bien train, a obtenu qu'ils décollent, qu'ils aient ce qu'il s'accrochent ou cahotent un peu parfois (les cordes plus que les bois, généralement bons). Les décors (Carlo Tommasi) sont ce qu'ils sont : entra de Chirico et carton pâte. La mise en scène de Gilbert Deflo bien préoccupée d'architecture et de symétries, alors que sa direction d'acteurs n'est pas à la hauteur. Une image un peu rigide, donc, mais une coïncidence joyeuse des forces : l'opéra dans le borieux.

A.R. Prochaines représentations de *Simon Boccanegra* : les 24, 27, 29 octobre et 1<sup>er</sup> novembre, 20 heures. La saison de l'Opéra flamand se poursuit à Anvers avec : *Tancredi*, de Rossini (novembre), *Ariane à Naxos*, de Strauss, l'*Infanta desha*, de Haydn, direction Kuitjen (1<sup>er</sup> au 11 février), *l'Orfeo*, de Monteverdi, direction Heereweghe (18-24 février). Tél : (19) 03-233-66-85.

### THÉÂTRE

#### Mort du comédien anglais

##### Anthony Quayle

Acteur et metteur en scène anglais, directeur de troupes, Anthony Quayle est mort le 20 octobre d'un cancer. Il était âgé de soixante-seize ans.

Sir Anthony Quayle — il avait été anobli en 1984 — a été un grand de la scène britannique, avait fait ses débuts au théâtre dans les années 30, et c'est lui qui, dirigeant le Shakespeare Memorial Theatre, a donné à Stratford-upon-Avon sa réputation internationale. C'est lui qui a reconnu le talent de Richard Burton, Robert Shaw, Rachel Roberts, entre autres. C'est lui qui a amené à Stratford les John Gielgud, Ralph Richardson, Laurence Olivier, avec qui on a pu le voir à Paris dans le mémorable spectacle de Peter Brook, *Thus Spoke*.

Avec sa carrure physique et mentale, Anthony Quayle ne pouvait être oublié par le cinéma. Il a tourné avec Laurence Olivier dans son adaptation de *Hamlet* en 1948, mais surtout dans les *Canons de Navarone*, dans *Lawrence d'Arabie*, *l'Incompris* de Comencini, entre autres.

Pendant la seconde guerre mondiale, il avait combattu sur le front d'Albion et la guerre lui a inspiré deux romans : mais, en bon Anglais, c'est toujours le théâtre qui est resté sa passion.

L. B.

## DANSE

### Danat Danza

Entre des murs de bois ciré, un cube de planches, une forme métallique qui ressemble à un totem suspendu à un mât, deux hommes, trois femmes, quatre couples de chiffon bleuté : Danat Danza, compagnie chorégraphique de Barcelone, est à Paris.

Le groupe existe depuis 1984, et selon le programme, s'est inspiré pour son spectacle des traditions de la province de León, où, dit-on, aux fêtes villageoises, les danseurs n'exécutent certaines figures — soulever leur cavalière, par exemple — qu'après avoir reçu un pourboire. On bien, jouant les taurins, comme les filles, ils ont le droit de les « piquer ».

C'est dire que les relations hommes-femmes sont des rapports de forces, des combats qui enlèvent la tendresse. La plupart du temps, garçons et filles s'affrontent sans se mêler, et même quand ils s'embrassent, c'est avec une vitalité colérique, avec force et gravité.

Les épisodes sont entraînés par une musique frappante, signe et rythme. Les séquences se répètent, se répètent sans se ressembler, comme les jours qui passent, comme alternent vitalité et lassitude, désir et regrets. La danse est faite de nervosité maîtrisée. Garçons et filles tiennent la distance sans fléchir, sans perdre un instant leur grâce animale.

COLETTE GODARD

Théâtre de la Ville, 21 octobre, à 18 h 30.





# AGENDA

## TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi et du dimanche-matin. Signification des symboles : P Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; F Film à vision ; O On peut voir ; N Ne pas manquer ; C Chef-d'œuvre en classique.

### Samedi 21 octobre

**TF 1**  
20.45 Variétés : Surprises sur prise.  
22.05 Magazine : Ushuels.  
23.05 Magazine : Formule sport.  
0.05 Journal.

**A 2**  
20.35 Variétés : Champs-Élysées.  
22.35 Série : Clémence Aletti.  
23.30 Journal.  
23.45 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche.

**FR 3**  
20.35 Championnats du monde d'orthographe.  
22.10 Journal.  
22.35 Magazine : Le divan.  
23.30 Magazine : Musicales.  
23.55 Magazine : Sports 3.

**CANAL PLUS**  
20.30 Téléfilm : L'orgueil d'un homme.  
22.00 Documentaire : Der Robinson.  
22.35 Sport : Football.  
0.40 Cinéma : La Chose à deux têtes.

**LA 5**  
20.40 Téléfilm : L'évasion.  
22.20 Série : Le voyageur.  
22.50 Magazine : Samedi foot.  
22.55 Téléfilm : Comment tomber un milliardaire.  
0.05 Journal de minuit.  
0.05 Comment tomber un milliardaire (suite).

**M 6**  
20.30 Téléfilm : On ne joue pas avec le feu.  
22.05 Téléfilm : Calibre 38.  
23.20 Six minutes d'informations.  
23.25 Magazine : Club 6.  
0.25 Feuilletton : Splendeurs et misères des courtyanes.

**LA SEPT**  
20.30 Théâtre : Crime et Châtiment.  
22.30 Documentaire : Histoire parallèle.  
23.15 Documentaire : Jazz soulless collection.  
23.25 Documentaire : Travailler à domicile.  
23.30 Documentaire : Voyage au pays des francs-maçons.  
De Serge Mont.

### Dimanche 22 octobre

**TF 1**  
13.20 Série : Un fil dans la mafia.  
14.15 Série : Rick Hunter.  
15.10 Variétés : Mondo Dingo.  
15.40 Tiers à Longchamp.  
15.55 Série : Vivement lundi.  
16.20 Dessins animés : Disney parade.  
17.35 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?  
18.05 Magazine : Téléfoot.  
19.00 Magazine : 7 sur 7.  
20.00 Journal.  
20.35 Cinéma : Les Mariés de l'an II.  
22.20 Magazine : Ciné-dimanche.  
22.30 Cinéma : L'intruse.  
0.05 Journal.

**A 2**  
13.20 Dimanche Martin.  
14.55 Série : Mac Gyver.  
15.50 L'école des fans.  
16.35 Série : Qui c'est ce garçon ?  
17.30 Documentaire : L'équipe Cousteau à la découverte du monde.  
18.25 Magazine : Stade 2.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal.  
20.35 Téléfilm : Coplan, le vampire des Caraïbes.  
22.15 Documentaire : Tati sur les pas de Monsieur Hulot.  
23.25 Journal.  
23.50 Soixante secondes.  
23.55 Sport : Gymnastique.

**FR 3**  
13.30 Forum RMC-FR 3.  
14.30 Expression directe.  
14.50 Magazine : Sports loisirs.  
17.03 Magazine : Montagne.  
17.30 Amuse 3.  
18.00 Série : L'agence.  
20.02 Série : Benny Hill.  
20.35 Documentaire : Optique.  
21.30 Magazine : Océaniques.  
22.05 Journal.  
22.30 Cinéma : le Portrait de Dorian Gray.

**CANAL PLUS**  
14.00 Magazine : contact.  
14.05 Téléfilm : Au-delà de la passion (1<sup>re</sup> partie).  
15.40 Série : Bergeret.  
16.35 Variétés : Pierre Desproges se donne en spectacle.  
17.30 Série : Mister Gun.  
18.00 Cinéma : Arizona junior.  
19.35 Dessins animés : Ca cartoon.  
20.30 Magazine : Tranches de l'art.  
20.35 Cinéma : Les Gens de Dublin.  
22.05 Sport : Cyclisme.  
23.35 Cinéma : L'affaire d'une nuit.

**LA 5**  
13.30 Téléfilm : L'ultime voyage.  
14.55 Feuilletton : Les héritiers (rediff.).  
17.00 Magazine : Télé-matiches dimanche.  
18.00 Série : Riprida.  
18.50 Journal Images.  
19.00 Série : Supercopier.  
20.00 Journal.  
20.35 C'est l'histoire d'un homme.  
20.40 Cinéma : le Bounty.  
23.00 Magazine : Ciné Cinq.  
23.10 L'ultime voyage (rediff.).  
0.00 Journal de minuit.

**M 6**  
13.20 Série : Madame est servie (rediff.).  
13.50 Série : Les têtes brûlées.  
14.40 Série : Clair de lune.  
15.25 Série : Espion modèle.  
16.10 Série : Brigade de nuit.  
17.00 Divertissement : Trop tard pour la sieste.  
17.30 Série : Les années coup de cœur.  
18.00 Informations : M 6 express.  
18.05 Variétés : Top of the pops.  
18.30 Trop tard pour la sieste (suite).  
19.00 Magazine : Culture pub.  
19.30 Série : Roseanne.  
19.50 Trop tard pour la sieste (fin).  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Cinéma : Duel.  
22.10 Magazine : Sport 6.  
22.20 Capital.  
22.30 Cinéma : le Commando suicide.

**LA SEPT**  
15.55 Méthode Victor : allemand et espagnol.  
16.30 Série : L'esprit des lois (4).  
De Pierre Dumayet et Pierre Lamaison.  
17.30 Danse : Histoire du soldat.  
Série de J. Kylan, musique d'Igor Stravinski.  
Documentaire : Igor Stravinski.  
De Tony Palmer.  
19.30 Magazine : Club sans nom.  
De Jean-Marc Terrasse et Martin Meissonnier.  
20.30 Cinéma : Cinq soirées.  
Film scénarisé de Nikita Mikhalov (1978).  
22.15 Film d'animation : les Têtes à la recherche de leur mère.  
22.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (7).  
De Denis Darnier.  
23.00 Documentaire : Préfèces (3).  
De Jean-André Fieschi.  
23.30 Feuilletton : Moravagine (3<sup>e</sup> épisode).  
De Philippe Pliard.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5114

#### HORIZONTALEMENT

I. N'oubliez pas le passé. Remplit des vases. — II. Très bonne formation. Est de glace. — III. Utile à des gens d'expérience. Amène un changement de direction. Élément d'une longue chaîne. Fait du feu. — IV. Des hommes qui sont d'attaque. — V. Qui a donc entraîné une séparation de corps. A le charme des grecques. Cité pré-romaine. — VI. Donne de plus ou moins bonnes récoltes. Reçoit individuellement. — VII. Va bien avec le précédent. Gros temps. Cause des séparations. — VIII. Fait le point. cherche sans doute à tuer le taon. Conjonction. — IX. Sautille dans le jardin. Indispensable à certaines vies. — X. Hôtes indésirables. Font des tas. — XI. N'est pas toujours bon à prendre. Fera entrer le précédent. A beaucoup joué. — XII. Attendant des sommets. Évite le recul. Blanc s'il est commun. — XIII. Qui s'emportent facilement. Fait en glissant. Participe. — XIV. Enlever le haut. Offrir au monde. — XV. Tel le dindon de la farce. Un certain trouble. Donc mieux compris.

#### VERTICALEMENT

1. Donne à des tireurs l'occasion de chasser. A des tuyaux. — 2. Va aux fraises. Fit le guide. — 3. On y vit la nuit. Fait un cercle. — 4. Conjonction. A un gros copain. De quoi être bien attrapé. — 5. Finit par voir tout en noir. Préfixe. Ne reste pas dans l'ombre. — 6. Terrain d'action pour un héros de Delefos. Permet à certains de jouer un rôle. Lettre grecque. — 7. Est au-dessus de l'eau. Quartier de Roanne. Se font souvent mettre le nez dessus. — 8. Sa fin est programmée. Met dans la mille. Sont à suivre. Note. — 9. A le corps aplati. Longues durées. — 10. Reste en tête. Lui, il n'est pas dans la course. — 11. Adverbe. On le fait plier. Poète de jadis. — 12. Moyen de protection. Pronom. Élément d'un troupeau. — 13. Va à la ligne. Fonds pour culottes. N'est pas à dire devant tout le monde. — 14. Se fait donner plus d'un coup de poigne. Abri de montagne. Bons pour le service. — 15. Se laisse trahir par son appétit. Poussent à faire des cérémonies. Sans doute.

### Solution du problème n° 5113

#### Horizontalement

I. Fredaines. — II. Levure. Vu. — III. Atèle. Rai. — IV. Ni. Jase. — V. Caricature. — VI. Hi. Nape. — VII. Éric. Eude. — VIII. Recol. Sen. — IX. Sa. Isère. — X. Rani. Mu. — XI. Trésorier.

#### Verticalement

1. Flancher. Ut. — 2. Rédaire. — 3. Eve. Isère. — 4. Dulcinée. As. — 5. Are. Ca. Lino. — 6. le. Jups. Sir. — 7. Rôleuse. — 8. Evase. Derrme. — 9. Suie. Gèneur.

GUY BROUTY

## CARNET DU Monde

### Décès

— M. et M<sup>me</sup> Tullio Attias, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Sylvain Smadja, leurs enfants et petits-enfants. Les familles parents et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Louise DIEGNÉ, née Djerbi.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Paris (porte principale), le lundi 23 octobre 1989, à 14 heures.

La famille ne reçoit pas.

— Ses enfants et petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Colette EGRE,

surnée le 18 octobre 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 23 octobre, à 14 h 15, en l'église Saint-Louis de Gerches (Hauts-de-Seine).

— M<sup>me</sup> Hervé-Michel Gerbaud, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Dominique Gerbaud et M. et M<sup>me</sup> Alain Gerbaud et Carole, ses enfants et petits-enfants, les familles Voyer, Selvimien, Charvet, Dupin, Maître, Morand et Gommie-Charles. Et ses amis, M<sup>me</sup> Veron, les familles Brutin, Girard et Raffin, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Hervé-Michel GERBAUD, ingénieur civil des Mines de Paris, surnée le 28 septembre 1989, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques ont été célébrées le 30 septembre, en l'église de Garat, dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Brousse, 16410 Garat.

— M<sup>me</sup> Marie Neveu, son épouse, Ses enfants, Marie-Thérèse, Pierre, Marc, Bernadette. Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. André NEVEU, surnée le 19 octobre 1989, à La Farède (Var), dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 23 octobre, à 10 h 30, en l'église de La Farède (Var), suivie de l'inhumation au cimetière de la commune.

— Tassin. Bordeaux. Lyon. Brest. Hélène et Lionel Vieilly, Cécile et Marie-Noëlle Thouron, Annie, Olivier et Stéphanie Thouron, Marie-Thérèse Marques, née Thouron, La famille et les amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Paul THOURON,

brutalement survenu à l'âge de cinquante ans, le 18 octobre 1989.

Cérémonie religieuse en l'église Saint-Joseph de Tassin-la-Demi-Lune, lundi 23 octobre 1989, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille remercie par avance ceux qui, par leur présence ou par leurs marques de sympathie, auront pris part à sa peine.

### Anniversaires

— La réunion annuelle à la mémoire de nos chefs

Robert GAMZON, Edmond FLEIS, Henri SCHILLI, André KISLER et de tous nos camarades disparus aura lieu le jeudi 26 octobre 1989, à 19 heures au siège des EEIF, 27, avenue de Séguir, Paris-7.

— Le 22 octobre 1970, il y a dix-neuf ans, disparaissait

SAMSON FRANÇOIS.

« En notre cœur, il reste toujours présent. »

— Il y a sept ans qu'est morte

Elisabeth WEINER.

Ceux qui l'aimaient se souviennent.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 20 octobre :

### UN DÉCRET

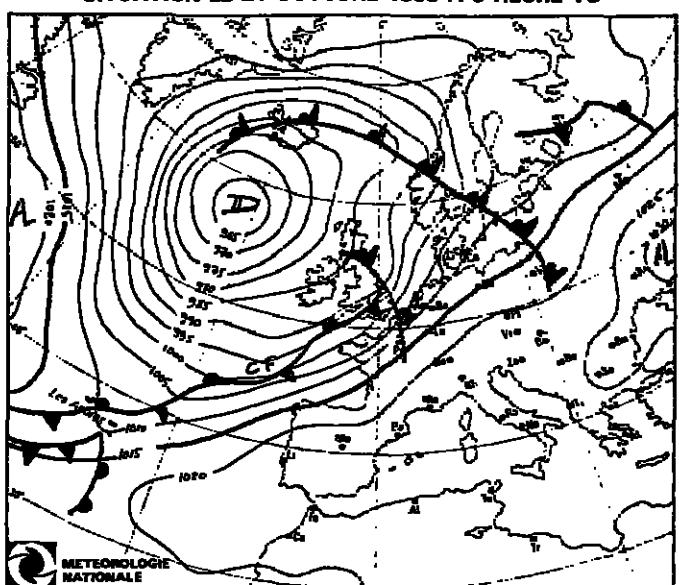
● N° 89-762 du 16 octobre 1989 modifiant le décret n° 70-708 du 31 juillet 1970 portant application du titre I<sup>er</sup> et de certaines dispositions du titre II de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe.

### UN ARRÊTÉ

● Du 16 octobre 1989 portant approbation d'un règlement relatif à la qualification des médecins.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 21 OCTOBRE 1989 À 0 HEURE TU



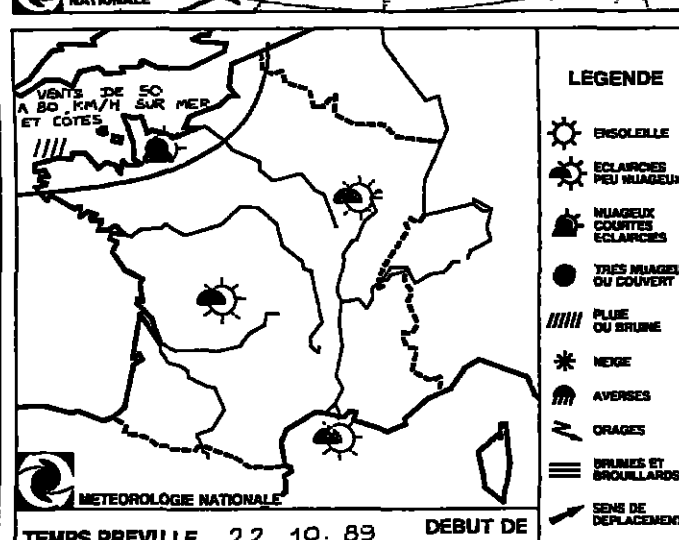
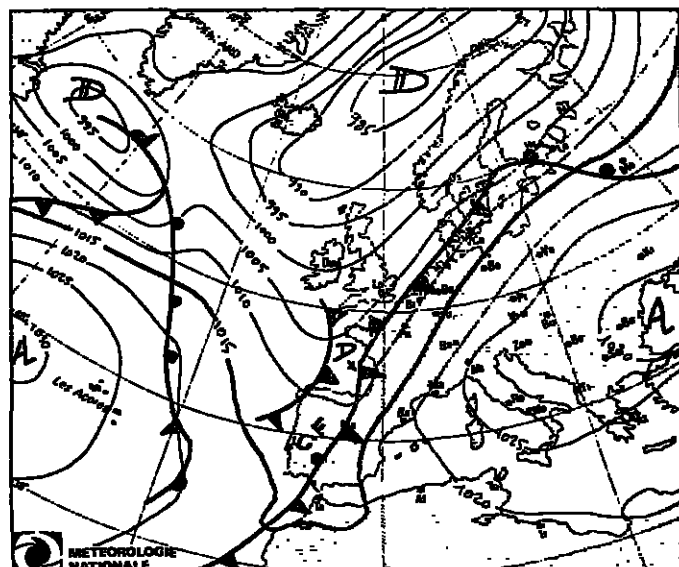
Evolution probable du temps en France entre le samedi 21 octobre à 0 heure et le dimanche 22 octobre à 24 heures.

Un anticyclone, centré sur l'est de l'Europe, freine la progression des perturbations atlantiques. La France sera encore sous l'influence d'un courant de sud-ouest s'orientant au sud-sud-ouest, et ce n'est vraiment que dimanche que le Nord-Ouest sera touché.

Dimanche : chaud et ensoleillé, arrivées de pluie en Bretagne.

Le matin, de la Bretagne à la Normandie, au Nord, le ciel sera très nuageux. Sur le reste de la France, peu de nuages. En cours de journée, seule la Bretagne et la pointe du Cotentin resteront sous un ciel très nuageux et, dès l'après-midi, on pourra avoir quelques pluies sur la Bretagne. De la côte Breque au Limousin jusqu'au Nord, le soleil sera voilé par des passages nuageux. Sur le reste du pays, c'est le soleil qui prédominera. Cependant, sur le Languedoc-Roussillon, le ciel peut être gris le matin, cette grisaille, étant ramené par les vents marins, disparaîtra au cours de l'après-midi. En fin de journée, les nuages qui couvraient la Bretagne, touchant la Poitou-Charentes et la basse Normandie et les pluies se renforceraient sur les côtes.

### PRÉVISIONS POUR LE 23 OCTOBRE 1989 À 12 HEURES TU



TEMPS PRÉVU LE 22. 10. 89 DEBUT DE MATINÉE

### TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 20-10-1989 à 6 heures TU et le 21-10-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOUTES	17	15	D	LOS ANGELES	32	17	N
ALGER	21	11	C		TOULOUSE	20	12	C
MARSEILLE	22	18	N		POINTE-AUDRE	32	23	D
BORDEAUX	19	14	N		ÉTRANGER			
NANTES	18	13	N		ALGER	25	12	N
BOULOGNE	15	15	P		AMSTERDAM	15	12	C
CAEN	17	15	P		ATHÈNES	22	13	C
CHERBOURG	15	13	P		BANGKOK	29	25	N
CLEMONTE-FE	17	12	D		BARCELONE	23	13	C
REIMS	18	8	D		BEIRUT	18	8	C
LYON	15	10	D		BRUXELLES	6	5	D
MARSEILLE	18	11	N		LE CAIRE	35	16	D
NANCY	15	12	C		COPENHAGUE	14	9	C
NANTES	19	16	N		DAKAR	40	26	D
NICE	19	13	C		DELHI	33	18	N
PARIS-MONT	17	15	N		DIENBA	27	21	D
PAU	22	10	N		GENÈVE	14	11	C
PERPIGNAN	20	11	C		HONGKONG	25	22	N
RENNES	16	16	P		ISTANBUL	17	10	P
STRASBOURG	18	10	D		JERUSALEM	17	12	D
					LESONNE	21	13	B
					LONDRES	17	13	P

A = averse, B = brume, C = ciel couvert, D = dégel, N = nuageux, O = orage, P = pluie, T = tempête, \* = neige.

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RÉGIONS

Sur le site d'une ancienne centrale d'EDF

## Une friche modèle dans les Landes

Les services du conseil général des Landes vont s'enrichir d'une direction du tourisme. Son animateur, dont le nom n'est pas encore connu, devrait être, selon l'expression d'Henri Emmanuelli, député PS et président de l'assemblée départementale, un « monteur de projets ». L'un des premiers dossiers sur lequel il aura à exercer son imagination sera celui du site d'Arjuzanx.

Dans l'épaisseur de la forêt landaise, aux deux tiers du chemin entre Bordeaux et Bayonne, une clairière insolite de 2 700 hectares. Ce désert de terre grise, bosselé de tumulus chauves, criblé de centaines de cratères que les pluies ont transformés en autant de lacs et d'étangs, est si vaste qu'il fait une tâche blanche sur les photos prises par satellite. Ici, depuis trente ans, EDF exploite une mine de lignite à ciel ouvert. Une centrale, bloc rouge de cinquante mètres de haut accosté de cheminées et de tours de refroidissement, tourne encore.

En 1992 ce monstre technologique, dont la rentabilité a toujours été douteuse, s'endormira à jamais. Déjà un troupeau d'excavatrices géantes, construites par Krup, roule dans la bryère en attendant le chalumeau des ferrailleurs. Le complexe d'Arjuzanx

est, comme vingt autres centrales thermiques, l'une des victimes du programme nucléaire, de ses kilowattheures surabondants et bon marché. Mais c'est celui dont la fermeture menace de provoquer les dégâts les plus dévastateurs.

À la fin des années 60 la mine et la centrale étaient tombées comme un aérolithe doré sur quatre communes de ce canton rural : Arjuzanx, Morcenx, Rion-les-Landes et Villeneuve. Après le choc des expropriations et la disparition d'une cinquantaine de fermes, la localité la plus importante — Morcenx, 5 000 âmes — reçut comme une manne les 600 employés d'EDF, leurs 420 pavillons neufs (le quart des logements de la commune) et les millions des taxes et redevances (50 % des ressources communales). Sans parler des nouveaux venus entrant au conseil municipal, animant les associations et remplaçant les écoles de leurs enfants.

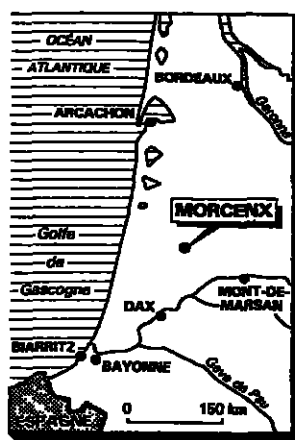
Que restera-t-il dans trois ans de ce fonctionnement vivifiant ? Des carcasses de machines, des bâtiments fantômes et la plus vaste friche industrielle d'Europe. Pour ce territoire des Landes le choc pouvait être fatal. Aggravé par la crise du charbon, EDF a décidé de faire son possi-

ble pour penser les plaies que son retrait occasionne au tissu naturel, économique et social du canton.

## Reconquérir la nature

Première tâche : permettre à la nature de reconquérir les espaces sacrifiés par les excavatrices tout en préparant de futures réalisations. Comme conseiller en génie écologique, EDF a fait appel à l'Office national de la chasse. Celui-ci a dépêché sur place Serge Avignon, un hydrobiologiste de trente-sept ans que ce travail de réhabilitation passionne. La totalité du site a d'abord été classé en réserve de chasse. Puis on a découvert dans l'impénétrable chaos des terres mouvantes 80 kilomètres de pistes : des bandes de tissu synthétique sur lesquelles on répand un lit de cailloux concassés. Pour maîtriser les eaux végétales, il a fallu creuser des dizaines de kilomètres de fossés, poser des buses, construire des trop-pleins. Les bulldozers de la mine ont été remis en route pour redessiner le paysage.

Pourtout, il faut donner un puissant coup de pouce aux végétaux. Serge Avignon a fait semer 120 hectares de prairies et planter un million d'arbres-pionniers.



Mais ce sont les étangs dont la récupération a posé le problème le plus ardu. Leur eau est tellement acide que toute vie y est interdite. Il faut donc y déverser des tonnes de chaux et de paille pour réenrichir la chaîne de vie : pourritures, animalcules, insectes aquatiques, poissons herbivores, espèces carnassières. Ecrevisses et brochets témoignent aujourd'hui du succès de la tentative.

Dans cette nature reconstituée, on pourra, demain, exploiter la forêt, nourrir du bétail, élever des poissons, cultiver en grand

des oignons à fleurs, observer le sauvage et pratiquer des sports de plein air, accueillir des touristes. Entamée en 1984, l'ensemble de la réhabilitation, qui s'étendra au total sur une douzaine d'années, coûtera à EDF 60 millions de francs.

## Retrouver des emplois

La seconde tâche que s'est assignée l'établissement public consiste à reconstruire le tissu économique et social. L'un des services EDF, la délégation aux implantations industrielles, a expédié à Morcenx un bétailant, Philippe Subra, trente-neuf ans, ingénieur de Supélec devenu chasseur d'entreprises. Son objectif, c'est de créer autant d'emplois que la fermeture de la centrale en supprimera : six cents. Il court la France, va même jusqu'en Espagne et au Portugal, et a déjà convaincu une douzaine d'entreprises qui occuperont demain 230 personnes. Le signe le plus spectaculaire de cette « reprise » est une usine flamboyante neuve qui dresse ses bâtiments multicolores dans la zone industrielle créée par la commune. On y moulera des panneaux de bois. Une fabrique de plastique, une chaudronnerie et une dizaine

d'artisans plus modestes s'activeront alentour. Il en a déjà coûté 20 millions à EDF et Philippe Subra est convaincu qu'en poursuivant cet effort, il gagnera son pari d'ici à 1992.

Reste à savoir qui, alors, assurera la gestion de l'immense site rendu à la nature ? Jusqu'ici, les quatre communes concernées ont été incapables de s'entendre pour étudier un programme cohérent de mise en valeur. Nombre d'aménageurs et d'investisseurs privés sont venus visiter Arjuzanx. Aucun de leurs projets n'a abouti. Henri Emmanuelli, le président du conseil général, semble avoir enfin compris que l'ancienne mine pouvait constituer un atout majeur dans l'aménagement de la grande Lande, jusqu'ici délaissée par la mission d'aménagement de la côte aquitaine, la Mica. Pas de morcellement, contrôle du site par la puissance publique, plan d'aménagement d'ensemble, appel aux investisseurs privés, tels sont les principes qui guideront son action.

Arjuzanx sera peut-être, dans dix ans, l'un des plus beaux sites naturels et le pôle d'activités le plus intéressant des Landes. A une condition : que les élus locaux prennent en main le destin de cette friche exemplaire.

MARC AMBROISE-RENDU

## CENTRE

## L'Europe de la formation

L'Europe de la formation se construit pas à pas. La commission franco-allemande, née de la convention signée entre les deux pays en 1980, vient de se réunir pour la première fois dans une capitale régionale, à Orléans, invitée par le conseil régional du Centre, que préside Maurice Donset (PR).

Les travaux de cette commission, constituée d'experts, ont pour but de définir des équivalences de diplômes et d'harmoniser les programmes éducatifs, afin de faciliter la libre circulation des hommes à partir de 1993. L'apprentissage est une tradition outre-Rhin. La RFA compte deux millions d'apprentis. En France, ils sont tout juste deux cent mille. Cela tient à l'histoire respective du système éducatif et de travail des deux nations.

Des échanges de jeunes en formation s'opèrent déjà depuis plusieurs années. Au total, en 1991, pas moins de dix mille jeunes auront bénéficié de stages dans l'un ou l'autre pays. Ces échanges ne concernent pas seulement les lycées techniques et professionnels. Dans le Centre, pour la première fois, au printemps prochain, aura lieu un échange entre des CFA (Centres de formation d'apprentis) de la région et des « écoles d'entreprises » qui assurent l'apprentissage en RFA.

## CHAMPAGNE-ARDENNE

## Les CCI main dans la main

Une stratégie commune est mise en place pour les CCI de Champagne-Ardenne. Les deuxièmes assises des chambres de commerce et d'industrie de Champagne-Ardenne, qui auront lieu à Troyes courant décembre, sont présentées comme « l'événement économique régional de l'année ».

Pour la première fois en France, expliquent les responsables de cette manifestation, qui réunira mille décideurs membres des CCI d'une même région — six en l'occurrence, — sans compter la chambre régionale, — s'élaboreront une stratégie commune pour les cinq prochaines années, fruit de longs mois de travail avec l'appui d'un cabinet conseil. Une stratégie qu'elles entendent faire partager largement tant aux chefs d'entreprise qu'aux cadres dirigeants et aux responsables politiques et administratifs des quatre départements.

Champagne-Ardenne a des atouts importants, analysent les CCI, mais souffre d'un certain retard. Pour le combler, il faut que les acteurs économiques définissent ensemble un projet crédible, volontaire, ancré sur l'analyse de la réalité et porté par tous. — Six

thèmes de travail ont été confiés à chacune des CCI : communication (CCI de Châlons-sur-Marne) ; conseils aux entreprises (Troyes) ; l'international (Reims) ; activités nouvelles (Charleville-Mézières) ; gestion des ressources humaines (Sedan) et développement économique des zones rurales (Saint-Dizier).

## LIMOUSIN

## L'économie régionale sur 36-16

36-16 ICCI : c'est toute la vie économique du Limousin et de Poitou-Charentes qui est depuis le début octobre sur minitel. Il s'agit selon les initiateurs de l'opération, d'une première en France : un réseau interactif qui maille l'ensemble de l'économie régionale.

Les deux régions sont reliées au sein d'une chambre régionale de commerce et d'industrie commune qui fédère ICCI (en Limousin : Limoges, Brive, Guéret, Tulle-Ussel ; en Poitou-Charentes : Angoulême, Cognac, Niort, Poitiers, Rochefort, La Rochelle). Ces onze partenaires ont mis en com-

mun leur potentiel télématique et informatique : 66 938 entreprises industrielles et commerciales ont été mises en mémoire (fabrications, chiffres d'affaires, effectifs, potentiels de production, responsabilités, etc.) ainsi que les données économiques générales. Une rubrique « Opportunités » double d'un message permet une recherche et un dialogue direct entre donneurs d'ordres et sous-traitants, vendeurs et acheteurs d'entreprises, de matériels, de locaux, de partenariats financiers, des offres et des demandes d'emploi.

Pour mettre en place ce réseau ICCI (coût : 1 million de francs) les assemblées consulaires ont bénéficié d'une intervention du Fonds européen de développement régional (FEDER) et d'aides régionales. Une trentaine de collaborateurs vont travailler au bon fonctionnement de l'ensemble et surtout à sa mise à jour permanente qui est la condition essentielle de son efficacité. Reste à promouvoir l'initiative, non seulement en Limousin-Poitou-Charentes (ce qui n'est pas évident dans un tissu où dominent les PME souvent traditionnelles) mais aussi dans l'ensemble de la France puisqu'il s'agit de « faire une région plus

forte » et en ouvrant son économie sur l'ensemble de l'Hexagone.

## MIDI-PYRÉNÉES

## Banque nouvelle

La Banque populaire du Quercy et de l'Agenais (BPQA) qui emploie 400 personnes dans les départements du Lot et du Lot-et-Garonne vient de réussir une première dans le milieu bancaire. Pour transformer son agence d'Agen, elle a fait appel au père du merchandising en France, Alain Weilhoff. Il a conçu l'espace presque comme une grande surface commerciale avec différentes zones d'accueil, d'information, d'automates, un forum. Des zones dites confidentielles ont également été aménagées pour accueillir des clients qui veulent déposer de l'argent ou s'informer sur des possibilités de placements, de crédit etc.

De multiples études avec le personnel et la clientèle — plus de 5 000 clients passent chaque mois dans l'agence d'Agen de la BPQA — ont précédé la mise en chantier de cette petite « révolution » bancaire qui aura pris dix-huit mois et coûté 7 millions de francs.

## NORD-PAS-DE-CALAIS

## L'érosion industrielle

Les entreprises industrielles du Nord-Pas-de-Calais ont subi en 1988 une érosion de leurs effectifs plus importante que l'année précédente, alors qu'elles intensifiaient leurs efforts d'investissements et réduisaient leur endettement, selon une étude publiée récemment par la Banque de France Nord-Pas-de-Calais.

En 1988, 3 151 emplois ont disparu (soit une baisse de 2,3 % contre 1,6 % en 1987), selon cette étude, qui porte sur l'examen des comptes de 856 entreprises régionales employant plus de 132 000 personnes dans cinq branches d'activités.

La branche la plus touchée est celle des biens de consommation, en raison, pour une large part, des difficultés du secteur textile. Les suppressions d'emplois ont été moins nombreuses dans les PME. Dans le même temps, la productivité par salarié a progressé dans toutes les branches, indique la Banque de France.

## BASSE-NORMANDIE

## Le CNRS à Caen ?

Dans le cadre de la réorganisation administrative du Centre national de la recherche scientifique, René Garrec, président du conseil régional (UDF-PR), a proposé que le siège régional normand soit implanté à Caen. Il offre au CNRS l'affectation gratuite de locaux à l'Abbaye-aux-Dames et, avec l'aide de la ville de Caen et du département du Calvados, la mise à disposition de matériels informatiques pour un montant d'1 million de francs.

Le président de la région souhaite qu'une décision positive sur ce dossier soit prise avant la fin de l'année. Selon René Garrec, « une telle mesure serait une juste récompense des efforts entrepris par la Basse-Normandie en faveur de la recherche, et une reconnaissance de la qualité de ses nombreux laboratoires, propres ou déjà associés au CNRS. Elle conforterait en outre la position de la capitale bas-normande sur la carte de la recherche française ».

## HAUTE-NORMANDIE

## Un nouvel estuaire pour Criel

Le conseil général de la Seine-Maritime étudie la possibilité de créer un véritable estuaire artificiel à Criel, une station balnéaire proche de Dieppe, pour pallier la disparition des galets qui protégeaient la plage des assauts de la mer avec pour conséquence, après chaque tempête, l'inondation de la vallée en fond de laquelle coule la rivière Yères.

Les spécialistes s'accordent pour rendre l'homme responsable de cette situation alarmante. En un siècle, près de la moitié des 5 millions de mètres cubes de galets du littoral caennais du Havre au Tréport ont été extraits pour alimenter les chantiers de construction locaux ou les fabricants de céramique. Avec l'aménagement du port de Dieppe, des centrales nucléaires de Paluel et Penly, les galets ont en outre stoppé leurs migrations sous l'effet du courant.

A Criel, la configuration du site rend possible l'ouverture de la vallée à la mer et la constitution d'un véritable estuaire débouché de l'Yères. La plage de galets actuelle disparaîtrait, remplacée par un nouveau milieu naturel plus riche que le précédent et doté de deux plages de sable. Un tel aménagement coûterait environ 60 millions de francs. Le conseil général de Seine-Maritime sera le pilote de l'opération.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Alain AUBINET, Edouard RANZET, Georges CHATAIN, Jean-René LORE, Didier LOUIS, Pascal MONNIER.

Coordination : Jacques-François SIMON.

## Une enquête d'un psychiatre varois

## Le syndrome du cambriolé

Nouveau venu sur le marché psychiatrique, le « syndrome des cambriolés-vandalisés » vient d'être mis en évidence par le docteur Christiane Lacombe-Mestas, neuropsychiatre à Hyères, dans le Var, qui a présenté le résultat de ses recherches devant les neuf mille participants du huitième congrès mondial de psychiatrie réuni à Athènes du 12 au 18 octobre.

C'est après avoir été, elle-même, en juillet 1988, victime d'un cambriolage que cette praticienne s'est livrée à une enquête portant sur trois cents autres personnes ayant été vandalisées ou cambriolées. « Cela m'a permis de comprendre mes réactions et mes angoisses », dit-elle. Elle a rencontré des personnes de tous âges (de dix à quatre-vingt-dix ans) et de tous milieux économiques et sociaux, qui lui ont rapporté certaines exactions confinant parfois à la barbarie. Ainsi de cette octogénaire qui a retrouvé son chien, unique compagnon de ses vieux jours, dans son congélateur ou de cette autre victime qui ne parvient toujours pas à comprendre pourquoi les cambrioleurs se sont acharnés sur des lettres, photos et autres objets sans valeur, dilapidés avec une minutie sordide.

Au sortir de ses enquêtes, cette neuro-psychiatre a été

frappée par une constante revenant chez la plupart des gens interrogés (plus de 70 % des cas). « Ces victimes, explique-t-elle, font passer au second plan le préjudice pécuniaire, même quand il s'agit de personnes très modestes. Par contre, elles sont révoltées par ce qu'elles appellent généralement un « viol » : celui de leur passé, de leurs souvenirs ou de leur vie privée. Comme le dit une vieille dame : « Ils ont tué mon passé ».

De manière plus générale, le Dr Lacombe-Mestas a dégagé de son étude trois types de syndromes qui peuvent se manifester de manière indépendante ou, plus fréquemment, par une conjugaison exorbitante certains maux ou rendent soins et diagnostics particulièrement difficiles.

Certes, les symptômes cardio-vasculaires sont les plus courants et évidents ; ils se manifestent par la classique « état de choc » pouvant se traduire par une syncope ou une poussée d'hypertension artérielle observable notamment chez les sujets hypertendus. On note parfois des crises cardiaques nécessitant une hospitalisation prolongée.

Des troubles digestifs apparaissent également chez bon nombre de cambriolés. Nausées,

vomissements et diarrhées sont les plus courants dans certains cas, apparaissent aussi des phénomènes d'anorexie avec une insappétence totale pouvant se prolonger durant 72 heures.

Enfin, le docteur Lacombe-Mestas a relevé « des troubles neuropsychiatriques d'autant plus nombreux qu'ils peuvent dériver d'un médecin traitant orientant son diagnostic en fonction de la symptomatologie habituelle de son patient, sans prendre en compte un cambriolage qui est vieux de plusieurs mois mais dont les séquelles ou répercussions peuvent se manifester par des angoisses cardiaques, digestives, des signes dépressifs francs allant de simples crises de larmes à des idées suicidaires avec ou sans passage à l'acte ».

## Séquences profondes

Les cambriolés sont souvent tous sujets à des insomnies, des cauchemars nombreux et fréquents, des anxiétés se manifestant notamment à l'approche de la nuit et à chaque retour à l'endroit cambriolé. « Tout cela est en rapport avec un sentiment de peur et de totale insécurité se manifestant souvent par cette « boule dans la gorge » que l'on connaît dans les moments d'intense angoisse ».

Ce qui paraît grave au docteur Lacombe-Mestas, c'est que « ce syndrome ne s'atténue que progressivement et ne disparaît qu'au bout de deux ans... en laissant des séquelles qui seront particulièrement préjudiciables dans l'épanouissement psychologique d'un adolescent ou la pathologie d'un adulte. » « Il est difficile, estime-t-elle, de chiffrer le prix de revient de ce syndrome et de ses conséquences. C'est très souvent supérieur à celui du cambriolage... » Le Dr Lacombe-Mestas a transmis son étude au président de la République auprès duquel elle a regretté que « les malfrats soient la plupart du temps libérés quand les victimes ont le sentiment de vivre dans un univers carcéral. » Cela ne veut pourtant pas dire qu'elle souhaite qu'on fasse appel à la seule répression. Elle estime que son étude pose un problème de société plus profond car « le traitement de ce syndrome est purement symptomatique, mais il devrait être prophylactique en permettant de trouver pour les responsables de ces agressions des peines efficaces » comportant notamment une recherche sur le façon de les réinsérer dans la société.

JOSÉ LENZINI

هنا من الادر



# ÉCONOMIE

Les revendications salariales dans la fonction publique

## Les négociations entre M. Bérégovoy et les syndicats des finances sont dans l'impasse

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, et les syndicats des finances n'ont pu trouver un accord, le vendredi 20 octobre, pour mettre un terme au conflit qui perturbe sérieusement depuis cinq mois le fonctionnement de cette administration. La négociation, qui avait débuté vendredi à 14 heures, a pris fin samedi peu après 0 h 30 sans que les par-

ties aient pu parvenir à un compromis. La proposition de M. Bérégovoy, qui aboutit à revaloriser de 315 F par mois le traitement des agents, a été jugée insuffisante par des syndicats pour la plupart plus enclins à la fermeté qu'au compromis après le succès de leur manifestation nationale de jeudi.

La proposition de départ de M. Bérégovoy consistait à créer une « mesure indemnitaire de technicité » de 220 F par mois, ce qui représentait un « coup de pouce » de 120 F par rapport à la prime proposée le 5 septembre dernier. Début, les syndicats rappellent

qu'une telle mesure est bien loin des 700 francs (30 points d'indice) qu'ils réclament. Le ministre fait alors une double concession : la mesure indemnitaire (sous forme d'une prime exprimée en points d'indice) sera portée à 235 francs en moyenne, et surtout elle sera

soumise à des cotisations sociales afin d'être prise en compte dans le calcul de la retraite.

Cette ouverture ébranle quelques peu le front syndical. Il est alors 20 heures et désormais la négociation va faire du sur-place. « FO et la CGC font des efforts désespérés pour que les positions se rapprochent, mais les autres ne veulent rien entendre », soupire un proche du ministre, tandis que la CGT commente en direct, sur son réseau téléphonique, le déroulement de la négociation.

Les propositions de M. Bérégovoy varient peu jusqu'à la fin de la réunion. Le gouvernement propose en définitive une indemnité mensuelle de 250 francs à compter du 1<sup>er</sup> août (coût budgétaire : 540 millions de francs), assortie d'un « toilettage » de diverses primes existantes équivalant à 65 francs mensuels par agent. Pour préciser ce dernier point, M. Bérégovoy a invité les syndicats à rencontrer dès le samedi 21 octobre leurs directeurs centraux d'administration, mais la CGT a d'ores et déjà décliné cette offre.

Cela s'ajoute à diverses mesures relatives aux promotions et aux crédits de fonctionnement, ainsi qu'un assouplissement des retenuels sur salaire pour fait de grève. Les quelque 215 francs bruts mensuels supplémentaires accordés par rapport à la prime de 100 francs du 5 septembre représentent un coût de 464 millions de francs en année pleine. Globalement, les mesures proposées aux 180 000 agents des finances dépassent légèrement, en année pleine, le milliard de francs. Mais pour les syndicats c'est insuffisant.

JEAN-MICHEL NORMAND

Amorce de détente chez Peugeot

## La CFDT, la CFTC et FO appellent à la reprise du travail à Mulhouse

Après sept semaines de grève, les syndicats CFDT, CFTC et FO de l'usine Peugeot de Mulhouse ont décidé le vendredi 20 octobre d'appeler les salariés à reprendre le travail à partir de lundi. « On n'a pas voulu repartir au boulot à la sauvette, comme des voleurs. On a donc décidé de prendre nos responsabilités », explique un militant CFDT. « De toute façon, ajoute un de ses homologues de la CFTC, les gars nous ont dit qu'ils reprendraient lundi, quelle que soit notre décision ».

Depuis quelques jours, on sentait la lassitude gagner les grévistes mulhousiens. Ceux-ci ne pouvaient que constater la détermination de la direction à ne pas aller au-delà des mesures (salaire minimum porté de 5 000 à 5 400 F, intégration des primes dans le treizième mois, augmentation de la prime d'intéressement et attribution à tous de l'allocation de 500 F pour le lancement de la 605) accordées le 16 octobre, lors de l'unique séance de négociation, sans oublier la levée des sanctions. Privé de perspectives, le mouvement ne pouvait tenir. De plus, nombre de grévistes n'avaient plus les moyens financiers de faire grève. Quant aux collectes de solidarité organisés à leur profit, elles n'ont pas permis aux « Peugeot » de compenser des pertes de rémunération égales à un mois et demi de salaire. « Pour faire grève, il faut des gré-

vistes », a résumé M. Raymond Buchholzer (CFDT) devant l'assemblée générale.

Pour sa part, la CGT continue l'action et organisera lundi une manifestation à Sochaux. Et ensuite ? Les cégétistes restent évasifs et font encore mine d'espérer que l'ordre du jour de la réunion prévue lundi avec la direction pour la signature d'un nouvel accord sur l'intéressement pourra être modifié et que l'on y discutera des salaires. Néanmoins, la CGT évoque désormais « le recours à de nouvelles modalités de lutte ». D'ailleurs, elle ne s'offusque pas de la décision de la CFDT et de la CFTC. « Après sept semaines de grève ensemble, on ne va pas se taper dessus... ».

En revanche, le syndicat CFDT de Sochaux maintient son mot d'ordre de grève, tout en considérant que la décision des cégétistes de Mulhouse est « raisonnable ». « On ne peut pas cesser un mouvement qui, ici, est encore porté par de nombreux grévistes », estime M. Jean-Claude Graf, délégué central CFDT de Peugeot. Une attitude qui, murmurent certains cégétistes, sera remise en cause lundi. Il est vrai que l'usine de Sochaux ne s'est lancée dans la grève que plusieurs jours après celle de Mulhouse.

J.-M. N.

Accord interprofessionnel sur les conditions de travail. — La CFDT et la CFE-CGC ont approuvé, le 20 octobre, leur signature à un accord interprofessionnel d'orientation avec le CNPF sur les conditions de travail. La CFDT et FO pourraient donner une réponse favorable le 23 octobre, tandis que la CGT a rejeté ce troisième accord de « méthode ». Le texte recommande des négociations dans les branches professionnelles sur l'amélioration des conditions de travail, présentée comme « un élément déterminant de la modernisation des entreprises ». L'accord a été rendu possible après que le CNPF ait retiré un mémorandum figurant en annexe et demandant au gouvernement un allègement des charges sociales pour les accidents du travail. CNPF et syndicats se retrouveront le 31 octobre pour entamer la négociation sur le renouvellement de la convention de l'UNEDIC (assurance-chômage).

Trois-Suisses : 230 suppressions d'emplois. — La direction des Trois-Suisses, deuxième entreprise française de vente par correspondance a confirmé vendredi 20 octobre, lors d'un comité central d'entreprise, la suppression de 230 emplois, dont 123 licenciements selon des sources syndicales. Une « cellule de conversion » devrait proposer des solutions de reclassement à 70 % des 123 salariés licenciés.

PRÉCISIONS : les nouveaux beaux jours de l'industrie régionale. — Dans l'article intitulé « Les beaux jours de l'industrie régionale » (le Monde du 21 octobre), des erreurs de transmission ont déformé plusieurs phrases. Il faut lire, dans la bouche de M. Michel Delebarre : « La ville est d'ailleurs une entité économique... » (et non pas un « entité ») ; M. Jacques Chérèque a parlé des « territoires des étendues » (et non pas des « entités ») ; M. Jean-Pierre Balligand a mis en garde contre « un risque d'abandon spatial de la part de l'Etat ». Enfin le nouveau patron de la DATAR s'appelle Jean-Pierre Dupont.

INDUSTRIE

## Le maire de La Ciotat présente son propre projet d'aménagement des anciens chantiers navals

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le maire (PR) de La Ciotat, M. Jean-Pierre Lafont, a présenté le jeudi 19 octobre, son propre projet d'aménagement concernant le site des anciens chantiers navals de Normed, qui fait actuellement l'objet d'un litige entre le conseil général des Bouches-du-Rhône — favorable à une relance de la construction navale par la société américaine Lennar — et l'Etat, partisan d'une diversification des activités.

Il semble, en l'occurrence, que la contre-attaque de M. Lafont ait été concertée avec le ministre de l'Aménagement du territoire, M. Jacques Chérèque, que le maire de La Ciotat a rencontré très récemment.

Afin de disposer de la maîtrise foncière, le maire de La Ciotat a indiqué qu'il avait engagé deux procédures pour réintégrer les terrains privés de l'ex-Normed (11 hectares) et des immeubles de bureaux qu'elle louait à une société filiale de l'Intra-Bank dans lesquels la commune veut créer une cité administrative. « Ces deux décisions », a-t-il ajouté, « doivent être complétées par une désaffectation des dépendances du domaine public maritime, d'une surface d'environ 30 hectares, que l'Etat avait mis à la disposition du département des Bouches-du-Rhône dans le cadre d'une autorisation d'outillage privé avec obligation de service public ». Selon M. Lafont, la liquidation judiciaire de Normed, intervenue le 27 février 1989, équivaut, en effet, à une « désaffectation de fait ». Mais tout projet de diversification passant nécessairement, au moins

pour partie, par une nouvelle affectation il est nécessaire que l'Etat prenne une décision formelle de désaffectation lui permettant, en tant que propriétaire, de « recouvrer l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés ». En clair, il s'agit d'enlever tout moyen d'action au conseil général des Bouches-du-Rhône, présidé par le sénateur socialiste, M. Louis Philibert.

### Trois pôles pour mille emplois

Le projet d'aménagement du site présenté par M. Lafont s'inscrit dans un schéma d'ensemble d'aménagement de la ville dont l'étude a été confiée à deux grands architectes, le Catalan Ricardo Bofill et le Marseillais André Stern. Le programme s'articule autour de trois pôles : un pôle comprenant notamment un chantier naval de grande plaisance, une gare maritime et un port de plaisance ; un pôle technologique accueillant des activités liées à la mer et à la plaisance ; et un pôle loisirs comportant principalement un espace aquariarium, un centre d'exploration sous-marine et un musée de la mer. S'ajoutent des logements et des commerces ainsi que plusieurs autres éléments, dont un centre de thalassothérapie, un centre de congrès avec hôtellerie et un centre de recherche et de formation. Le maire de La Ciotat a indiqué que ce projet représentait, à terme, la création d'un million mille emplois s'ajoutant à un million d'autres créés ou prévus d'ici à fin 1991 sur la zone d'entreprises de la commune (qui devrait faire l'objet d'une extension).

GUYPORTE

## Circulez y a rien à dire !

Les policiers satisfaits... mais muets

M. Pierre Joxe négocie en secret. Recevant, jeudi soir 19 octobre, durant près de trois heures, les représentants syndicaux de la police pour leur annoncer les grandes lignes de son prochain budget, il leur a recommandé de rester « sobres » en sortant de la séance, c'est-à-dire de ne pas révéler à la presse les mesures projetées en faveur des personnels. Aucun des syndicalistes présents ne s'est élevé contre cette recommandation ministérielle. Après la réunion, M. Pierre Joxe a invité ses hôtes à partager son repas devant un buffet. Lorsque, plus tard, chacun est sorti du ministère, l'heure des journaux télévisés était largement dépassée...

La plus savoureuse est que les syndicats ont respecté grosso modo les consignes de discrétion, s'abstenant de détailler les avantages salariaux obtenus après plusieurs mois de négociations. Si M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP, s'est contenté d'un laconique : « Nous avons un peu gagné dans le bas et un peu gagné dans le haut », M. Gérard Boyer, dirigeant de l'Union des syndicats catégoriels (USC), organisation peu suspecte de sympathie avec le pouvoir socialiste, a motivé ses silences par un délectable : « On ne voudrait pas gêner le ministre par rapport à d'autres secteurs de la fonction publique ». Quant au syndicat des commissaires, il a, lui aussi, reconnu que les « négociations qui se mènent un

peu partout » l'empêchaient, pour le moment, de commenter le prochain budget de son ministère.

### Une situation paradoxale

Car telle est en effet la principale raison de ces négociations secrètes : à l'heure où MM. Bérégovoy et Chirac se collectent tant avec les agents des impôts qu'avec les députés qui discutent du budget, l'annonce prématurée de concessions salariales accordées aux policiers pourrait gêner le ministre des finances et son ministre délégué, qui préparent le poêle des contraintes pour résister aux demandes de leurs personnels. Ce qui, par contrepoint, pourrait remettre en cause certains des avantages tout fraîchement acquis par les policiers. M. Joxe a donc réclamé la discrétion, plaçant ainsi les syndicats policiers dans une situation paradoxale : alors que la campagne électorale pour les élections professionnelles dans la police est déjà lancée, ils ne sont pas autorisés à faire état de leurs succès, qui constituent pourtant un argument de propagande.

La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) demandait pour ses troupes une augmentation mensuelle de l'ordre de 800 francs. Il semble que, par le biais de différentes primes liées notamment aux

nouvelles qualifications professionnelles acquises, l'on soit aujourd'hui proche de 500 francs. Ce qui ne fait pas l'affaire de l'USC, se révèle, qui s'est plaint, vendredi, au cours d'une conférence de presse, du « saupoudrage des primes qui avantage les uns en oubliant les autres ». Selon l'USC, en effet, le budget de 1990 est « un budget de division », qui ne tient pas compte des spécificités de chaque corps de la police nationale et qui exprime « en filigrane les projets de fusion des différents corps », perspective qui n'enthousiasme pas l'USC.

Principale organisation syndicale des inspecteurs, le SNAP se montre, lui, très satisfait des prochaines réformes qui devraient simplifier l'architecture des multiples corps de la police nationale. En revanche, la prime de 140 francs accordée aux gardiens de la paix, récemment devenus agents de police judiciaire (APJ), ne l'enchante pas. Le syndicat fait en effet remarquer que les inspecteurs n'ont jamais bénéficié d'un avantage similaire lorsqu'ils sont devenus officiers de police judiciaire (OPJ). Les adhérents du SNAP devraient manifester leur mauvaise humeur en sollicitant, par lettre, auprès des procureurs généraux, le retrait de leur habilitation judiciaire. Rien n'oblige les magistrats ainsi « sollicités » à céder à l'invitation...

GEORGES MARION

## Le réveil social en RFA

Suite de la première page

La Fédération patronale de la métallurgie a proposé récemment d'entamer les négociations sociales à la fin octobre plutôt qu'à la mi-mars. Plus qu'une simple manœuvre pour contourner les revendications salariales, cette tentative de cooptation des patrons de la métallurgie vise avant tout à saper l'effort de mobilisation de l'IG Metall en ce qui concerne une nouvelle réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures.

Ce dernier point, avec la garantie du caractère chômé du week-end, est au cœur du « paquet » de revendications en cinq volets, mis au point par la direction du syndicat des métallos, qui n'attend plus que l'approbation des quelque 550 délégués au congrès de Berlin pour passer aux actes.

### « Haute ment politique »

La furie provoquée, ces derniers semaines, par les déclarations du ministre de l'économie, M. Helmut Haussmann, prônant un retour à la semaine de 40 heures outre-Rhin afin de préserver la compétitivité des entreprises allemandes lors de la réalisation du grand marché unique européen de 1993, n'a fait que relancer le débat au niveau politique. Selon M. Haussmann, qui est membre du FDP, au pouvoir dans la coalition gouvernementale actuelle, la question de la réduction du temps de travail est trop importante pour l'économie pour être laissée aux seuls partenaires sociaux. Il qualifie la demande pressante des syndicats d'obtenir la semaine des 35 heures de « haute ment politique », parce que les salaires de l'industrie sont déjà, par rapport au reste de la CEE, les plus élevés en RFA pour le plus petit nombre d'heures travaillées.

Le ministre de l'économie a suggéré que les responsables politiques s'en mêlent et soient autorisés à intervenir dans les prochaines négociations. Le tollé soulevé par la proposition de M. Haussmann, qui a dû faire marche arrière après avoir été désavoué au sein même de la coalition gouvernementale, s'explique donc par la remise en cause du sacro-saint principe de l'autonomie des partenaires sociaux garanti par la Constitution outre-Rhin. La réaction a été immédiate aussi bien de la part d'IG Metall que de l'organisation de tutelle, la Confédération des syndicats (DGB), qui vient de fêter son quarantième anniversaire.

Le président de DGB, M. Ernst Breit, a rappelé à cette occasion l'attachement des syndicats à un certain nombre d'acquis sociaux, parmi lesquels la réduction du temps de travail, sur lesquels il est hors de question que l'on revienne. En clair : des négociations sur les 35 heures avec possibilité d'un compromis concernant la mise en application ou le pays sera paralysé par des grèves à l'expiration des conventions collectives actuelles...

Même son de cloche du côté de la Confédération syndicale des employés allemands (DAG), l'autre grande organisation syndicale en RFA, qui a qualifié les propos de M. Haussmann de « contraires au droit allemand » et de « politiquement motivés ». Le président de DAG, M. Roland Isen, a fait valoir pour sa part que la réduction du temps de travail s'était traduite par une plus grande productivité des entreprises ouest-allemandes, et donc par une amélioration de leur compétitivité déjà excellente dans la plupart des secteurs-clés, d'où les profits pharaoniques rendus possibles en grande partie à cause des faibles augmentations salariales. Pour M. Isen, l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés allemands, qui n'ont que faiblement profité des fruits de la croissance (plus de 3 % d'augmentation du PIB cette année, selon les prévisions, et une inflation d'environ 3 %), est donc une priorité en 1990. A cette fin, il a annoncé qu'il demanderait au moins 6 % d'augmentation salariale lors des prochaines négociations, en plus de la garantie du week-end chômé devant permettre la création de nouveaux emplois.

### La flexibilité dans l'emploi

Cette analyse est, bien sûr, contestée du côté patronal où l'on fait valoir que la réduction du chômage, qui est tombé en mai dernier au-dessous de la barre des 2 millions pour la première fois depuis octobre 1982, est due essentiellement à la très bonne conjoncture internationale. Malgré l'affirmation des syndicats que la réduction du temps de travail depuis 1984 a permis la création de 300 000 à 400 000 nouveaux emplois, une tendance qui devrait s'accroître avec la mise en place de la semaine des 35 heures, force est de constater que le niveau de l'emploi — traditionnel point faible de l'économie ouest-allemande — ne s'est pas amélioré de façon significative depuis cette date.

Selon les derniers chiffres officiels, le nombre de chômeurs s'élevait encore à 1,7 million de personnes en RFA, soit 7,5 % de la population active. La difficulté de procéder à des licenciements en cas d'un ralentissement de l'activité explique en grande partie la réticence des entreprises à effectuer de nouvelles embauches. Ces derniers expliquent également leur opposition à toute nouvelle réduction de la semaine ouvrée par une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

A ces arguments, l'IG Metall répond que les possibilités de compromis existent mais seulement après l'acceptation du principe que le travail du week-end, particulièrement le samedi, ne peut être généralisé. La question est d'importance dans un secteur comme l'automobile, où la rentabilisation d'investissements lourds liés à la robotisation nécessite une utilisation aussi continue que possible des équipements. M. Franz Steinkühler, le bouillant président de l'IG Metall, l'a dit et répété sans les tons : la flexibilité dans l'emploi de la main-d'œuvre ne peut être négociée que du lundi au vendredi. Elle exclut la fin de la semaine, qui est réservée aux activités familiales et aux loisirs. Un vieux thème cher au syndicat des métallos, qui s'était rendu célèbre dans les années 50 avec le slogan : « Samedi, papa est à moi ! » (« Samstag gehört Vati mir ! »).

Présentant les résultats d'un récent sondage effectué auprès de 800 000 salariés de la métallurgie, le bras droit de M. Steinkühler, M. Klaus Zwickel, l'a encore répété avec force cette semaine, lors d'une conférence de presse au siège de l'IG Metall à Francfort. Selon ce sondage, 95 % des personnes interrogées considèrent que le travail le samedi représente « une substantielle diminution de la qualité de la vie » et refusent donc sa généralisation. Un résultat aussitôt contesté par Gesamtmetall, qui l'a qualifié de « subjectif » et a accusé l'IG Metall d'avoir faussé les résultats en faisant l'amalgame entre le samedi et le dimanche. L'un des principaux responsables de Gesamtmetall, M. Dieter Kirchner, a affirmé pour sa part que le travail du samedi ne touchait que 1 % du total de la main-d'œuvre employée dans la métallurgie et l'industrie électronique. Au-delà de la bataille des chiffres, M. Zwickel a été catégorique : le week-end chômé ne peut faire l'objet d'aucun compromis, pas plus d'ailleurs que la semaine de 35 heures ou l'augmentation substantielle des salaires. « Le seul compromis possible est dans la réalisation dans le temps de chacun de ces éléments », a-t-il déclaré.

C. HOLZBAUER-MADISON







Fin des travaux de la conférence de Lausanne

## Le commerce international de l'ivoire est interdit jusqu'en 1992

Après deux semaines de travaux, la septième conférence de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) s'est achevée le 20 octobre à Lausanne. Pour les délégués des cent trois États signataires de cette convention, ainsi que pour les représentants des organisations non gouvernementales, l'enjeu essentiel, cette année, aura été le sort de l'éléphant d'Afrique. Au terme d'après discussions, une très nette majorité s'est dégagée en faveur de l'interdiction complète du commerce de l'ivoire.

LAUSANNE

de notre envoyé spécial

C'est la victoire de l'éléphant !, a constaté avec jubilation le délégué du Zaïre, lors de la séance de clôture, vendredi 20 octobre. Ce fut surtout la victoire de tous ceux qui, malgré les pressions des négociants en ivoire des pays d'Afrique australe réputés bons gestionnaires et aussi du secrétariat de la CITES, ont su convaincre les deux tiers des délégués présents à Lausanne que la survie de l'éléphant d'Afrique valait bien un moratoire. Par soixante-seize voix contre onze, en effet, les États « parties » de la convention signée à Washington en 1973 ont décidé de transférer l'espèce *Loxodonta africana* (éléphant d'Afrique) de l'annexe II à l'annexe I, c'est-à-dire d'en interdire complètement le commerce international, qu'il s'agisse des défenses, de la peau, de la viande ou de tout autre produit tiré du pachyderme.

Cette décision ne prendra vraiment effet que dans trois mois, le 18 janvier 1990, lorsque les États concernés auront émis le cas échéant leurs réserves — ce qui les dispense d'appliquer les décisions de la CITES. Mais elle n'a pas été acquiescée sans mal. Dans le cas des prohibitionnistes, menés notamment par les États-Unis et la

France, on a d'emblée demandé l'interdiction de tout commerce de l'ivoire, seul moyen de mettre un terme à l'écotombe observée en Afrique depuis 1971. Selon ces délégués, qui avaient reçu le renfort du Kenya, de la Somalie et de la Tanzanie, on ne peut sauver les quelques centaines de milliers (1) d'éléphants qui subsistent sur le continent noir qu'en « cassant la demande des pays occidentaux et asiatiques », comme l'a demandé le secrétaire d'État français à l'environnement, M. Brice Lalonde.

Tel n'était pas l'avis des pays de l'Afrique australe, menés par le Zimbabwe, dont le troupeau d'éléphants est passé en dix ans de trente mille à quarante-trois mille têtes, grâce à une politique d'exploitation rationnelle du cheptel. Cette politique consistait à associer les villageois aux profits de l'abattage des éléphants « surmémentaires », dont on vend non seulement les défenses mais aussi la viande et la peau, très prisées aux États-Unis pour la confection de bottes et d'attachés-cases.

### Rendez-vous au Japon

Fort de cette expérience, effectivement très efficace mais difficilement transportable plus au nord, le Zimbabwe a demandé le maintien de l'éléphant en annexe II (commerce réglementé par des quotas) pour lui-même et ses voisins du cône sud : Afrique du Sud, Botswana, Malawi, Mozambique, Zambie et même pour deux États non encore signataires de la convention comme l'Angola et la Namibie.

Cette résistance australe, toutefois, a été emportée par une proposition asiatique de la Somalie : on place l'éléphant en annexe I, mais on met sur pied un comité d'experts qui examinera l'éventuel retour à l'annexe II lors de la prochaine conférence. Pour Eugène Lapointe, le secrétaire général de la CITES, cette promesse de réexamen revient à imposer un moratoire de deux ans, rien de plus. Chargée de surveiller le commerce international de la faune et de la flore sauvages, la CITES n'a pas pour mission de protéger les

espèces menacées dans leur habitat. La mise en annexe I, selon lui, représente un échec : l'impossibilité d'exploiter une ressource naturelle devenue trop rare. L'idéal, c'est de pouvoir faire commerce, sous l'œil vigilant de la CITES, du patrimoine naturel convenablement géré.

En cette année de prise de conscience venue à travers la planète, une nette majorité de pays ont rejeté cette conception mercantile et consumériste de la nature. Pour ramener l'éléphant d'Afrique en annexe II, c'est-à-dire pour en réautoriser la commercialisation mondiale, il faudra de nouveau une majorité des deux tiers, ce qui est toujours difficile dans une assemblée de plus en plus sensible aux vents de l'opinion publique. Lorsque les États-Unis, la Communauté européenne, le Japon et même Hong Kong renonceraient aux importations d'ivoire, on peut penser que la partie est perdue pour les sculpteurs, négociants... et leurs pourvoyeurs (presque tous braconniers).

Les délégués de Lausanne se sont montrés si déterminés qu'ils ont même interdit l'exportation des trophées de chasse, malgré les appels du pied insistants des pays officiellement opposés au commerce de l'ivoire comme le Zaïre, le Congo, le Gabon et le Cameroun... Les États-Unis, l'Allemagne fédérale, la Suisse et la France ont d'ores et déjà prévenu qu'ils refuseraient l'entrée des trophées chez eux. Les chasseurs sud-africains ou zimbabwéens devront se concentrer sur les émirats arabes — non signataires de la convention — pour couler leur production éléphantine. Quant aux amateurs de chasse sportive, ils devront prévoir une résidence secondaire dans un pays tiers pour exposer leurs trophées.

Cin d'œil final : les délégués de Lausanne ont décidé que leur prochaine conférence se tiendrait en 1992... au Japon, le pays qui consomme annuellement 40 % de l'ivoire mondial ! Une manière subtile de contraindre Tokyo à se retirer du marché de l'or blanc.

ROGER CANS

(1) Les évaluations varient entre 600 000 et 300 000 têtes.

A Istres (Bouches-du-Rhône)

## La COGEMA en échec

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Dans un jugement rendu le jeudi 19 octobre, la troisième chambre du tribunal administratif de Marseille, présidée par M. Jean-Pierre Girard, a annulé un arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 29 juillet 1988, autorisant la société COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) à exploiter, à Istres, un stockage de sesquioxyde d'uranium appauvri d'une capacité de 280 000 tonnes.

Cette décision fait suite à un recours qui avait été déposé par l'Association contre le stockage de matières radioactives d'Istres-Miramas (ASCMR) à laquelle s'étaient joints six autres requérants ainsi que les Verts. Elle est fondée principalement sur deux motifs : l'absence de chiffrage des mesures prévues pour supprimer, diminuer ou compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et le caractère insuffisamment complet de l'étude des dangers.

La CSMR se bat depuis près de deux ans contre ce projet — également désapprouvé par les élus de neuf communes du pourtour de l'étang de Berre — dont les risques, selon elle, sont sous-estimés, sur un site déjà très encombré par des infrastructures et des industries civiles et militaires. Elle avait organisé un référendum populaire le 30 mai 1988, au cours duquel six mille personnes s'étaient prononcées contre le stockage. Ses adhérents avaient, par ailleurs, tenté de s'opposer physiquement le 28 septembre et le 5 octobre à l'arrivée des premiers conteneurs de sesquioxyde d'uranium provenant de Pierrelatte (Drôme) en s'enchaînant sur la voie ferrée qui dessert le site de la COGEMA.

La présidente de la CSMR, M<sup>me</sup> Guyline Cozza et le député européen des Verts, M. Gérard Monnier-Besson, se sont réjouis que « pour la première fois, la toute-puissante COGEMA mette un genou à terre. La décision du tribunal administratif démontre qu'elle a fait preuve de légèreté dans la constitution du dossier ».

G. P.

L'affaire du port du voile musulman

## Les syndicats d'enseignants défendent l'école laïque

La situation était toujours bloquée, samedi 21 octobre, au collège de Creil (Oise) où a commencé la polémique sur le port du voile par des élèves musulmanes. Un comité de soutien des trois jeunes filles a été constitué. Une plainte devrait être déposée pour « discrimination raciale ».

M<sup>re</sup> Vergès a accepté de se saisir du dossier. A Marseille, à Avignon et à Montpellier, le contentieux demeure entre les autorités scolaires et des jeunes filles qui veulent aussi garder le voile pendant les cours.

Ce sont les défenseurs de l'école laïque qui, vendredi 20 octobre, se sont surtout exprimés sur cette affaire. La FEN et SOS-Racisme ont publié un communiqué commun mettant en garde contre le risque de mise à l'écart « des filles du droit à l'accès aux connaissances, à l'esprit critique, à la responsabilité, à l'émancipation pour tous et toutes ». « L'école de la République a le devoir d'accueillir à égalité tous les jeunes sans discrimination », affirme la FEN et SOS-Racisme, qui ajoutent que ces principes s'imposent aussi aux familles et aux jeunes eux-mêmes.

M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, a même souligné que le droit à la différence devait être limité : « Le droit à l'éducation doit primer sur le droit à respecter des pratiques communautaires ou religieuses ». M. Jean Michel Bonnier, secrétaire général du SGEN-CFDT, a insisté de son côté sur les risques de montée des intégrismes : « Fanatismes religieux, condamnations à mort d'écrivains, incendies de cinémas. La montée des intégrismes touche aujourd'hui les enfants, les jeunes, les adultes. Bas les foudrards, il faut limiter au maximum les signes ostentatoires qui peuvent déclencher des mini-guerres ».

A Toulouse, M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation, a de nouveau pris la défense de l'école laïque et lancé un appel à l'apaisement des esprits : « L'école de la République accueille tous les enfants, donnant une formidable

leçon de tolérance, et il est normal qu'elle cherche la manière la plus moderne, humaine, de faire vivre la laïcité ».

Depuis quelques années, l'Eglise et les autres confessions souhaitent une redéfinition du cadre de cette expression des convictions religieuses : « Ce cadre reste à définir », a déclaré, vendredi 20 octobre à Lyon, Mgr Decourtray, président de la Conférence épiscopale française. Cette histoire est une invitation à travailler sérieusement cette question. Pourquoi trois jeunes filles voilent-elles ? Je ne suis pas personnellement choqué de rencontrer des femmes portant le foulard islamique dans la rue. Je le suis davantage par certaines manifestations de dévergondage ».

M<sup>re</sup> Mitterrand :

« Accepter les traditions »

Quant à M<sup>re</sup> Danièle Mitterrand, elle a pris le point de vue des jeunes musulmanes, en déclarant vendredi à Vichy-le-Comte (Puy-de-Dôme), où elle visitait une classe d'enfants réfugiés du Kurdistan : « Si aujourd'hui, deux cents ans après la Révolution, la laïcité ne pouvait accueillir toutes les religions, toutes les expressions en France, c'est qu'il y aurait un recul. Si le voile est l'expression d'une religion, nous devons accepter les traditions qu'elles soient ».

Manifestation dimanche 22 octobre. Une manifestation a été annoncée pour dimanche 22 octobre après-midi, de Barbès à République à Paris, par La Voix de l'Islam, organisation très minoritaire, qui avait déjà organisé le défilé contre l'écritain Rusdine le 26 février dernier, et par l'Association islamique en France, essentiellement composée de Turcs, membre de la Fédération nationale des musulmans de France. Celle-ci a cependant pris ses distances avec une telle manifestation destinée à protester contre l'interdiction des foulards à l'école, et elle est également déçue par la Mosquée de Paris.

Prière du vendredi à la Mosquée de Paris

## « Pas de compromis possible avec Dieu »

Une fois de plus, la communauté musulmane se sent mal aimée, isolée, incomprise, dit-elle, des médias, des responsables éducatifs, de la classe politique. A la Mosquée de Paris, l'effervescence régnait, vendredi 20 octobre à l'heure de la prière. Une certaine incertitude aussi devant les proportions prises par cette affaire : « Dans les écoles françaises, on a donc le droit de porter une mini-jupe, mais pas de foulard ! », dit Abdelkrim, jeune tunisien, dans un éclat de rire nerveux.

L'image de la France, « terre de liberté », est plutôt malmenée. On convient que la laïcité à la française n'est guère compatible avec une religion qui ne peut pas être vécue seulement de manière privée. Mais pour ces jeunes musulmans pratiquants de la prière du vendredi, la laïcité est synonyme de liberté d'exprimer une différence. Les kippas juives, les petites croix ne sont pas, en pratique, interdites à l'école publique. Pourquoi, se demandent-ils, cet « ostracisme » à l'égard des musulmanes ? « On marche sur la tête, dit un Algérien, Sabi, qui habite la rue Saint-Denis. Je respecte la liberté de mes frères musulmans qui pratiquent dans mon quartier la prostitution. Et dans le même temps, je devrais renoncer à la liberté, pour ma fille, d'aller à l'école en foulard ? »

L'interdiction du hijab à l'école paraît d'autant plus inopportune qu'elle vise des enfants élevés religieusement. « On pénalise des jeunes très minoritaires qui veulent vivre sagement leur religion », dit Karim, alors que la plupart des musulmans de leur âge, nés et élevés en France, ne pensent qu'à sortir en boîte. Pour les Français, les beaux sont ou bien non pratiquants et délinquants, ou pratiquants et intégristes. Les médias sont accusés de grossir les traits, de coller à l'Islam, à pleines pages de couverture dans les hebdomadaires, l'image d'un fanatisme religieux. « On a eu Rusdine, les

affaires de mosquée à Charvieu et à Lyon, et maintenant le voile : on voudrait tout faire pour encourager les idées lapéennes qu'on ne s'y prendrait pas autrement », estime un chœur des jeunes Maghrébines.

La grande question est bien de savoir si, pour les musulmans, le port du voile est une obligation religieuse ou non. Les pays d'Afrique du Nord, en particulier, sont eux-mêmes très divisés. « Ce n'est pas une obligation », tranche pour sa part le cheikh Missoum, vice-recteur de la Mosquée de Paris. Autre son de cloche chez les jeunes musulmans venus prier vendredi : « Quand Dieu ordonne quelque chose, il n'y a pas de compromis possible, comme on a voulu le faire croire à Creil, explique Abdelatif. On n'est pas obligé de choisir l'Islam, mais quand on l'a fait, on doit s'engager jusqu'au bout, que cela gêne ou pas l'entourage ».

Une intransigeance qu'on retrouve chez les jeunes Maghrébines ou leurs mères, que le port constant du hijab ne gêne aucunement. « Au contraire, dit Malika, je suis beaucoup mieux dans ma peau depuis que je porte le voile. Avant, je devais me maquiller tous les jours. Aujourd'hui, je ne le fais plus que pour mon mari. » Le voile est considéré comme une forme de protection des regards masculins. « Je n'enlève mon voile que devant mon mari ou devant ceux que je sais ne pas pouvoir épouser. » (NDLR : para, beaucoup, frères, neveux).

« Ou vous nous intégrez comme nous sommes. Ou vous nous expulsez », dit un musulman âgé, particulièrement excédé. Mais cet avis est loin d'être partagé. Une universitaire musulmane, Sedek Sellam donne seulement cet avertissement, parlant des beurs : « L'intégration ne pourra pas se faire contre leur gré. Plus il y aura de musulmans, plus ils s'intégreront. »

HENRI TINCO

## L'ESSENTIEL

### ANNÉES

Il y a soixante ans, le krach de Wall Street ..... 2

### ÉTRANGER

« Offenheit » en RDA ..... 3

### La France jugera le capitaine Astiz

Le militaire argentin, tortionnaire armé dans son pays, sera jugé — par contumace — à Paris dans l'affaire de l'enlèvement, en 1977, de deux religieuses françaises ..... 4

### Les cachets de M. Reagan au Japon

Une tournée fructueuse pour l'ancien président américain, avec des millions de dollars à la clé ..... 5

### ROTIQUE

Conseil politique du CDS ..... 6

### La marine et ses avions

M. Chevènement réplique aux responsables de la marine nationale à propos du remplacement des avions Crusader ..... 7

### SOCIÉTÉ

M. Arpaillange, cible de l'USM ..... 8

### Championnats du monde de gymnastique

La défaite, à Stuttgart, de la Roumaine Daniela Silivas ..... 8

### CULTURE

La mode, première mi-temps ..... 9

### Les projets de Gérard Mortier pour Salzbourg

L'homme qui a donné à Bruxelles un opéra de renommée internationale s'apprête à bouleverser Salzbourg, où il succède à Karajan ..... 9

### REGIONS

Une friche modèle dans les Landes ..... 10

### ECONOMIE

L'avenir de La Ciotat ..... 11

### Services

Abonnements ..... 2  
Carnet ..... 11  
Météorologie ..... 11  
Mots croisés ..... 11  
Spectacles ..... 10  
Télévision ..... 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 21 octobre 1989 a été tiré à 527 758 exemplaires

## Stationnement à la carte

Après la télécarte, bientôt la carte « S », comme stationnement. Une carte à cristaux liquides qui permettra de payer le stationnement sans manipuler d'argent.

La rencontre d'un homme d'affaires, PDG de la Société financière de Paris, M. Jacques-Henri Dorian, et de deux inventeurs, MM. Claude Saglio et Peaux, a donné naissance à cette carte, dont l'usage est sur le point de se répandre en France et en Italie. C'est la société Matra qui la fabriquera. Six cent mille exemplaires seront livrés avant la fin de l'année aux villes de Florence et de Modène. Les villes de Paris, Bordeaux, Grenoble, Metz, Brest sont intéressées. La SEITA assurera la diffusion en France.

La carte « S » est de même dimension que la carte de téléphone. Son prix d'achat sera de 100 à 200 francs ; il correspondra à un crédit équivalent de stationnement. Après avoir affiché sur le petit écran à cristaux liquides qu'elle comporte le tarif horaire de la zone où se trouve son véhicule, l'utilisateur la glissera dans un support en plastique accroché derrière le pare-brise. Dès lors, le temps défilera jusqu'au maximum autorisé de deux heures. Mais si l'automobiliste revient au bout de cinq minutes il n'aura dépensé que la somme correspondant au temps réel de stationnement. A mesure que l'usage de la carte électronique se répandra, les parcomètres et les horodateurs pourront disparaître.

Le problème en suspens est moins social que pratique. Les « collecteurs de fonds » dont le besoin disparaîtrait seront reconvertis à d'autres tâches. En revanche, tant que l'usage ne sera pas généralisé, comment rétribuer-t-on la commune-lieu du stationnement si la carte a pu être achetée hors de ses frontières ?

C.V.

## EN BREF

Le retour de la navette Atlantis retardé ? — La mission de la navette Atlantis, lancée le 18 octobre, pourrait être prolongée en raison des mauvaises conditions atmosphériques annoncées en Californie. L'équipage, qui devait normalement revenir sur Terre lundi 23 octobre, à 20 h 38 (heure française), pourrait ainsi bénéficier d'une journée supplémentaire dans l'espace. — (AFP, AP.)

Le Sénat américain en désaccord avec M. Bush au sujet de l'avertissement. — Le Sénat américain a approuvé, jeudi 19 octobre, un projet de loi qui autorise le financement par des fonds fédéraux des avortements des victimes d'inceste ou de viol. Le texte de loi a été voté à une majorité suffisante pour passer outre au veto que M. George Bush avait décidé d'opposer à cette loi. (AFP.)

Rupture des négociations entre Ford et Saab-Scania. — Les constructeurs automobiles Ford Motor et Saab-Scania ont annoncé, le vendredi 20 octobre, la rupture des négociations qui auraient dû conduire, selon les observateurs, à une prise de participation du géant américain dans le capital de l'entreprise suédoise. Cette rupture est intervenue alors que Saab-Scania annonçait, le même jour, une perte de 1,2 milliard de couronnes (autant de francs), intervenue dans sa division automobile au cours des huit premiers mois de l'année.

Mort du guitariste Alan Murphy. — Alan Murphy, le guitariste du groupe rock anglais Level 42, est mort à Londres le 20 octobre d'une pneumonie due au sida. Il était âgé de trente-cinq ans.

Le prix du Comité d'histoire de la radiodiffusion. — Le Comité d'histoire de la radiodiffusion vient d'attribuer son prix 1989 à M. Christian Brochant pour son *Histoire de la radiodiffusion en France*, des origines à 1974, sujet de sa thèse de doctorat soutenue à Paris-VII. Ce prix lui a été remis à la Maison de Radio France par M. Henri Amouroux, membre de l'Institut.

Comité d'histoire de la radiodiffusion, 11, rue Hamelin, 75016 Paris.

لكن من الجدل